

Edito -

RACISME! Quand tu nous tiens!

Le grand mouvement de soutien à l'Ukraine dévastée par Poutine, l'accueil spontané et volontaire de quelques 3 millions d'émigrés dans le reste de l'Europe ont témoigné, s'il le fallait, qu'on ne pouvait laisser dans le froid, la famine et le dénuement total tant de victimes d'un système tyrannique et mortifère.

Encore qu'il fut parfois obligé de constater que certains, certaines, noir.es de peau ou étudiant.es venu.es d'Afrique ne pouvaient accéder – sinon avec de nombreuses difficultés – à ces secours si généreusement prodigués aux autres!

Et la presse d'en faire état, de s'en étonner comme s'il ne s'agissait pas d'un phénomène ordinaire constaté couramment dans notre univers.

Pourquoi tous ces camps réunissant des millions d'exilés pour toujours sinon parce que certains peuples ne peuvent accéder à la compassion universelle comme s'ils étaient exclus à jamais d'un univers commun.

Et que les populations riches veillent bien à s'entourer de murs et de barbelés, de frontières et de polices y compris sur les mers pour interdire d'entrer celles et ceux chez qui ils ne manquent pas d'aller y compris pour les exploiter. Un certain candidat et son mentor Bolloré en sont le parfait exemple.

Alors pourquoi s'en plaindre ou se révolter si l'on est du bon côté de l'injustice sauf à comprendre que c'est tout un système qui se répercute en tout moment et en tout lieu de son fonctionnement. Pour simplifier on dirait que ça s'appelle l'exploitation de l'homme par l'homme. Je sais d'aucun vont reprocher à cet édito de porter une sorte de parfum marxiste. Peut-être et pourquoi pas? Parce que ce système fonctionne depuis le début des temps et aussi bien l'Evangile que le Coran en attestent.

Et quand certains exilé.es avec femmes et enfants ont réussi à être parmi nous, les services de l'Etat – quand ils ne les enferment pas dans des centres de rétention – mettent tout en œuvre pour qu'ils ne trouvent pas le secours tant espéré et même le moindre abri comme à Rennes où ils et elles sont chassés.es de camping en gymnase et hôtel vide comme réduits à l'état d'errants de lieux en lieux de misères.

titres...au choix

p.1 Editorial

**p.2&18 EXILEES - EUX, C'EST NOUS ou PAS ?
Plusieurs exemples – plusieurs situations : un même constat**

p.19a30 MONDE SOLIDAIRE TROU NOIR des prêts financés

Violences faites aux femmes Droits de l'Homme à Brazza

60ème anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie

Tchad : dialogue entre la junte et les rebelles à Doha

Au Nigeria : Boko Haram vaincu? ni électricité, ni essence

Burkina : 100 000 déplacés TOTAL cauchemar en Ouganda et Tanzani

Au Mali dérive autoritaire des putschistes

Au Mali débat avec les politiques Impact sur la vie culturelle

MAROC / 800 migrants à Melilla

TUNISIE : parlement dissous RDC à l'est : encore la guerre

Le NIGER rapatrie ses mendiants

p.31 à 46 Des femmes engagées par Liss Kihindou - FORUM France/AFRIQUE – Le sport en AFRIQUE - Grand FESTIVAL 2022 contre le racisme - Notre dame du NIL de Scholastique Mukasanga – Je vivrai d'amour pour toi d'Evains Wèche – avoir le courage de rompre – DIVEKA – Le français 3^{ème} langue – Prix Pritzker au Burkina – les lieux qu'habitent les rêves d'Elwine Sarr - Histoire des noirs en Europe – Editions Ifrikyia incendiées– En exil de Delphine Diaz – EUX C'EST NOUS (40 éditeurs) – Ukraine et Afrique - Le pape en Afrique - Afrique peur de Russie - Afrique poutinophile – Colonies et Zoos humains – Femmes et sciences en Afrique - Les intempéries tuent à Brazza et à Kinshasa – Carnaval en Haïti

p. 47 à 58 : ACHAC - Africavivre – Agricultures – Amnesty international - ATTAC – Conflits – La Cimade – D'ailleurs et d'ici - Entrecongolais – D'ailleurs et d'ici – Madinin'arts – Mondafrique - Mrs Roots – Survie – Dictionnaire enjoué – Petit lexique – Des mots contre le racisme.

« Non, non, non aux expulsions ! » : Retour sur 20 ans de lutte aux côtés des exilés à Rennes



Devant la Préfecture en 2010

Le collectif de soutien aux personnes sans papiers est né à Rennes en 2002. Il a mené des centaines d'actions en solidarité avec les exilés. Retour sur deux décennies de lutte pour « dénoncer les politiques migratoires ». Deux semaines avant le premier tour des élections présidentielles, les militants restent en alerte et plus mobilisés que jamais.

En 2008, une manifestation contre l'expulsion d'un jeune sans-papiers Julio, élève au lycée Victor-et-Hélène-Basch, avait rassemblé de nombreux lycéens et membres du collectif de soutien aux personnes sans papiers place du Parlement de Bretagne;

« **Non, non, non aux expulsions.** » « **Régularisation de tous les sans-papiers.** »

Les années filent et les slogans restent les mêmes et résonnent encore, à chacune des actions du collectif de soutien aux personnes sans-papiers qui fête ses 20 ans cette semaine.

Ce collectif est né du travail mené par la permanence juridique Délit de solidarité, créée en 1998, à Rennes, dans le sillage du mouvement de soutien après l'évacuation de l'église Saint-Bernard à Paris. « À l'époque, on avait sept-huit dossiers en attente, et on trouvait cela scandaleux, se souvient Xavier, présent depuis l'origine. Aujourd'hui, Délit de solidarité a 500 dossiers ouverts en continu. »

« La peur de l'extrême droite »

Fin 2001, un collectif voit le jour pour mener des actions sur le terrain, à côté du travail de la permanence juridique. En novembre, les militants occupent trois lieux, en même temps : la préfecture, la Ddass et la direction du travail. « À partir de ce moment-là, l'occupation est devenue notre mode d'action », raconte Xavier.

Quelques mois plus tard, un Kurde, sans papiers, est arrêté à Rennes, et placé en rétention. « Il fallait l'aider, mais on n'était pas très nombreux. » Quand Jean-Marie Le Pen se qualifie pour le second tour de l'élection présidentielle, en avril 2002, le contexte change et les soutiens affluent. « La peur de l'extrême droite a réuni des milliers de personnes dans la rue, et le collectif s'est renforcé. Et, à Rennes, ce Kurde menacé d'expulsion. » L'homme sera finalement relâché et obtiendra un titre de séjour.

Le collectif qui rassemble alors une majorité d'étudiants, enseignants, chômeurs... se mobilise dès qu'un exilé est menacé d'expulsion. « **Dans la grande majorité des cas, la préfecture faisait marche arrière.** »

Les militants savent mettre la pression, sans la moindre violence, pour montrer leur soutien et dénoncer les politiques migratoires.

Un fonctionnement associatif exemplaire

Le groupe n'a pas de président, ni de porte parole, sinon un animateur d'AG très animées et qui peuvent durer des heures. « Si une personne n'est pas d'accord, on l'écoute. On décide ensemble. Chaque parole a la même valeur. Il y a parfois des divergences de point de vue. Des tensions au sein de la lutte.

La guerre en Ukraine a mis en évidence l'accueil des réfugiés et aussi la différence de traitement par l'Etat selon les origines – ce qui est totalement contesté.

Des militants sans papier ont rejoint le groupe depuis 2010 malgré des situations difficiles et qui peuvent craindre que résister pourrait compliquer leurs démarches et il leur faut un grand courage pour participer aux luttes.



Quand le centre de rétention administrative ouvre à Saint-Jacques en 2007, là encore, le collectif est en première ligne pour organiser des manifs régionales, et des parloirs sauvages devant des grilles du centre. Lors de parloirs sauvages organisés devant les grilles du centre de rétention administrative de Saint-Jacques-de-la-Lande, les militants échangent avec les personnes retenues. Ici, en juin 2018

Même engagement pour s'opposer aux tests osseux pratiqués sur les mineurs étrangers. pratiqués sur les mineurs étrangers afin de déterminer leur âge.

Pour ses 20 ans, le collectif de soutien aux personnes sans papiers a décidé de marquer le coup, avec des animations, des conférences

- Le jeudi 31 mars, à 18H30 à la Maison Internationale de Rennes : *Conférence-débat avec Karine Parrot, enseignante-chercheuse à l'Université de Cergy, et auteure du livre « Carte blanche. L'État contre les étrangers »*

- Le vendredi 1^{er} avril, à 18h à Carrefour 18

- Le samedi 2 avril, grande manifestation au départ du marché du Blosne à 10h en direction de celui des Lices.

« **En avril 2002, l'extrême droite réunissait moins de 20 % des voix**, rappellent les militants. **Le 10 avril prochain, si rien ne se passe, elle risque de réunir au moins 30 % au 1^{er} tour à travers plusieurs candidats au programme anti-migratoire.** »

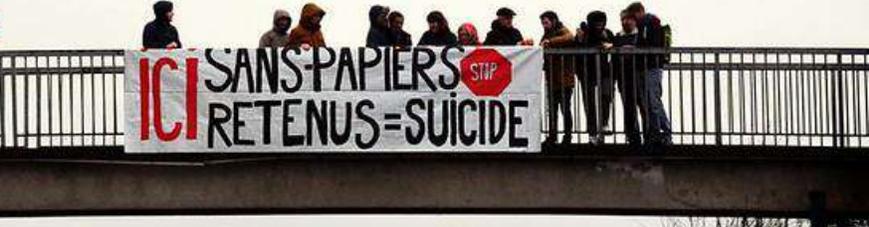
Le collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes raconté par celles qui luttent !

Les débuts

Le rendez-vous est pris dans un troquet du centre-ville. Une fois sur place, à peine avons-nous le temps de saisir notre téléphone portable pour annoncer notre arrivée que nous voilà joyeusement hélés : « Nous sommes là ! ». À force de traîner nos guibolles dans les manifestations, certains visages nous sont déjà familiers. Nous saluons alors nos interlocutrices du jour, car oui, « il n'y a que des femmes ce soir », rigolent ensemble Charlotte, Nadine et Céline.

Charlotte participe au collectif depuis septembre 2005. « Je l'ai connu à la suite d'une mobilisation en soutien à un parent d'élève que je connaissais, nous explique-t-elle. Le père était sans papier et allait être mis en rétention. Depuis, j'essaie de participer le plus souvent possible, même si j'ai eu besoin de prendre une pause pendant quelque temps. »

Nadine, a intégré le CSPSP vers l'été 2006, quand le collectif se battait déjà contre le projet de construction du centre de rétention à Saint-Jacques-de-la-Lande (qui a ouvert en 2007). « Des affiches en ville appelaient à un rassemblement pour s'y opposer. J'y suis allée, j'ai rencontré du monde et nous avons échangé nos coordonnées. C'est comme ça que, tout naturellement, j'ai rejoint le collectif. »



Le fonctionnement

Parler du CSPSP avec celles et ceux qui le font vivre, c'est avant tout évoquer son mode de fonctionnement, car il nous donne l'impression d'être le ciment invisible de sa longévité. Charlotte le décrit ainsi. « Être au CSPSP, c'est militer et lutter ensemble. La forme est aussi importante que le fond. Nous tendons au maximum vers un fonctionnement horizontal. Chaque voix compte. Prendre la parole peut être compliqué pour certain·e·s, mais nous nous efforçons de nous y tenir. » Nadine acquiesce, et poursuit. « Personnellement, je me sens portée et en confiance au sein du collectif. »

Le collectif a surtout été pensé pour que les personnes sans-papiers puissent prendre toute leur place dans leur lutte. Comme l'expliquait auparavant un autre militant: « L'Europe a le pouvoir de changer les lignes. Je vous invite à voter pour l'ICE qui a pour objectif de repenser l'accueil des migrants et donner l'espoir d'un avenir en paix », « il faut surtout voir le collectif comme un soutien ». Comprendre « être aux côtés de » plutôt que « faire à la place de ». Ici, ni carte d'adhésion, ni laissez-passer ni passe-droit... Dès qu'une personne se mobilise, elle fait partie du collectif et peut exprimer sa position individuelle. Le consensus ou le manque de consensus en AG fait ou défait le reste...

Les actions

La vie n'est pas un long fleuve tranquille, et encore moins au sein du collectif. D'autant plus que les actions pour dénoncer les politiques migratoires rythment régulièrement l'agenda rennais. Occupations, rassemblements, parloirs sauvages, manifestations... Aucun répit, sauf pendant la période morose covidée. « Contrairement peut-être à d'autres organisations, toutes nos actions sont préparées et validées en AG, nous précise Charlotte. C'est-à-dire que le jour J, on sait ce que l'on va faire, et aussi les limites à ne pas dépasser. La présence des personnes sans-papiers à nos côtés nous oblige à cela. Il nous est impossible de prendre le moindre risque face à une éventuelle répression policière. Le collectif n'est pas une entité. Nous sommes des individus à part entière avec parfois des opinions divergentes. Le fait de préparer nos actions permet à chacune et chacun de s'engager sans être pris à défaut. »



Forcément, en deux décennies, il y en a eu du changement. Les gens, comme une chanson populaire, ça s'en va et ça revient. Mais une tendance se dessine depuis ces dernières années. « Les femmes sont de plus en plus nombreuses au sein du collectif, se réjouit Nadine. Je pense que la création du groupe "femmes" a eu un effet bénéfique. Ce nouvel espace de paroles permet aux unes et aux autres de se libérer, et de donner véritablement leur opinion, et je trouve ça chouette. » Pour avoir tenu certaines permanences à Délit de Solidarité, on observe bien que les lois sont de plus en plus dures et répressives, précise Nadine. Ici à Rennes, c'est aussi très compliqué avec la préfecture et la mairie. On le voit bien avec ce qu'il se passe au gymnase de la Poterie, où les personnes sont ballotées de droite à gauche sans solution pérenne. Le logement est vraiment un problème flagrant et prégnant qu'il faut résoudre rapidement. »

Source: Romuald Gouret

Avoir 20 ans en 2022 et crier encore : Vive l'immigration !

Le Collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes est né en décembre 2001 mais il a pris son envol en avril 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen s'est qualifié pour le second tour des élections présidentielles. À cette époque, la peur de l'extrême droite avait réuni des millions de gens dans la rue et le Collectif s'était alors renforcé. Depuis 2002, il se réunit chaque mardi soir à la Maison Internationale de Rennes et il a organisé des centaines d'actions en solidarité avec les sans-papiers, pour dénoncer le traitement que les politiques migratoires leur font subir et pour réclamer la régularisation de toutes les personnes sans-papiers. En avril 2002, l'extrême droite réunissait moins de 20 % des voix. Le 10 avril 2022, si rien ne se passe, elle risque de réunir au moins 30 % des voix au 1er tour des élections présidentielles à travers plusieurs candidat-e-s. Pire, selon les sondages, les programmes électoraux anti-migratoires pourraient attirer bien plus de la moitié des voix à ces élections si on ajoute les propositions de la droite – dont Macron – et certaines de la gauche. Le Collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes a décidé de « fêter » ses 20 ans dans un pays dont les candidat-e-s anti-migratoires n'ont jamais été aussi nombreux et nombreuses. Notre anniversaire vise donc à résister encore et affirmer encore notre solidarité avec l'immigration !

Voici le programme des festivités à rejoindre :

Avoir 20 ans, c'est dénoncer encore !

Animation sur les mesures anti-migratoires des candidat-e-s aux élections présidentielles de 2022 (sur les marchés)

Avoir 20 ans, c'est parler encore !

La parole au groupe femmes du Collectif (ouvert à tous et toutes) **Mercredi 23 mars**, 16 h 30 - 18 h, Maison Internationale de Rennes (MIR), 7 quai Chateaubriand

Avoir 20 ans, c'est débattre encore ! Cours participatif : « Y a-t-il trop d'immigrés en France ? »

Comment répondre aux discours anti-migratoires : atelier d'auto-défense antiraciste. **Mercredi 30 mars**, 18 h 30 - 20 h 30, Maison Internationale de Rennes (MIR), 7 quai Chateaubriand (suivi d'un pot-anniversaire)

Avoir 20 ans, c'est expliquer encore ! Conférence-débat : « Les politiques migratoires: l'État contre les étrangers » Conférence de Karine Parrot, enseignante-chercheuse à l'Université de Cergy, membre du GISTI et auteure du livre « Carte blanche. L'État contre les étrangers », éditions La Fabrique, 2019. **Jeudi 31 mars**, 18 h 30 - 20 h 30, Maison Internationale de Rennes (MIR), 7 quai Chateaubriand (suivi d'un pot-anniversaire)

Avoir 20 ans, c'est s'aimer encore ! La parole aux organisations solidaires des sans-papiers de Rennes CIMADE – Délit de solidarité – DIDA – Étonnant Voyage – GL1410 – Inter-organisation de soutien aux personnes exilées – MIR – MRAP – Si on s'alliait – UAIR – UTOPIA 56 – UTUD **Vendredi 1 avril**, 18 h 30 – 20 h 30, Carrefour 18, 7 rue d'Espagne, métro Fréville (suivi d'un pot-anniversaire)

Avoir 20 ans, c'est marcher encore ! Manifestation « Vive l'immigration ! » **Samedi 2 avril** 2022 de 10 h à 12 h, Départ : Marché du Blosne / Arrivée : Marché des Lices

Avoir 20 ans, c'est raconter encore ! Le dernier mot aux sans-papiers sur la « vie de sans-papiers » **Jeudi 7 avril**, 18 h 30 - 20 h 30, Maison Internationale de Rennes (MIR), 7 quai Chateaubriand (suivi d'un pot-anniversaire)

Avoir 20 ans, c'est réagir encore ! Rassemblement-débat de rue contre les idées anti-migratoires après le 1er tour des présidentielles **Lundi 11 avril à 18 h, Place de la mairie** à Rennes Collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes / sp35.or

13 organisations se rencontrent

CIMADE – Délit de solidarité – DIDA – l'Étonnant Voyage – GL1410 - Inter-organisation de soutien aux personnes exilées – MIDAF (UBUNTU) - MIR – MRAP – Si on s'alliait – UAIR - UTOPIA 56 – UTUD



Si on s'alliait

rassemble une diversité d'habitants.es de Rennes Villejean (et aussi d'ailleurs!) issue de communautés d'appartenance variées : genres, nationalités, âges, religions, loisirs, intérêts, quartiers... pour se mobiliser contre les injustices sociales vécues et améliorer concrètement les conditions de vie de chacun.es.

Nous réfléchissons ensemble au fonctionnement démocratique de l'association, pour découvrir et analyser différentes méthodes d'actions possibles et nous enrichir collectivement des expériences individuelles et collectives vécues.

Etonnant Voyage organise une semaine au printemps la marche solidaire de Rennes à Saint-Malo le long du canal d'Ille-et-Rance (à pied, en vélo, en canoë, etc.) avec, à chaque halte le soir, une animation (concert, théâtre, lectures de textes, débats, projections de films, etc.). L'arrivée se fera pendant le festival international littéraire Étonnants Voyageurs.



L'étonnant voyage

Il s'agit d'affirmer notre solidarité au-delà des catégories qu'on veut nous imposer et montrer qu'un autre monde, fait de fraternités, est possible.



Un Toit c'est un Droit Rennes - UTUD

Association de défense du droit au logement pour tou.te.s! de solidarité et de lutte pour les sans-abris et contre les logements vides. Des journées et des heures sans répit pour accueillir et assister les laissés pour compte dans un monde inhumain et un Etat malveillant.



UAIR

L'union des Associations interculturelles de Rennes offre un service d'écoute et d'accompagnement social et juridique quotidien mis à la disposition des usagers, notamment étrangers, à travers des permanences, d'entretiens individualisés et d'accompagnements personnalisés. Signataire du protocole départemental de lutte contre les violences faites aux femmes nous avons des permanences spécifiques pour les femmes étrangères victimes de violences (PFEVV). Avec un Groupe de parole «Elles diront d'Elles».

La CIMADE s'attache à l'accès aux droits des personnes étrangères, reçues individuellement dans un cadre assurant la confidentialité. Les permanences permettent de les informer sur leurs droits, sur les procédures administratives, de les accompagner dans la constitution de leur dossier pour un titre de séjour avec un suivi



individualisé ou une orientation selon la situation. La Cimade intervient dans les centres de rétention afin d'y assurer un accompagnement humain des personnes enfermées et de les aider dans l'exercice de leurs droits.

DIDA D'ici et D'ailleurs



offre un pont entre les personnes exilées et les rennaises par l'apprentissage de la langue, des activités culturelles, artistiques ou sportives. Attaché.es au principe de réciprocité dans l'échange interpersonnel, dans la relation d'aide et d'apprentissage, nous partons de l'idée que chacun apporte à l'autre, quels que soient son histoire, sa culture, son parcours de vie.

L'initiative citoyenne européenne (ICE) soutenue par les collégiens rennais de Villejean et Médiaparks, leur journal, soutenus par la MIR et la Maison de quartier appelle à «garantir un accueil digne des migrants en Europe». L'Europe a le pouvoir de changer les lignes. Votez pour notre ICE pour repenser l'accueil des migrants, pour une Europe ouverte et déterminée à donner l'espoir d'un avenir en paix »



MIR
Maison de
quartier
de
Villejean
RosaParks

et **UBUNTU** – du MIDAF - c'est ici le 41ème numéro mensuel

Expulsion du gymnase de la Poterie, sous peu

Le tribunal administratif juge actuellement en urgence de l'expulsion du gymnase de la Poterie, occupé depuis deux mois par maintenant près de 140, exilé-e-s pour la plupart en situation régulière, familles avec enfants, ... Ce sont pas moins de 281 personnes qui ont bénéficié de cet hébergement précaire et de l'accompagnement par le collectif d'associations, il reste aujourd'hui 142 personnes dont 43 enfants, Depuis des mois la préfecture se refuse à mettre à l'abri les demandeurs d'asile en mépris du droit, nous collectif inter-organisations de soutien aux personnes exilé-e-s assumons, à bas coût l'incurie et l'irrespect du droit par les autorités. La préfecture lors de l'expulsion du campement de Gayeulles il y a presque 6 mois mentait au juge en disant remplir ses obligations : « les personnes présentes sur le site des Gayeulles ont fait l'objet d'un diagnostic [] qui a permis d'identifier les familles les plus vulnérables à orienter vers un hébergement d'urgence » (ordonnance du Juge du 22/10/2021), depuis, rien, ou si peu. « L'occupation s'est déroulée sans incident notable jusqu'à la fin février, retrace l'avocate de la municipalité, mais le profil des personnes présentes a évolué, entraînant une dégradation sanitaire et sécuritaire. »

Désormais, présents aux côtés des familles, « *des hommes célibataires aux comportements individualistes* » seraient à l'origine d'incidents graves « *il y a une consommation et un trafic de stupéfiants* » assure l'avocate qui évoque une « overdose » et une bagarre au cours de laquelle une femme enceinte a été frappée.

Le tout en présence d'enfants, 44 mineurs étant présents dans le gymnase à quelques mètres d'une école élémentaire et maternelle. « ***C'est inhumain de leur faire subir ça*** » déplore une militante associative. Les associations d'aide aux migrants estiment qu'une évacuation du site est indispensable. ***Mais pas en quelques heures sans solution alternative. Il y a une dichotomie entre l'inaction pour trouver des solutions d'hébergement et l'action pour demander l'évacuation en urgence.***

Il y a des sites à Rennes qui pourraient se transformer en lieu permanent et adapté pour accueillir les migrants d'où qu'ils viennent comme par exemple l'ancien lycée Villejean Malifeu actuellement transformé en centre de vaccination. Et les associations de soutien aux migrants en ont repérés plusieurs autres.

Exigeons des hébergements pour les exilé-e-s



Une cinquantaine de personnes ont manifesté devant le tribunal réunies en marge de l'audience décisive. ***Nous sommes tous des Ukrainiens. Nous avons droit à un accueil digne. Le ton était amer, les visages fatigués. Le soleil printanier n'est pas parvenu à réchauffer les participants.***

Nous exigeons de la préfecture le respect de ses obligations légales de mise à l'abri de tous les demandeurs d'asile ainsi que des personnes vulnérables. Nous exigeons de la mairie la mise à l'abri de tous les enfants du gymnase et leurs familles.

Nous revendiquons :

- la mise à l'abri de toutes les personnes familles à la rue, quels que soient leurs statuts
- des logements dignes et pérennes pour toutes et tous
- la régulation de toutes les personnes sans-papiers
- Le droit de travailler pour les personnes sans papiers afin de pouvoir vivre sans dépendre de personne.

Réquisition 31 rue Barthou près de la gare. Besoin de soutiens.

Ce Jeudi 17 Mars, des habitant.es du gymnase de la poterie, des personnes logées à la fac et le collectif Interorganisation de soutien aux personnes exilées ont investi un lieu vide depuis plus de 4ans.

L'hôtel Arvor, abandonné depuis trop longtemps, reprend vie pour le bonheur des sans-abris.

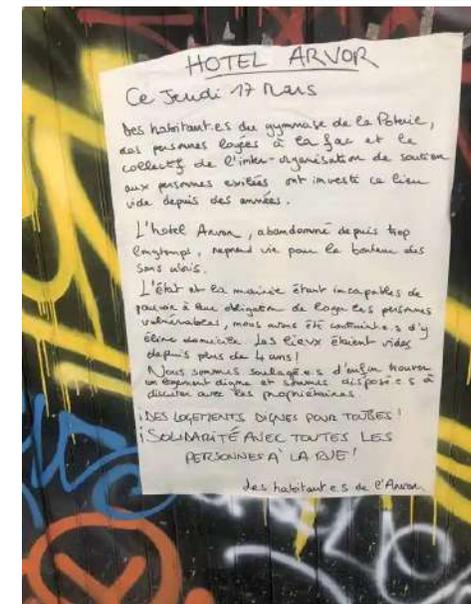
L'état et la mairie étant incapables de pourvoir à leur obligation de loger les personnes vulnérables, nous avons été contraint.es d'y élire domicile. Soulagé.es d'avoir enfin trouvé un logement digne et disposé.es à discuter avec les propriétaires.

UBUNTU a suivi au jour le jour la situation provoquée par la réquisition de l'Hôtel Arvor pour mettre à l'abri 60 personnes



Ils préfèrent parler de l'étage, à la fenêtre de l'Hôtel Arvor, fermé depuis 4 ans. La police stationne à deux pas. Une trentaine de migrants, des femmes avec des enfants, des hommes ont investi les lieux jeudi dernier 17 mars. Ils viennent du gymnase de la Poterie. Ils sont soutenus par de très nombreuses associations et organisations de solidarité réunies dans un Collectif « Interorganisation » se réunissant plusieurs fois chaque semaine à la MIR et au MRAP pour suivre et maîtriser la situation. Ce collectif est un partenaire compétent pour négocier avec la Ville de Rennes et – possiblement – avec la Préfecture qui le refuse systématiquement appliquant la politique du gouvernement MACRON.

Divers lieux squattés par l'Interorganisation ont permis de répondre aux besoins d'accueil des exilés de soutien aux personnes exilées, qui dénonce le manque de logements décents. « La Ville travaille comme nous pour inciter la Préfecture à faire son devoir, explique une militante. Il y a en permanence 100 à 300 personnes à la rue, en détresse. Cette situation perdure depuis février 2021. On demande leur mise à l'abri. Avec l'Ukraine, on voit qu'il y a des



moyens d'accueillir, de faire circuler gratuitement, un droit ouvert au travail. On demande que ce soient les mêmes droits pour tous ceux qui fuient la guerre et les violences. Ce sont des droits fondamentaux qui doivent être respectés. »

❖ Mardi soir – 18h : la police est toujours devant l'Hôtel



L'hôtel Arvor évacué par la police nationale !

Évacuation totalement arbitraire et illégale puisqu'il n'y avait aucune effraction à constater et que les occupant.e.s ont été en mesure de prouver leur présence dans les lieux depuis plusieurs jours. Les personnes qui avaient trouvé refuge dans ce bâtiment vide depuis plusieurs années ont été expulsé.e.s manu militari par un dispositif disproportionné.

Évacuation totalement arbitraire et illégale puisqu'il n'y avait aucune effraction à constater et que les occupant.e.s ont été en mesure de prouver leur présence dans les lieux depuis plusieurs jours.

Les policiers ont fait preuve d'un zèle musclé, menaçant et intimidant, refusant de faire entrer l'avocate pourtant présente sur les lieux.

Ils ont conduits les occupant.e.s au commissariat pour les libérer immédiatement et les inviter à se rendre à une convocation mercredi et dans les jours qui suivront. Il leur est reproché des dégradations alors que tous les témoins ont pu voir la police défoncer la porte. Les personnes sans abris et leurs soutiens, les organisations de l'inter-orga, expriment ce soir leur profonde colère !

Que reste-t-il comme issue aux personnes sans logement quand la préfecture se refuse encore et toujours à loger les demandeurs d'asile et envoie la police pour virer les gens de l'hôtel Arvor.

Le lendemain à 10h l'un des camarades exilé venu en soutien et arrêté avec les autres passe en audition au commissariat central, besoin de soutien pour lui à 9h30!

Quand la mairie refuse d'honorer son engagement de loger toutes les familles et enfants et ordonne notre expulsion de l'école du faux pont par la police?

Pour protester, pour dire notre colère, et pour organiser la lutte, l'inter-orga appelle à un rassemblement le mercredi 23 à 13h devant la mairie de Rennes.

La lutte continue!

Le Préfet fait évacuer le gymnase de la Poterie
Selon la Préfecture, l'opération d'évacuation s'accompagne « de la mise à l'abri de 81 personnes dont la situation administrative et de vulnérabilité a été attentivement étudiée par les services de l'État et de la Ville à partir des listes nominatives fournies par les associations le 9 mars 2022. » Hier, les services de l'État disent avoir pris contact avec 69 personnes, « dont 17 demandeurs d'asile et 52 personnes en situation de vulnérabilité ».

Gymnase de la Poterie à Rennes

En exécution de la décision prise par le Tribunal administratif de Rennes le 25 mars 2022, la préfecture d'Ille-et-Vilaine a accordé la concourse de la force publique à la Ville de Rennes, ce mercredi 30 mars 2022, pour mettre fin à l'occupation illégale du gymnase dont elle est propriétaire 16T rue de Vern. Cette opération, qui s'est déroulée dans le calme, s'accompagne de la mise à l'abri de 81 personnes.

Pleinement engagé pour proposer à chacun des solutions dignes, raisonnables et conformes à la loi, en lien avec les coproprétaires et la Ville de Rennes, l'État avait demandé aux associations de fournir une liste nominative des personnes présentes au gymnase de la Poterie afin de procéder aux orientations vers les dispositifs dédiés. Une liste de 81 personnes a ainsi été transmise le 9 mars 2022 permettant une étude attentive des situations administratives et de vulnérabilité par les services de l'État (préfecture, direction départementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, office de français de l'immigration et de l'intégration) et la Ville.

En sus des 48 occupants, dont 41 demandeurs d'asile, déjà mis à l'abri depuis le début du mois de janvier, l'État a ainsi contacté hier, 29 mars, 69 personnes, dont :

- 17 demandeurs d'asile
- 52 personnes en situation de vulnérabilité

pour leur permettre d'accéder à des solutions adaptées (dispositif national d'accueil, hébergement d'urgence) dans les meilleurs délais.

La Ville va assurer pour sa part l'hébergement de 12 personnes, en sus des personnes déjà mises à l'abri depuis janvier.

Les 10 personnes présentes dans le gymnase au moment de son évacuation mais qui ne figuraient pas sur la liste fournie par les associations se sont vues remettre une convocation pour permettre l'étude de leur situation par les services de l'État.

Le préfet d'Ille-et-Vilaine, Emmanuel Berthier, tient à remercier l'ensemble des services mobilisés pour mettre fin à cette occupation illégale et assurer une prise en charge adaptée de chacun.

Bureau de la communication
interministérielle régionale,
zonale et départementale

N° 02 99 57 00 00 - 02 99 57 00 01
www.prefecture-ille-et-vilaine.fr

Migrants à Rennes. Le gymnase évacué sous les yeux des écoliers



Tôt ce mercredi matin 30 mars 2022, les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation du gymnase de la Poterie, à Rennes (Ille-et-Vilaine), où se trouvaient une trentaine de migrants. Une opération menée alors que les enfants se rendaient à l'école de la Poterie juste à côté. Choquant pour de nombreux parents

« Pourquoi maman il y a des policiers devant l'école ? », demande, surprise, cette petite fille. La scène avait effectivement de quoi surprendre

L'établissement scolaire ceinturé par les forces de l'ordre

Sur la rue de Vern et rue de Bel-Air, le long de l'école, se trouvaient de nombreux véhicules de gendarmerie et près de 60 gendarmes mobiles qui ceinturaient le périmètre entre le gymnase et l'établissement scolaires. Des forces aussi appuyées par la présence de policiers municipaux et de plusieurs véhicules de la police nationale. Comme un air de siège de l'école.

Un groupe de parents s'interrogent : « Voir les gendarmes, les migrants dehors avec leurs valises, ce n'est pas anodin pour les enfants. Dans le climat actuel très anxiogène on aurait pu épargner ça à nos enfants. Il faut leur expliquer pourquoi on met des gens dehors dans la rue. » Arrivée en voiture, cette maman se demande aussi ce qu'il se passe. « Je me suis demandé pourquoi les forces de l'ordre étaient devant l'école. J'ai eu peur qu'il se passe quelque chose de grave. Finalement, on m'a expliqué que c'était pour l'évacuation des gens qui se trouvaient dans le gymnase. » Et de poser la question : « Autant de gendarmes pour ça ? »

Une centaine de riverains du gymnase ont également dénoncé le sort des ces migrants. Dans une lettre ouverte, publiée mercredi matin, ils disent avoir assisté à « un moment de stress intense pour ces individus, parmi lesquels de nombreux enfants. [...] Une fois de plus, ils vivent une nouvelle rupture depuis leur arrivée en France, sans savoir quand sera la prochaine puisque rien de ce qui est proposé n'est stable. Dans ces conditions, les enfants ne peuvent pas suivre une scolarité normale dans un même établissement. »

Et s'interrogent : « Comment l'État peut-il d'un côté prononcer des discours pleins de générosité vis-à-vis des réfugiés ukrainiens quand il n'assure déjà pas son rôle d'accueil des demandeurs d'asile ? Y a-t-il une préférence pour certains réfugiés ? Comment la Ville de Rennes et sa Métropole ne trouvent-elles pas de solutions pour éviter que ne dorment à la rue des familles avec enfants, des personnes âgées malades ou des hommes fuyant les persécutions dans leur pays pour leur choix de vie ? »

COLOCATERRE



Loin de Rennes, je ne peux plus participer à vos actions comme par le passé. Mais je continue de suivre dans la presse ce qui se passe à Rennes concernant les sans-papiers. Je suis toujours indignée d'apprendre que des familles passent des semaines entières sous des tentes, sur un terrain boueux, par

Ou en abri précaire et indigne dans un gymnase qui n'est pas fait pour ça.

Ce dimanche, je lis dans O-F que l'ancienne prison Jacques Cartier a été vendue à la ville de Rennes, qui a l'intention d'en faire... un musée de la Justice !

Je me sens honteuse et accablée de voir que personne ne songe à transformer ces bâtiments en lieu d'hébergement d'urgence pour les sans-papiers et sans-domicile, afin qu'ils puissent y demeurer dans de bonnes conditions en attendant que leur situation se débloque. Bien sûr, il y faudrait de grandes transformations... mais quand on jette un œil sur ce projet de musée, de toutes manières il en faudra aussi, gigantesques et très coûteuses ! Au moins, l'essentiel est déjà là : des murs, des toitures, des pièces qui ferment à clé (évidemment !), des fenêtres (à agrandir), l'eau courante et l'électricité, des cuisines, etc. On devrait pouvoir y loger pas mal de monde, vu la taille de ces lieux.

A l'intérieur de ce polygone, pourquoi pas un jardin fleuri et vivrier ? Dans les salles communes, pourquoi pas des ateliers ? Et puisqu'on en manque cruellement à Rennes, pourquoi pas des locaux associatifs pour les assos de solidarité rennaises ? Cela coûterait cher ? Mais mesure-t-on le coût humain, et pour la société, des souffrances que l'on fait subir à ces gens qui ont déjà tant enduré avant d'arriver ici ?

Entre parenthèses, les Ukrainiens ont toute ma sympathie bien sûr, mais je ne peux m'empêcher de ressentir un malaise très fort devant la différence de traitement qu'il y a, dans les médias et dans la population, envers eux et envers les autres exilés, comme l'expression d'un racisme inavoué qui, au prétexte de "civilisation" ou de religion, se focalise quand même sur la couleur de peau (et de cheveux) ! Il y a ceux qui sont "comme nous" et les autres. Cela me blesse profondément, et je ne dois pas être la seule !

Il me semble que la ville de Rennes pourrait être fière de favoriser un tel projet. Je pense aussi que des Rennais se mobiliseraient s'il fallait organiser des chantiers participatifs pour des travaux pas trop techniques, avec un encadrement de professionnels, et des personnes sans-papiers pourraient aussi y participer. Leurs journées actuellement sont longues et désespérantes ! Les Compagnons Bâisseurs pourraient aussi assurer des chantiers sur place.

Ces Français d'origine africaine ont fait le choix du retour



Découragés par les discriminations, anxieux face à la montée de l'extrême droite, de nombreux Français d'origine africaine ont décidé de prendre un aller simple pour le continent. Et tous s'en félicitent. Nées dans l'Hexagone ou dans leur pays d'origine, ces Françaises noires ont fini par être lassées d'être toujours « l'autre » dans leur propre pays.

Chacune des personnes rencontrées a ce type d'anecdotes à raconter, ces « petites » remarques soi-disant bienveillantes, ces actes de racisme ordinaire qui finissent par peser.

Ina, 36 ans, à Bamako depuis 2015 : « Nos parents sont partis pour réussir, on revient pour les mêmes raisons »

« Petite, les micro-agressions racistes m'ont beaucoup marquée, je ne voulais pas que mes enfants grandissent dans le même contexte. Je refuse qu'ils puissent se dire que les Noirs sont inférieurs aux Blancs. Quand on est jeune, on a juste envie d'être comme tout le monde. Le racisme et l'islamophobie ne cessent d'empirer en France. Mon mari très pratiquant serait passé pour islamiste si on n'était pas partis. Enseigner l'islam à ses enfants, c'est prendre le risque d'être accusé de sectarisme, de communautarisme. Pratiquer sa religion en France quand on est musulman, avoir une barbe, aller à la mosquée, c'est prendre le risque d'être fiché S. Ça fait peur.

Awa, 44 ans, rentrée au Sénégal depuis six ans : « Au lendemain des attentats de novembre 2015, l'ambiance islamophobe m'a paru insupportable

« Née au Sénégal, j'ai quitté le pays avec mes parents à 2 ans. J'ai grandi entre le Val-de-Marne et le 11^e arrondissement de Paris. J'ai fait de bonnes études, j'avais un travail qui me plaisait, un bel appartement à Bastille, je gagnais bien ma vie. Au lendemain des attentats de novembre 2015, l'ambiance islamophobe qui a saisi la France m'a paru insupportable. Et j'avais envie que mes enfants s'imprègnent de la "vraie Afrique", pas celle qu'ils verraient à la télévision française. J'ai quitté mon boulot du jour au lendemain, j'ai vendu ma voiture et je suis partie.

Aminata, 30 ans, à Dakar depuis juin 2019 : « Ici, je me sens comme à la maison »

Ma place n'était plus en France. Le sentiment de mixité et d'entraide que j'ai connu en banlieue parisienne, j'ai compris qu'il n'existait pas forcément ailleurs dans le pays. Je dis à mes amis de faire comme moi. Pas parce que certains Français nous le demandent, mais parce qu'il faut savoir partir quand on n'est pas bien quelque part. »

Pourquoi distingue-t-on les exilés entre eux!

Des militants remontés

Ce mardi 22 mars matin, le collectif avait communiqué sur l'occupation de cet hôtel, expliquant qu'ils étaient une trentaine, hommes, femmes et enfants, arrivés jeudi 17 mars, du gymnase de la Poterie. Les militants dénoncent une opération de police « **illégale. Les occupants ont fourni la preuve qu'ils étaient présents depuis plus de 48 heures, ça ne doit pas se passer comme ça, mais via la justice. Et que fait-on de ces gens ?** On ne peut pas occuper les écoles, les gymnases, les hôtels vides... Il y a beaucoup de bâtiments vides à Rennes. Qu'est-ce qu'on attend ? Qu'il y ait un drame ? »; Sur place, la propriétaire des lieux n'a pas souhaité s'exprimer. Les riverains sont mitigés. Mais certains sont venus comme Gabrielle, « **j'habite à deux rues. Je suis solidaire de tous les exilés**



On fait aujourd'hui l'éloge de la générosité de la solidarité des Français à l'égard des Ukrainiens. Et c'est bien c'est normal. Mais là ça fait mal. C'est dur pour les migrants et militants qui bataillent chaque jour. On ne devrait pas hiérarchiser. Et quelle dépense d'énergie de part et d'autre ! »

Et il s'agit bien d'une politique d'Etat conduite par la Préfecture avec une terrible efficacité et sans aucune considération pour le sort de populations cherchant leur salut ici après avoir dû abandonner leur pays d'origine où elles ne pouvaient plus vivre.



Depuis mi-janvier jusqu'à 280 migrants originaires de Georgie, principalement mais aussi d'Albanie et du Kosovo ont occupé le gymnase. 142 personnes dont 44 enfants – 62 sont des demandeurs d'asile - commencent à quitter les lieux sans solution d'hébergement.

Un hébergement d'urgence pour demandeur d'asile (HUDA) aurait ouvert près du camping de Beaulieu<<; Mais il pourrait être réservé à des Ukrainiens qui seront accueillis ces jours prochains. Sollicitée la préfecture d'Ille-et-Vilaine n'a pas répondu.



Ils ne pensent pas *forcément* comme nous

Réfugiés bon teint? Interroge Rokhaya Diallo

L'Europe ouvre à raison ses portes aux Ukrainiens. Mais, selon les commentaires, cet élan d'humanité viendrait de leur culture européenne et même de leur appartenance raciale. Choquant!

S'il y a une chose que nos médias ont exposé sans retenue, c'est sans nul doute le privilège blanc.

Alors que la détresse des Ukrainiens frappés par la violence poutinienne, c'est un légitime élan de solidarité qui s'est déployé en leur faveur. Malheureusement la véritable nature de la solidarité de certains s'est révélée de manière cruelle. Si ces victimes des attaques russes ont été propulsées dans l'horreur, il s'agit d'une situation tristement banale qui pousse des centaines de millions d'individus aux déplacements au péril de leur vie.

Passé les constats ahuris quant au fait qu'une ville européenne puisse subir un tel sort – comme si c'était l'état normal des villes extra-européennes de subir la désolation – ce sont des remarques plus racistes encore qui ce sont succédées.

Vantant les mérites d'une « *immigration de grande qualité* », celle d'un peuple « *européen de culture* », « *très proche, très voisin* » qui « *participe de notre espace civilisationnel, à la différence des populations qui appartiennent à d'autres civilisations* ». Il s'agissait d'une pure et simple lecture raciste de la condition humaine.

A géométrie variable

L'Union Européenne a mis en place un dispositif exceptionnel de protection des réfugiés sur la base d'une directive inscrite au droit positif européen depuis 2001. Alors que la Méditerranée est un cimetière de 23 566 migrants depuis 2014 et que le sauvetage de ces réfugiés n'est jamais apparu comme une urgence aux nations européennes.

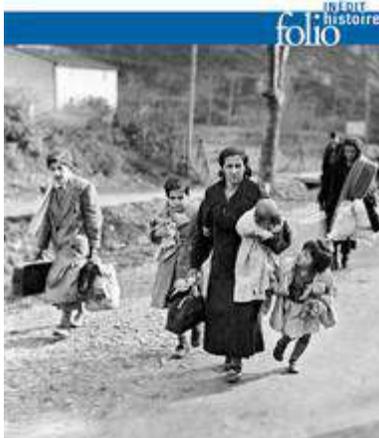
En France, alors que les tentes de fortune dans lesquelles s'abritent les migrants sont lacérées par les forces de l'ordre tandis que les bateaux emplies de cette même détresse sont refoulés à nos frontières.

Comment juger cette empathie à géométrie variable sans y voir le plus cruel des racismes? Ce racisme qui sait lire la souffrance sur des corps blancs mais est aveugle lorsque des personnes non blanches sont en danger de mort.

Delphine Diaz

En exil

Les réfugiés en Europe
de la fin du XVIII^e siècle à nos jours



En exil : Les réfugiés en Europe, de la fin du XVIII^e siècle à nos jours

Collection Folio histoire (n° 312), Gallimard

À l'heure où la « crise migratoire », parfois qualifiée de « crise de l'asile », n'en finit pas de diviser les États et les sociétés en Europe, cet ouvrage entend redonner une profondeur historique à une question d'actualité. Il interroge les multiples dénominations et représentations relatives aux « migrants » partis sous la contrainte, en allant de l'« exilé », du « proscrit », au « demandeur d'asile » et au « réfugié ». On y entend résonner les discours prononcés par des proscrits qui ont marqué leur temps, les échos des œuvres littéraires que les exilés nous ont laissées en héritage, depuis *Les Châtiments* de Victor Hugo jusqu'à *Persépolis* de Marjane Satrapi, mais on distingue aussi le murmure

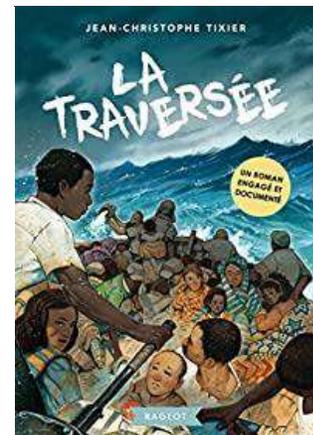
anonyme des « sans-État », souvent dénigrés et rejetés. Le livre donne enfin la part belle aux oubliés de la migration – femmes, enfants et vieillards –, pourtant largement impliqués dans cette histoire en mouvement. Grâce à un parcours chronologique qui commence avec les insurrections et révolutions de la fin du XVIII^e siècle et s'achève avec le temps présent de la migration contrainte, ce récit transnational de l'histoire des réfugiés donne vie et corps aux exilés d'hier et d'aujourd'hui : il restitue leur expérience collective mais aussi la singularité de leurs parcours européens.

En 2016, 4,28 millions de personnes qui ont immigré dans l'un des 28 États membres de l'Union européenne. Les 2/3 viennent d'Afrique de l'Ouest... L'âge moyen des migrants est de 24 ans, sans écart majeur entre les hommes et les femmes ; 77% des personnes interrogées sont des hommes, et 23% des femmes. 71% sont célibataires et 66% d'entre eux sans enfants. Ils viennent majoritairement des zones urbaines (85%). Des raisons multiples au départ, un objectif : travailler et envoyer de l'argent. Une fois en Europe, la grande majorité de ceux qui ont un revenu, soit 78%, envoient des fonds dans leur pays. Malgré les politiques répressives, ils persistent à vouloir trouver une solution pour ne pas repartir sans rien au pays. 93% des migrants interrogés ont connu le danger durant leur voyage mais repartiraient, même conscients des obstacles.



REVENU DES TENEBRES

La peur. L'effroi. Le choc épouvantable de voir, à 14 ans, ses parents tués sous ses yeux. Il n'y a plus rien pour Kouamé. Plus rien que la crainte que les tueurs reviennent et le tuent à son tour. Alors Kouamé prend la fuite. Il passe dans le pays voisin et décide de gagner la Libye. Là, si jeune, il affronte l'enfer du désert et le cynisme des passeurs. Ballotté dans des camions surchargés, il le sait : celui qui tombe est condamné à mourir. Aujourd'hui, Il reconstruit sa vie avec une furieuse envie de vivre et de témoigner pour toutes ces ombres qu'on appelle les migrants. **Un récit exceptionnel dont on ressort bouleversé. Et révolté.**



Jeune Africain, Sam voyage à bord d'un bateau de migrants vers l'Europe. Bientôt la mer grossit et la tempête éclate, provoquant le naufrage de l'embarcation. Sam, qui sait nager, échappe à la noyade et tente d'organiser la survie du groupe. Tandis que les minutes s'écoulent, les souvenirs de son passé remontent à la surface : son existence au village, son désir d'ailleurs, son départ, la belle Thiane au camp de réfugiés de Tripoli. Mais la mer n'a pas dit son dernier mot... **Un roman engagé et documenté sur les migrants; un récit puissant et sans pathos.**



L'immigration clandestine est un iceberg dont nous ne voyons que la partie émergée. Arthur Frayer a plongé sous la surface pour explorer cette mondialisation qui n'apparaît sur aucun de nos radars économiques. Comme pour sa précédente enquête, Dans la peau d'un maton, il a opté pour une méthode simple : se grimer en clandestin pour approcher les passeurs, les logeurs, les intermédiaires du trafic d'êtres humains, puis redevenir journaliste pour interroger policiers, magistrats, avocats, et vivre parmi les migrants. **Il met au jour un « cinquième monde » comme il existe un tiers-monde - invisible mais qui, par ses conséquences économiques, sociales et politiques, concerne de très près chacun d'entre nous.**

Newroz pîroz be ! Un millier de Kurdes à Rennes



Les festivités, à l'occasion du Newroz, ont commencé samedi 19 mars à Rennes avec un défilé au flambeau, une marche très joyeuse, accompagnée de chants et de danses, qui s'est terminée sur l'esplanade Charles De Gaulle autour d'un feu, selon la tradition. Elles se sont poursuivies dimanche dans le plus grand parc de loisirs de la ville de Rennes, le parc des Gayeulles, rassemblant plus d'un millier de Kurdes auxquels

s'étaient joints des amis du peuple kurde, parmi lesquels Tony Rublon, président des Amitiés kurdes de Bretagne.

Cette fête du printemps 2022 rassemblait des familles autour de barbecues jouxtant un podium pour chanter et danser. Des Femmes, des hommes avec leurs vêtements traditionnels, aux couleurs chatoyantes, où dominent le vert, le rouge, le jaune, les couleurs du Kurdistan. Il faisait bon d'être ensemble, pour oublier? Non, au fond des cœurs, la révolte gronde : "plus de deux millions de Kurdes sont attendus à Diyarbakir pour fêter demain, 21 mars, le Newroz. C'est notre réponse à la politique de répression d'Erdoğan. Les Kurdes vont l'écraser. Nous finirons par gagner. C'est inéluctable« .

Cette foi inébranlable dans la victoire, la victoire pour la Paix et la Liberté, est la botte secrète qui anime tout un peuple depuis des décennies et qui rend la victoire possible. L'année 2022 peut être l'année de tous les dangers. Elle peut aussi être l'année de négociation pour une paix durable et juste.

La crise ouverte par l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine ne doit pas, bien au contraire, détourner notre attention des comportements d'Erdoğan. Les deux présidents ont des comportements identiques de dictateur. R.T. Erdoğan se conduit comme V. Poutine en emprisonnant des milliers d'opposants, sous des prétextes fallacieux, et en conduisant une politique, nationaliste et expansionniste, dangereuse pour la paix dans le monde. Une paix négociée entre les belligérants est possible. Chacun sait que président R.T. Erdoğan est aux prises à des difficultés intérieures – économiques et politiques – propices à l'ouverture de négociations, pour peu qu'il y soit contraint, que le coût de la guerre qu'il a déclarée aux Kurdes peut devenir, dans les circonstances actuelles, insupportable ... L'utopie kurde peut devenir réalisable.

Newroz pîroz be!

Selon de CR d'André Métayzer

Sur les plages d'Oran, un « mur de la honte » contre l'exil



Dans cette ville de l'Ouest algérien, les autorités ont choisi d'ériger un mur à certains points des plages pour contrer les départs de migrants par la mer. Habitants et collectifs citoyens dénoncent son « inefficacité » et un « désastre écologique ».

9 heures du matin, à Aïn El-Turk. La petite plage de Trouville, située sur la corniche oranaise, se réveille ce lundi 7 mars aux sons des marteaux-piqueurs et des cris des ouvriers, qui s'attellent à construire le mur que les autorités ont décidé d'ériger pour lutter contre l'émigration par la mer en Algérie (*harraga* ou *harga* en arabe). Un mur de béton percé de fenêtres que beaucoup ont vite qualifié de « *mur de la honte* », défigurant certaines parties du littoral et bouchant l'accès aux plages des riverains, excédés par le projet.

« *C'est n'importe quoi... Je suis un enfant de la mer et je n'ai jamais vu ça de ma vie*, râle Miloud, un habitant des alentours, la trentaine, en chargeant l'arrière de son camion de vieux matelas. *Ils n'ont qu'à nous enfermer dans une cage, tant qu'ils y sont ! On prend encore de l'argent pour le dépenser inutilement, alors que des gens ont du mal à se nourrir.* » Indigné, le pêcheur affirme voir régulièrement les migrants partir par la mer. « *Les gens veulent partir et ce n'est pas un mur qui va les empêcher. La mafia des passeurs est très bien organisée, ce n'est pas ça qui va l'arrêter de travailler.* »

À ses côtés, une voisine, teinture blonde et khôl aux yeux, djellaba sur le dos, confie ne rien comprendre à la situation. « *Ils vont complètement nous boucher la vue. D'habitude, j'aime m'asseoir là-bas pour regarder la mer* », dit-elle. En s'approchant, on y découvre des escaliers et une partie de la chaussée tombés en ruine. Une image immortalisée par de nombreux détracteurs du projet, et qui a laissé certains d'entre eux penser, photos à l'appui postées sur les réseaux sociaux, que le mur à peine construit s'était effondré.

Derrière le mur, le mal-être des candidats

« Diversité : une hypocrisie française »



L'universitaire Maboula Soumahoro travaille sur les minorités en France et aux États-Unis. Si elle juge que la discrimination positive n'est pas une solution parfaite, le modèle universaliste brandi par les Français est loin de favoriser l'intégration.

Entretien par Jeune Afrique (extraits)

Jeune Afrique : Les Français d'origine africaine font-ils partie intégrante de la société française ?

Maboula Soumahoro : Il y a une intégration de fait des Français d'origine africaine dans l'Hexagone : ils y vivent et y accèdent à des emplois... Mais il n'existe toujours pas de réelle volonté politique de promouvoir ou de valoriser cette diversité. En effet, en dépit des avancées enregistrées au cours des trente dernières années — où on a pu installer dans le débat public les questions de discriminations, de diversité ou du racisme –, les modalités et les termes de ce débat sont toujours aussi tronqués tant ces sujets demeurent sensibles. Résultats, les seules mesures adoptées en faveur des Français issus de la diversité sont purement symboliques, comme les nominations et les promotions de quelques personnalités isolées.

J.A. : Y a-t-il un lien entre le racisme et ce plafond de verre auquel les Français d'origine africaine peuvent se trouver confrontés dans leur parcours professionnel ?

Le plafond de verre existe et s'explique par la structure raciste de la société. On peut y être confronté en raison de son genre, de son orientation sexuelle, de son handicap, de sa couleur de peau. En France, on voudrait pouvoir parler du racisme au passé, et de manière très simpliste. Hélas, ce n'est pas un chapitre ancien de notre histoire. Il reste très présent, très actuel. C'est de la discrimination. C'est, au quotidien, le non-accès de certaines personnes, souvent noires, aux biens rares. Malheureusement, lorsqu'on exige la correction de ces inégalités, on est tout de suite accusé d'être dans une idéologie victimaire. Cette résistance à l'amélioration potentielle de notre société montre bien qu'il y a un intérêt pour certains à maintenir ce statu quo. S'il n'y avait aucun enjeu caché, on pourrait en discuter.

J.A. : Pour expliquer la faible représentativité des Français-Africains à des postes élevés, certains mettent en avant le syndrome de l'imposteur.

C'est une bonne excuse. Le syndrome de l'imposteur est d'abord une question individuelle, intime.

Mais d'un point de vue structurel, les Français-Africains ont-ils toujours les moyens et les prérequis pour prétendre aux fonctions les plus prestigieuses ? Si on est entravé par l'échec scolaire, si on est issu d'un milieu où, de toute façon, cet échec scolaire, renforcé par la carte scolaire, ne permet pas de faire de longues études, on est d'office tenu à l'écart, parce qu'on n'a obtenu ni son bac ni sa licence, parce qu'on n'a pas fait une grande école.

J.A. : Cela n'a-t-il pas davantage à voir avec la méritocratie qu'avec le racisme ?

La question de la méritocratie est remise sur la table chaque fois qu'on ose dénoncer l'absence flagrante de diversité. L'idéologie de l'universalisme, de l'individualisme et de la méritocratie développe un discours selon lequel tout le monde a les mêmes chances, les différences n'étant dues qu'au mérite et au travail. Les personnes qui n'accèdent pas à ce statut sont des individus défavorablement racialisés, souvent pauvres. C'est cela le racisme structurel. Le plus pernicieux, c'est que nul n'est en mesure d'accuser qui que ce soit d'interdire l'accès des Noirs – ou de tout autre groupe minoritaire – à telle ou telle fonction : techniquement, ils ne justifient pas des prérequis exigés. Or le minimum serait de leur fournir les clés pour y arriver, à commencer par l'information.

J.A. : Existe-t-il des pays modèles en matière d'intégration ou de promotion des citoyens d'ascendance africaine ?

Chaque pays a ses spécificités et ses problèmes. La question n'est pas seulement celle de l'intégration, puisqu'il ne s'agit pas exclusivement de Français issus de l'immigration. Il est aussi question de personnes citoyennes françaises de naissance pour lesquelles la question de l'intégration ne devrait pas se poser. On entend régulièrement de nombreux Français issus de la diversité dire leur frustration de devoir s'exiler pour trouver un poste à la hauteur de leurs ambitions, fatigués de se heurter à un plafond de verre, certes invisible, mais parfaitement réel. La plupart réclament simplement l'indifférence à leur couleur de peau.

Comment corriger ces inégalités ?

Je suis une rêveuse et une penseuse. Il faudrait au moins être en accord avec les valeurs prônées. Soit on admet qu'on est une société raciste et on s'accommode de son fonctionnement inégalitaire, fortement hiérarchisé, qui se soucie peu du sort des personnes immigrées et des citoyens de couleur, soit on essaie de donner corps aux valeurs que l'on prône. Croit-on à l'égalité, la désire-t-on vraiment ? Quels efforts est-on prêt à consentir ? Il faut s'inscrire dans un combat plus général pour la démocratisation de l'espace social.

L'EUROPE affiche son racisme au grand jour



écoles, alors que la neige et le froid rendait cette situation encore plus compliquée.

Les hommes âgés de 18 à 60 ans ont reçu l'ordre de rester en Ukraine pour combattre contre les Russes. Ce sont donc les femmes et leurs enfants, pour la majorité, qui sont installés dans ces camps, espérant, «que cela ne soit qu'un court voyage». A Przemysl, où les habitants sont mobilisés pour venir en aide aux réfugiés, des lits ont été installés dans des gymnases et des

et le froid rendait cette situation encore plus



Sans oublier les entorses de la Pologne et de la Hongrie à l'Etat de droit et certaines de leurs discriminations aux frontières, l'élan de solidarité suscité par le drame ukrainien doit servir de levier à une nouvelle politique migratoire européenne. Il a suffi d'une semaine, après le début de l'offensive russe, pour que les 27 Etats de l'Union européenne (UE), incapables depuis des décennies d'unifier leurs

politiques et de répartir entre eux l'accueil des demandeurs d'asile, décident d'accorder automatiquement, jeudi 3 mars, aux réfugiés ukrainiens une « protection temporaire » qui leur donne droit au séjour dans l'UE.

Malheureusement, de multiples témoignages font état, aux frontières entre l'Ukraine et la Pologne d'une part, la Hongrie d'autre part, de traitements discriminatoires envers les « non-Blancs », principalement des étudiants africains fuyant l'Ukraine. De nombreux étudiants africains ou asiatiques qui vivaient en Ukraine tentent de passer en Pologne depuis le début de l'offensive russe. Certains se plaignent d'un traitement raciste de la part des garde-frontières ukrainiens.

De fait, la volte-face des régimes polonais et hongrois, qui accueillent aujourd'hui à bras ouverts les Ukrainiens, trahit un biais raciste et antimusulman. Similaire, le virage à 180 degrés opéré par des politiciens de droite et d'extrême droite, en Allemagne, en France, au Danemark ou en Italie, reflète le même fantasme d'une Europe « blanche » excluante et fermée.

Améliorer l'accueil des migrants en Europe



Les acteurs scolaires et universitaires du projet : Le collège Rosa Parks, des étudiants en master2 (IODE,UMR,CNRS), des étudiants en science-po, en géo, en info-com, UTUD, DIDA, des militants d'assos

de Villejean et d'assos de solidarité internationale, du collectif des sans-papiers de Rennes, de la MIR,, Maison de quartier de Villejean, de la ville de Rennes et de nombreuses personnes intéressées ont présenté un projet né de 3 dynamiques :

1 - un projet d'initiative rennaise par la Ville

2 – l'Université populaire de la MIR

3 – un projet pédagogique à Rosa Parks animé par Ronan Chérel

« CHAPEAU »

Dans le cadre de la politique d'accueil et d'immigration, les collégiens demandent à l'Union Européenne de respecter la Dignité humaine en garantissant un accueil digne des personnes migrantes quel que soit leur statut et dès leur entrée sur le territoire de l'UE. Soutenus par d'autres adolescents et des adultes de tous horizons dont ils espèrent que le nombre va grandissant , il demandent :

- Le respect de droits fondamentaux tels que : alimentation, santé, logement, éducation et travail.
- Une meilleure coopération entre états de l'UE pour une politique d'accueil équitable et solidaire respectant le libre arbitre des migrants dans le choix de leur pays d'accueil.

Une prise en charge indigne :

Le traitement des migrants en matière d'hébergement, d'alimentation et d'éducation ne respecte pas leur dignité. Ils sont mal soignés, méprisés, ni écoutés, ni respectés.

Pas de solidarité entre pays membres :

Un problème de solidarité de pose à l'échelle des pays en matière d'harmonisation de l'accueil , de répartition et de protection entre eux. Selon les catégories et selon les pays, les situations ne sont pas identiques, ni en terme de ressources, ni en terme de droits; entre les textes et leur application, il peut exister un fossé.

Un manque de moyens pour accueillir :

Tous ces manques sont pris en charge par des associations., des citoyens qui ne sont pas soutenus, ni reconnus et pas subventionnées à hauteur de leurs efforts, en particulier sur la question centrale du logement. Nous n'offrons pas aux migrants les moyens d'avoir un niveau de vie égal au nôtre.

"IL Y A PLUS DE PLACES D'HEBERGEMENT QUE DE REFUGIES UKRAINIENS A LOGER!" a dit le 1^{er} ministre ET LES AUTRES?

Il faut se frotter les yeux - dit Mme Boulik - et se pincer 3 fois pour y croire, mais je vous assure que c'est vrai et c'est même confirmé par la ministre du logement: la France est actuellement en surcapacité d'hébergement!!!! Cette phrase qui n'avait jamais été prononcée par un seul élu de la République depuis au moins 30 ans (et sans doute beaucoup plus) mérite donc qu'on la traduise pour bien la comprendre: Que s'est-il passé? Des bâtiments ont-ils poussé de terre en quelques jours comme par magie?

Pas du tout: ces places EXISTAIENT DEJA et il fallait simplement que les "collectivités" et les "grands opérateurs d'hébergement" (et aussi des particuliers) les "proposent". Ho la boulette! Ca fait des années que des gens dorment à la rue, occupent des gymnases, plantent des tentes dans des jardins public, tout ça parce que les "collectivité" et les "grands opérateurs d'hébergement" avaient OUBLIE de les "proposer".

Zut zut zut voilà un oubli très fâcheux.

Mais heureusement l'oubli est réparé, youpi tout va rentrer dans l'ordre c'était un malentendu, et toutes celles et ceux qui dorment à la rue ou dans des gymnases ou des squats vont ENFIN et TRES VITE pouvoir obtenir ce droit fondamental de l'être humain qu'on avait simplement OUBLIE.

Combien de réfugiés ukrainiens se trouvent en France ?

Interrogé ce jeudi 3 mars sur France Inter, Gérard Darmanin, a précisé que « 800 Ukrainiens (étaient) arrivés sur le sol français » depuis le début de la guerre. Cependant, certains sont « en transit vers l'Espagne ou vers l'Angleterre », a-t-il ajouté. « Il n'y a pas une grosse communauté ukrainienne en France », a également assuré Gérard Darmanin : « 17 000 Ukrainiens ont un titre de séjour par exemple ».

Pour le moment, l'accueil de réfugiés n'est pas structuré au niveau national. Alors si vous souhaitez héberger un réfugié, vous devez contacter votre mairie. Le gouvernement a envoyé un courrier aux élus locaux pour que ces derniers transmettent aux préfets les « solutions et alternatives possibles, en lien avec le secteur associatif » pour accueillir les réfugiés ukrainiens.

Un conseil des ministres des Affaires intérieures de l'Union européenne s'est déroulé le 3 mars. Et la question du statut des Ukrainiens s'est posé. Ainsi, en cas d'accord minimum de 15 pays, les réfugiés ukrainiens pourraient se voir accorder un **titre de séjour de 3 ans**. Autrement dit, durant cette période, ils auraient le droit de travailler au sein de l'UE, et donc en France, et auraient également accès aux aides sociales.



«La guerre en Ukraine, nous aussi on l'a vécue» ou les rêves brisés des étudiants congolais

Ils étudiaient à Kharkiv, en Ukraine, lorsque le conflit a éclaté. « S'il vous plaît, écoutez-nous juste cinq minutes. » Sur le parking du domaine de la Morosière, à Neuvy-en-Mauges dans le Maine-et-Loire, la nuit est tombée depuis un moment, mais Fulbert Bokoto aimerait raconter son histoire. Et celle de ses camarades.

Victimes de racisme

Dans leur « vie d'avant », ils étudiaient les sciences pharmaceutiques et le management à l'université de Kharkiv, la deuxième plus grande ville d'Ukraine. Jusqu'à l'arrivée du conflit. « Au Congo Brazzaville, on dit que les meilleurs pharmaciens sont formés en Ukraine, c'est pour cela qu'on nous pousse à y étudier », explique Fulbert.

Le jeune homme se souvient du jour où tout a basculé. Des sirènes qui ont retenti à 4h le 24 février. De la bousculade dans les couloirs pour rejoindre le sous-sol. La peur au ventre. « L'université disait qu'elle allait nous protéger, mais elle n'a rien fait, alors nous avons décidé de partir », raconte-t-il.

Avec son ami Emmanuel, il se rend à la gare de Kharkiv, le 19 mars, pour rejoindre Lviv, puis la Pologne. « Là, on a vu les autorités empêcher les non-Ukrainiens de monter dans les trains, c'était terrible, confie ce dernier. Il y avait même une femme enceinte. » Lorsque le train démarre, les deux étudiants courent et se jettent dans un wagon. Sans se retourner. « Je n'oublierai jamais cette dame qui vendait de l'eau et a refusé notre argent parce que nous étions noirs.

« Notre avenir est en pause »

Les quatre étudiants, qui avaient été séparés, se retrouvent de l'autre côté de la frontière. Montent dans un bus, direction la France. Ils n'y avaient jamais mis les pieds. « On dormait à l'hôtel, explique Doriane. Un matin, on nous a dit qu'on partait pour Angers. On avait perdu la notion du temps. » Depuis leur arrivée à la Morosière, ils s'inquiètent pour leur avenir. « Nous n'avons toujours pas reçu de permis de séjour », soupire Fulbert. Sans protection temporaire, pas d'inscription à l'université. « La guerre en Ukraine, nous aussi on l'a vécue et nos vies étaient en danger », ajoute Emmanuel.

Rentrer au Congo Brazzaville signifierait tirer un trait sur leurs trois années d'études en Ukraine. « Dans la mentalité africaine, quand tu quittes ton pays, c'est pour ramener un diplôme, ajoute le jeune homme. Nous, tout ce qu'on veut, c'est finir notre cursus. Aujourd'hui, notre avenir est en pause. »

Expulsés après 6 ans d'accueil dans la commune



A la Bouëxière, habitants et élus se mobilisent contre l'expulsion d'une famille albanaise – un couple et ses 4 enfants qui vivent depuis 6 ans dans la commune. Depuis le 25 février, l'Etat français leur refuse un titre de séjour et la Préfecture leur envoie une obligation de quitter le territoire français (OQTF). De nombreux habitants protestent contre cette décision et les soutiennent pour bien les connaître et les apprécier. Un vœu dans ce sens a été adopté en conseil municipal confirmant démocratiquement et officiellement la position de la population de la commune.

Originaires d'Albanie, les Sazexhiu sont arrivés en France après un exil de plusieurs années par la Grèce et l'Allemagne où sont nés leurs 2 premiers enfants. Selon l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) il y a eu 5 618 demandes d'asile « pour des problèmes de vendetta, de violences physiques, de traites des êtres humains... » et cependant très peu d'albanais en obtiennent le statut.

Or petit à petit les Sazexhiu se sont parfaitement intégrés. « *Ils sont très investis, toujours présents. Myslim entraîne les jeunes avec l'équipe de foot où joue son aîné. Il est avec les bénévoles qui accompagnent le cheval de la commune pour transports et diverses collectes. Il participe aux chantiers solidaires, aide l'ADMR et l'Ehpad.* »

« Je veux travailler, dit-il. Je ne suis pas venu en France pour profiter mais pour protéger ma famille. »

Les enfants sont scolarisés dans l'école Charles-Tillon. L'aîné est en CM2 et va entrer au Collège à Liffré. Le second est en CP et son frère en grande section. La dernière a 11 mois.

Les manifestations redoublent pour que la Préfecture revienne sur sa décision. Des courriers ont été adressés au préfet. L'avocat a déposé un recours devant le tribunal administratif. A la demande des habitants, une entreprise de construction de maisons propose de signer une promesse d'embauche en CDI pour Myslim.

Selon Ouest-France

Comme d'habitude une manifestation sera appelée devant le tribunal administratif pour les soutenir mais comme d'habitude – soit le plus souvent – la Préfecture ne voudra revenir pas sur sa décision en stricte application de la politique de l'Etat du président Macron.

Les collégiens de Rosa-Parks veulent plus de solidarité avec les migrants



chacun peut voter via le site de la Fabrique citoyenne de Rennes, même les personnes mineures.

Ce n'est jamais facile de prendre la parole devant tout le monde, surtout quand près de 300 personnes sont présentes. « *On doit les aider, ils ont vu des choses traumatisantes* », lance un premier élève. « *J'en connais. Ils ne peuvent que se cacher, ils ne peuvent pas apprendre et bougent tout le temps, ils ne peuvent pas se faire des amis* », poursuit une autre. « *Aujourd'hui, on appelle à aider les familles ukrainiennes, c'est cool. Mai on devrait faire pareil pour les réfugiés afghans ou syriens, ce qu'on ne fait pas* », poursuit une autre. « *Mais pourquoi des élèves du lycée de Bréquigny sont menacés d'expulsion ?* », demande une de ses camarades. « *Tu as raison, c'est le grand pourquoi. Le « pourquoi » est une injustice et nous sommes là pour qu'il n'y ait plus d'injustice*, lui répond Kelly. *Tu ne vis pas avec eux, mais tu ressens à quel point ça fait mal et combien c'est injuste. Chassons l'injustice, changeons les lois. Aujourd'hui, nous avons le pouvoir de changer les choses, a renchéri Jody, une élève de 3^e du collège Rosa-Parks qui avait préparé un texte à lire sur la scène de l'auditorium. *L'Europe a le pouvoir de changer les lignes. Je vous invite à voter pour l'ICE qui a pour objectif de repenser l'accueil des migrants., pour une Europe ouverte et déterminée à donner l'espoir d'un avenir en paix*»*

Ouest-France le 22/03/2022

L'initiative citoyenne européenne (ICE) est une innovation du traité de Lisbonne donnant un droit d'initiative politique à un rassemblement d'au moins un million de citoyens de l'Union européenne, venant d'au moins sept pays membres. La Commission européenne peut ainsi être amenée à rédiger de nouvelles propositions d'actes juridiques de l'Union dans les domaines relevant de ses attributions, mais n'y est pas forcée.

« Non, non, non aux expulsions ! » : Retour sur 20 ans de lutte aux côtés des exilés à Rennes

Départ de la manif à 10h



Plus de 100 personnes pendant plus de 3 h battent le pavé



du Blosneà la place de la Mairie

Qu'elle était belle la manif ratée de samedi, remplie de sans-papier-E-s et de soutien-E-s, dont plusieurs de 2002

Erreur de date et de parcours : la période électorale donc le choix des marchés, la volonté de manifester dans les quartiers populaires (pour envoyer un message de solidarité, notamment aux personnes dites "issues de l'immigration"), le message ambigu mélangeant appel à l'utopie (un monde chouette où tout le monde peut circuler, pas seulement les capitaux et les impérialistes) et appel à la raison (il faut arrêter de laisser les politiques migratoires tuer les candidat-e-s racisé-e-s et pauvres à l'immigration). Pour l'heure, que répondre sinon qu'il n'y a jamais de "bonne heure", à part celles qui permettent de résister ? **Mais oui!, cette manif était belle, une fois digérée l'échec. D'une certaine manière, belle comme jamais, tant il fallait laver l'affront numérique par une espèce de pied de nez fier.** Elle le fut par toutes ces banderoles et tous ces panneaux du Collectif qui refusaient de céder au racisme, au colonialisme, à l'impérialisme, à un autre discours que celui de la régularisation de toutes les personnes sans-papiers. de la libre circulation et installation.

Elle le fut par le formidable dynamisme vocal des femmes du Collectif, notamment des sans-papiers qui ont animé pendant près de deux heures le défilé et viennent confirmer que, ça y est, le Collectif a contribué à installer, depuis 20 ans, un militantisme sans-papiers assumé dans les rues de cette ville. Elle le fut par le beau parcours préparé par notre fameux "mappy".



Elle le fut par toutes ces anciennes du Collectif qui, malgré leurs cheveux grisonnants, retrouvaient vite les sourires et réflexes militants de leurs 20 ans. Elle le fut par ces quelques musicien-ne-s qui ont su nous faire avancer en musique sans pour autant couvrir nos voix revendicatives. Elle le fut par ces quartiers déserts traversés mais dans lesquels les fenêtres s'ouvraient discrètement et les sourires fleurissaient au bruit de nos cris joyeux

Elle le fut par ce MSFGF (magnifique selfie féministe géant final) au cours duquel les femmes du Collectif issues de plusieurs continents et générations ont rappelé combien ce sont les femmes féministes qui ont constitué, depuis 20 ans et malgré les rapports de domination masculine en son sein, le véritable vivier militant de ce Collectif (voire de toute la lutte rennaise des sans-papiers si on jette un oeil aux autres organisations du secteur).

Monde solidaire : l'extrême urgence par Libération

Le 22 mars 2022, *Libération* et l'ONG ONE organisent une journée spéciale pour interpeller les candidats à la présidentielle sur le retour de l'extrême pauvreté partout sur la planète et ses conséquences sur les grands défis qui nous attendent. Au programme : réchauffement climatique, poids de la dette, aide publique au développement, sécurité alimentaire... Rendez-vous au Théâtre du Rond-Point dès 9 heures. Un cahier spécial de 16 pages accompagnera cet événement, dans l'édition de *Libération* du 22 mars.



Au Congo-Brazzaville, la famille Sassou-Nguesso n'en fait qu'à sa dette.

L'Etat congolais s'est surendetté auprès de sociétés de négoce suisses, contractant des créances aussi secrètes et opaques qu'astronomiques. Ainsi des prêts octroyés en 2015 par les traders Glencore et Trafigura au Congo-Brazzaville. Ils ne seront dévoilés que deux ans plus tard, quand les difficultés à rembourser

se sont accumulées, sur fond de chute des cours du brut – l'Etat tirant l'essentiel des revenus de sa rente pétrolière. Résultat, la dette publique a flambé, passant de 36,5 % à 117 % du PIB entre 2014 et 2017, selon le Fonds monétaire international (FMI), les montants en jeu étant astronomiques.

En janvier 2020, le FMI affiche les deux négociants dans son tableau de la dette publique du Congo-Brazzaville. On aperçoit qu'en 2015, les prêts de Glencore (879 millions de dollars) et de Trafigura (1,3 milliard de dollars), passés sous les radars du trésor congolais, se taillent la part du lion dans la liste des créanciers du pays, juste après la Chine (2,48 milliards de dollars). En septembre 2019, les créances de Glencore (732 millions de dollars) et de Trafigura (966 millions de dollars) fléchissent... mais s'adjoignent des arriérés faramineux, de 539 millions de dollars et 966 millions de dollars.

Remboursement en nature

Une spirale de la dette ? C'est l'histoire, surtout, d'un système de crédit : le préfinancement. Une formule très appréciée par ce troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, dirigé depuis 1979, à l'exception d'une parenthèse de cinq ans, par le président Denis Sassou-Nguesso. Au début de son règne, les «*préfis*» se sont instaurés avec le groupe Elf Aquitaine.

«Trou noir» des prêts financés en Afrique

Dans l'étude «*Prêts adossés aux ressources naturelles en Afrique subsaharienne*» publiée en février pour le compte de la Banque mondiale, des économistes ont passé au crible 30 préfinancements dans 11 pays africains, pour une valeur totale de 46,5 milliards de dollars. Plus de la moitié de ces prêts financés par des banques étrangères – surtout chinoises – ou des traders, ont servi à construire des infrastructures (barrages hydroélectriques et infrastructures gazières au Ghana, nouveaux logements en Angola, route au Soudan, etc.). Mais, souligne David Mihalyi, économiste à l'Institut de gouvernance des ressources naturelles et coauteur de cette étude, ces prêts deviennent un problème quand un Etat «*commence à emprunter pour des objectifs peu clairs, à devenir dépendant de ces prêts, à emprunter à des conditions opaques, et à éviter toute considération d'optimisation des ressources*». Le Congo-Brazzaville, un des plus gros bénéficiaires de préfinancements en Afrique, coche toutes les cases.

«*Le problème essentiel, c'est l'opacité. Quand on interroge Glencore et Trafigura sur le montant initial des prêts, les taux d'intérêt appliqués, l'assignation des remboursements effectués par le Congo, ils ne nous répondent pas*», se désole Brice Mackosso, membre de l'initiative Publiez ce que vous payez au Congo. «*Si le négoce des matières premières est opaque, son financement est un véritable trou noir*», abonde l'ONG suisse Public Eye. Et de pointer «*des formules de prix [du baril] très opaques qui échappent au contrôle des établissements financiers*». Cette «*prééminence léonine du créancier*» renforce de fait le monopole exercé par les grands négociants suisses, note Olivier Vallée: «*Aujourd'hui, une puissance financière telle que Glencore n'a plus besoin de passer obligatoirement par les banques. Il peut prêter au Congo sur sa trésorerie propre, développer un rapport direct et non contractuel, basé sur la relation commerciale plus que sur un engagement financier. Cela lui confère un pouvoir déterminant. Il est à la fois le créancier, l'acheteur de produits bruts, avec un accès privilégié, et le fournisseur de produits raffinés.*»

En 2020, le FMI avait bloqué un financement au Congo, qualifiant sa dette d'insoutenable, et exigeant notamment la négociation d'une décote des prêts contractés avec Glencore et Trafigura. En septembre 2021, la dette est redevenue «*soutenable*», selon l'institution. Signe d'une décote enfin arrachée, dans le contexte d'un rebond des cours du brut ? Les nouvelles conditions – comme les anciennes – des préfinancements demeurent inconnues.

Violences faites aux femmes : une exposition régionale itinérante pour briser le silence à l'Institut Français de Brazzaville



Le vernissage de l'exposition itinérante de l'Agence française de développement (AFD), « *Briser le silence, vaincre la violence : parole de femmes en Afrique centrale* », a eu lieu à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville en présence de la Ministre de la Promotion

de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Inès Nefer Ingani, et de l'ambassadeur de France.

L'exposition régionale itinérante qui est déjà passée au Gabon, au Cameroun et en Guinée vise à sensibiliser aux violences que peuvent subir les femmes en situation de grande précarité et aux solutions de réinsertion qu'elles ont pu trouver. Elle est constituée des portraits de femmes et d'hommes œuvrant ou étant bénéficiaires d'associations financées par l'AFD. L'ambassadeur de France au Congo a paraphrasé l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui appelait, il y a vingt ans déjà, à prendre toute la mesure des violences faites aux femmes. « *La violence à l'égard des femmes constitue l'une des plus flagrantes violations des droits humains. Elle est certainement la plus insidieuse ; elle ignore les frontières géographiques, culturelles ou sociales. Tant qu'elle perdurera, nous ne saurions prétendre accomplir des progrès réels vers l'instauration de l'égalité, du développement et de la paix* », indiquait-il. *Aujourd'hui, je renouvelle mon soutien à ASI et à toutes les organisations de la société civile du Congo œuvrant pour l'atteinte de l'égalité homme-femme. ... C'est pourquoi, au Congo, l'Équipe France s'emploie avec exigence et détermination à favoriser leur émancipation et leur participation au développement économique, politique et social* »

Le Congo s'est distingué dans la lutte contre les violences faites aux femmes

En effet, les violences à l'égard des femmes et des filles constituent les violations des droits humains les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices dans le monde. « *Notre pays s'est distingué dans la lutte contre les violences faites aux femmes par plusieurs actions dont la plus récente est le vote, à l'unanimité, de la loi portant lutte contre les violences faites aux femmes par les deux chambres du Parlement. Cette loi spécifique aux femmes, dont le processus de promulgation est en cours, est le fruit d'un travail inédit de concertation des principaux acteurs concernés. Elle marque ainsi un tournant déterminant de la lutte contre les violences faites aux femmes dans notre pays* », a déclaré la ministre Inès Nefer Ingani.

Droits de l'homme à Brazza : militaires et policiers responsables de 44% des violations en janvier 2022



Selon le rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), des éléments de la police et de l'armée ont été identifiés comme auteurs de la mort d'au moins quarante-deux personnes depuis le début de l'année.

Dans son rapport publié le 8 mars, le BCNUDH a affirmé avoir documenté, au mois de janvier, 571 cas de violations et atteintes aux droits de l'homme sur tout le territoire de la République démocratique du Congo (RDC), contre 560 cas en décembre dernier. Pour ce bureau, les policiers et militaires congolais sont responsables de 44% du total de ces violations. A en croire cette agence onusienne, au cours du temps en étude, les éléments des forces de l'ordre et de sécurité ont causé la mort d'au moins quarante-deux personnes parmi lesquelles trente-cinq hommes, cinq femmes et deux enfants. Le bureau onusien précise, par ailleurs, que les violations attribuables aux policiers et militaires congolais dans les provinces à conflit sont de l'ordre de 47%, soit 8% de plus du côté de l'armée et 17% de moins du côté de la police.

Une légère diminution des atteintes attribuables aux groupes armés

Selon ce rapport relayé par 7/7.cd, les atteintes attribuables aux groupes armés ont également légèrement diminué (-3%). Ce qui reflète, à en croire ce monitoring, une baisse du nombre d'atteintes commises par des combattants des Allied Democratic Forces.

Le bureau onusien salue, par ailleurs, les efforts de l'Etat congolais pour les procès et condamnations, par des juridictions du pays, d'au moins quatre militaires, trois policiers et dix civils « *pour des violations et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire congolais* ».

60ème anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie



En 2022, nous commémorerons la fin d'une guerre qui a duré plus de sept ans, mais qui ne disait alors pas son nom puisque la France officielle parlait des «événements d'Algérie». Il faut l'inscrire dans 132 ans de colonialisme. Un système social que ce conflit avait pour objectif de perpétuer. Cette phase de notre histoire a causé bien des souffrances. Aux Algériens d'abord mais aussi aux Français, particulièrement à ceux qui ont eu le malheur d'avoir 20 ans en ce temps-là et qui se sont trouvés enrôlés dans une

armée coloniale et confrontés à une situation à la fois anachronique, injuste et sans autre perspective que l'indépendance de l'Algérie.

Une donnée dont il faut tenir compte dans l'actualité de 2022 avec ce qu'il se passe en Ukraine. La guerre ne résout rien, il n'y a pas de solution militaire à un problème politique. Nous pouvons témoigner que les atrocités que génère le recours à la force armée ne font qu'aggraver les difficultés.

Cette guerre d'Algérie a marqué la vie des appelés du contingent qui arrivent aujourd'hui à la fin de leur existence. Si tous n'ont pas subi le pire, tous se sont vu voler de longs mois de leur jeunesse dont à coup sûr ils auraient fait un meilleur usage.

Il est nécessaire d'éclairer les consciences par un travail de mémoire sur ce qui s'est déroulé il y a soixante ans et plus. D'autant que les circonstances ont fait qu'un silence lourd a pesé sur ces événements. Avec la remise du rapport Stora au chef de l'État, avec diverses déclarations concernant la nature du colonialisme, les drames du 17 octobre 1961, du 8 février 1962, la reconnaissance de l'assassinat de Maurice Audin ou d'Ali Bendjamel, on a certes commencé à faire évoluer notre compréhension de ce qui a eu lieu.

Mais il subsiste des confusions, des ambiguïtés, des insuffisances, notamment à l'égard de l'OAS, cette organisation terroriste qui refusait obstinément la paix et l'amitié entre les peuples. Il est significatif que soient escamotées les raisons qui ont conduit des dizaines d'Européens d'Algérie à trouver la mort rue d'Isly le 26 mars 1962.

Dans le même esprit, il faut rendre compte de l'impasse dans laquelle on avait mis les harkis en les engageant pour combattre, les armes à la main, leurs compatriotes plus convaincus de la nocivité du colonialisme. Nous ne voudrions pas que sous couvert de réparations légitimes, on remette en question un jugement qualifié sur un système social particulièrement ségrégatif.

Au passage, on relèvera que le racisme et la xénophobie que la crise socio-économique a exacerbés touchent aussi bien les descendants de harkis que ceux dont les ascendants se sont battus contre la puissance coloniale.

Alors oui il nous faut donner à ce 19 mars 2022, 60^{ème} anniversaire du cessez-le-feu, toute l'importance qu'il faut lui accorder. Une date choisie par le législateur pour un recueillement autour de cette affaire douloureuse. Le Mouvement de la Paix, qui a participé à la lutte contre la guerre d'Algérie, a toute sa place dans cette commémoration. Ce sera aussi l'occasion de réitérer notre proposition d'un Traité de Paix et d'amitié entre la France et l'Algérie, permettant l'approfondissement des liens d'amitié et de coopération déjà largement développés entre les deux sociétés et si importants pour construire un espace méditerranéen de Paix.

Tchad: dialogue entre la junte et les rebelles à Doha



Mahamat Idriss Déby Itno, chef de la junte

La junte au pouvoir au Tchad depuis la mort du président Idriss Déby, tué il y a dix mois au front contre la rébellion, entamera dimanche au Qatar des négociations longtemps retardées avec d'innombrables groupes rebelles. "Le Qatar sera l'hôte des pourparlers de paix tchadiens dimanche 13 mars", a annoncé à Doha le Dr Mutlaq Al-Qahtani, représentant spécial du ministre qatari des Affaires étrangères pour le Contreterrorisme et la Médiation dans la résolution des conflits.

Mais la cérémonie d'ouverture se déroulera sans une partie importante des 84 chefs et cadres de 44 groupes armés invités, selon un membre de la médiation tchadienne, qui n'ont pu encore quitter leurs repaires en Libye, au Soudan ou leur exil plus lointain encore, parce que leur documents de voyage ne sont pas arrivés à temps. Un chef rebelle contacté par téléphone a assuré à l'AFP que des organisateurs lui ont dit "qu'être présent à l'ouverture n'était pas une obligation et qu'il y avait une certaine élasticité". Le but affiché par le général Mahamat Idriss Déby Itno, 38 ans, fils du chef de l'Etat défunt et autoproclamé le 20 avril 2021 président de la République à la tête d'une junte de 15 généraux, est de parler à "tous" les rebelles, y compris leur alliance la plus puissante, le Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT), accusée d'avoir tué son père.

"Elections démocratiques"

Il veut aussi amener les nombreux groupes armés qui ont harcelé feu le maréchal Déby pendant les 30 années durant lesquelles il a régné d'une main de fer, à la table d'un "Dialogue national inclusif" prévu le 10 mai avec les oppositions politiques et armées. Un forum censé préparer des élections "libres et démocratiques", promises par Mahamat Déby le jour de sa prise du pouvoir, dans un délai de 18 mois renouvelable une fois. C'est cet engagement qui a permis à la communauté internationale - l'allié français en tête - d'adouber aussitôt le nouvel homme fort du Tchad quand elle vilipendait et sanctionnait les auteurs d'autres coups d'Etat en Afrique. Sans nul doute parce que l'armée tchadienne est un pilier essentiel de la coalition qui combat les djihadistes au Sahel.

Les rebelles ont exigé comme préalable notamment une restitution de leurs biens "spoliés", une amnistie générale et la libération des "prisonniers de guerre", ce que la junte a commencé de faire mais en excluant encore nombre d'entre eux.

Simulacre d'accord

Mercredi, à quatre jour de l'ouverture, Mahamat Déby a remplacé le comité chargé de la médiation, dirigé par l'ancien président (1979-82) Goukouni Weddeye, personnalité respectée et neutre, par une équipe emmenée par le ministre des Affaires étrangères Cherif Mahamat Zene. Au grand dam des principaux chefs rebelles, qui disaient avoir entière confiance en M. Weddeye et voient d'un mauvais œil la médiation échoir à un ministre autrefois proche du maréchal Déby et reconduit dans un gouvernement nommé par son fils. Mais aucun des leaders contactés par l'AFP ne boycottera Doha. "Nous avons dit que M. Weddeye était l'homme qu'il fallait en raison de sa probité et de son expérience. Cette façon de faire crée beaucoup de confusion", a commenté au téléphone pour l'AFP le chef du FACT, Mahamat Ali Mahdi. "Mais pas question de pratiquer la chaise vide, le FACT sera présent", a-t-il martelé.

Un autre puissant chef rebelle s'est montré très pessimiste, "car 90% des membres du comité de médiation sont contre le dialogue, ils ne viennent pas pour la paix, ils ont déjà un accord pré-écrit qu'ils feront signer à ceux qui veulent rentrer au pays". "Le dialogue de Doha permettra à certains qui n'ont pas d'hommes sur le terrain de signer un simulacre d'accord pour pouvoir rentrer au pays", renchérit un autre, toujours anonymement car tous assurent avoir reçu la consigne des organisateurs de ne pas parler publiquement avant Doha. "En dehors de garantie sécuritaire qu'on va leur donner pour participer au Dialogue national inclusif et de la restitution de leurs biens confisqués, il ne faut pas s'attendre à une évolution politique majeure", admet aussi anonymement un membre de la délégation gouvernementale.

Report du pré-dialogue prévu

Des négociations qui devaient s'ouvrir le dimanche 27.02 sont à nouveau "légèrement" retardées, en raison de problèmes d'organisation du pays hôte, le Qatar, a assuré le Tchad. « Le pré-dialogue va connaître un léger glissement dû à des contraintes organisationnelles liées à des difficultés du pays hôte », a assuré dimanche soir à la Télévision nationale, Abderaman Koulamallah, le ministre tchadien de la Communication.

Le Nigeria affirme avoir vaincu Boko Haram



La présidence nigériane a assuré avoir « vaincu » les islamistes de Boko Haram, dix ans après le début de l'insurrection, tout en reconnaissant la menace croissante représentée par des djihadistes internationaux qui ont causé de lourds revers à l'armée depuis un an.

L'insurrection de Boko Haram a débuté en 2009, où des combats avec les forces de sécurité dans le nord-est du Nigeria ont coûté la vie à des centaines de partisans de la secte islamiste et à son dirigeant Muhammed Yusuf. Depuis 10 ans, le conflit a fait près de 27 000 morts, plus de 2 millions de déplacés et s'est propagé dans les pays voisins.

« La position du gouvernement nigérian est que le terrorisme de Boko Haram a été réduit et vaincu. Le véritable Boko Haram que nous connaissons est vaincu », a déclaré la présidence dans un communiqué publié mardi soir.

Toutefois, ajoute la présidence, le pays est maintenant confronté à « un mélange » de résidus de Boko Haram, de groupes criminels et de djihadistes originaires du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest, arrivés après la crise en Libye et l'effondrement de l'État islamique au Moyen-Orient. « En conséquence de ces gangs internationaux, nous avons assisté à une augmentation des crimes transfrontaliers et à la prolifération des armes légères dans le bassin du lac Tchad », ajoute le communiqué.

En 2015, l'armée nigériane aidée par une coalition internationale a chassé Boko Haram des grandes villes du nord-est du Nigeria dont le groupe s'était emparé et forcé les combattants à se disperser dans des zones reculées. Mais ceux-ci continuent de lancer des attaques et une faction dissidente fidèle au groupe État islamique, la Province de l'État islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWAP), a infligé de lourds revers aux militaires depuis l'année dernière. Au cours du week-end, une attaque de la faction de Boko Haram dirigée par le leader historique Abubakar Shekau a tué 65 villageois près de la capitale régionale Maiduguri.

Les autorités nigérianes, qui ont répété à plusieurs reprises avoir vaincu les djihadistes du nord-est ces dernières années, ont été très critiquées pour leur impuissance à enrayer les violences et les exactions commises à l'encontre des populations civiles.

La présidence a précisé dans son communiqué que, dans le but de renforcer les capacités de l'armée, elle prévoyait la livraison de chasseurs américains de type Super Tucano « au début de l'année prochaine ».

Effondrement du réseau électrique au Nigéria



Depuis le début de la semaine, le Nigeria fait face à un effondrement quasi complet de son réseau électrique national. Une situation catastrophique dans un contexte marqué par l'explosion des prix du carburant qui sert à alimenter les générateurs, désormais seule source d'énergie. Car le Nigeria a beau être le premier producteur de brut en Afrique,

le pays importe la quasi-totalité de son carburant raffiné. Les prix de l'essence – massivement subventionnée – restent stables, mais celui du diesel s'est envolé.

Tout semble presque normal dans ce snack de Lagos. Les lumières sont allumées et l'air conditionné fonctionne. Mais à quel coût ? Ces deux dernières semaines, le prix du diesel qui alimente le générateur de l'établissement a quasiment triplé. « À la base, le diesel coûte environ 40 centimes le litre. Mais d'un seul coup, il s'est mis à coûter 80 centimes. Et là, il est passé à presque 1,60 euro. » Henry décrit l'enfer quotidien pour s'approvisionner en énergie. « Quand il n'y a pas d'électricité, nous passons sur le générateur au diesel. Quand il n'y en a plus, nous utilisons des batteries. Mais avec la pénurie d'essence dernièrement, c'était l'enfer. Une fois, je suis sorti à 7 heures du matin pour chercher du carburant et je ne suis revenu qu'à 17 heures le soir. »

Alors que le réseau national électrique est à bout de souffle, population et entreprises dépendent largement des générateurs à essence pour vivre et travailler

Bien qu'il soit le premier producteur de pétrole brut d'Afrique, le Nigeria doit importer la quasi-totalité de son carburant, car aucune de ses quatre raffineries n'est opérationnelle. Une situation paradoxale, qui expose le consommateur aux fluctuations du marché. Pour éviter une flambée des prix à la pompe, le gouvernement nigérian subventionne massivement l'essence, dont le prix est fixé à 165 nairas. Mais, ces derniers temps, les stations-service peinent à satisfaire la demande.

Le Nigeria ne peut même pas compter sur l'envolée des cours du pétrole pour renflouer ses caisses puisque la production nationale stagne autour de 1,5 million de barils par jour. « Le pays ne parvient même pas à atteindre les quotas fixés par l'OPEP », explique Michaël Famoroti qui met en cause l'insécurité dans le delta du Niger où les vols de pétrole le long des pipelines et le raffinage illégal siphonnent la production nationale.

Burkina Faso 160 000 nouveaux déplacés face aux djihadistes



«Depuis janvier, la population déplacée au Burkina a augmenté de 2000% avec 1,7 million de personnes déracinées. Plus des deux tiers sont des enfants», indique un communiqué de plusieurs ONG dont Médecins du monde et le Conseil norvégien des réfugiés. Le chiffre de 160.000 en janvier est l'un des plus élevés pour un seul mois depuis le début de la

crise sécuritaire, selon ces organisations. En comparaison, 237.000 personnes avaient été déplacées entre janvier et juillet 2021, selon les chiffres officiels.

Les signataires s'inquiètent par ailleurs que la crise en Ukraine ait un impact sur l'aide humanitaire au Burkina Faso. « Certains donateurs ont déjà indiqué qu'ils allaient diminuer de 70 % leurs financements afin de soutenir des opérations en Ukraine. Nous sommes très inquiets que cela devienne une tendance, rendant l'accès aux soins et aux services de base encore plus compliqués pour les déplacés internes au Burkina », craint Safia Torche, directrice générale de Médecins du monde dans ce pays.

« La crise en Ukraine va probablement avoir un impact à la hausse sur le prix des céréales, rendant encore pire une situation déjà mauvaise », appuie le directeur pour le Burkina d'Action contre la Faim, Grégoire Brou, qui estime à 3 millions le nombre de personnes en insécurité alimentaire.

Dans la foulée de ses voisins malien et nigérien, le Burkina Faso est pris depuis 2015 dans une spirale de violences attribuées à des mouvements armés djihadistes, affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, qui ont fait plus de 2000 morts.

Depuis fin janvier, une junte militaire dirigée par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba est au pouvoir après un coup d'État militaire qui a renversé le président Roch Marc Christian Kaboré.

En Ouganda et en Tanzanie, un cauchemar nommé Total



Malgré les alertes répétées des associations ougandaises, tanzaniennes et internationales, Total poursuit ses mégaprojets à marche forcée. C'est dans ce contexte que plusieurs représentant·es de la société civile ougandaise ont décidé de se mobiliser. Actuellement à Paris, ils parcourent l'Europe jusqu'au 24 mars.

De jeunes activistes ougandais ont décidé de se mobiliser contre les méga-projets de Total en Ouganda et en Tanzanie. Présents sur Paris depuis le 11 mars, ils ont prévu de rencontrer différents hauts responsables européens (ministères, députés, rapporteurs spéciaux de l'ONU à Genève, le Pape à Rome, ...), et ce jusqu'au 24 mars. Leur objectif ? Témoigner des impacts négatifs des projets pétroliers Tilenga et EACOP de Total en Ouganda et Tanzanie, sur les droits humains, l'environnement et le climat, et également pour parler des menaces auxquels certain·es d'entre eux font face en tant que défenseurs des droits et de l'environnement. En effet, comme le révèle l'enquête menée par les Amis de la Terre et Survie, les projets pétroliers de Total sèment le désespoir et la peur en Ouganda et en Tanzanie. De nombreux témoignages montrent que les violations de droits humains dénoncées dès 2019 se poursuivent et se multiplient, touchant désormais environ 100 000 personnes.

Dans le viseur ? Le projet Tilenga, forage et exploitation de plus de 400 puits dont au moins 132 dans un parc naturel protégé en Ouganda. Et le projet de construction de l'EACOP, le plus long oléoduc chauffé au monde, qui traversera l'Ouganda et la Tanzanie. Le déploiement de ces projets pétroliers implique des déplacements massifs de populations, dont les droits seraient bafoués avant même les premiers forages. Les sous-traitants de Total ont en effet pour tâche de faire déplacer les familles pour laisser la place aux puits et infrastructures des projets...

La délégation est composée de Vanessa Nakate, cofondatrice de Rise Up Movement et Fridays for Future Uganda. Mais aussi de Maxwell Atuhura, de l'organisation TASHA Recherche Institute qui a participé à l'enquête en 2019 et sur l'action en justice en France contre Total, et qui travaille auprès des communautés affectées dans la zone pétrolière. Son engagement lui a valu une arrestation et détention en mai 2021, et un harcèlement de la part de la police depuis lors. Diana Nabiruma est également présente pour AFIEGO qui a fait l'objet d'attaques et menaces répétées en raison de ses activités.

Au Mali, « Si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous »



Le 1er ministre de la transition malienne, Choguel Kokalla Maïga, et le président, Assimi Goïta, à Kati, en janvier 2022 organisent le raidissement de la junte. Arrestations, condamnations et lynchages sur les réseaux sociaux inquiètent opposants politiques, journalistes et universitaires.

Silence au bout du fil. Depuis le second coup d'Etat qui a conforté, le 24 mai 2021, la prise de contrôle des militaires sur la transition politique au [Mali](#), de plus en plus de téléphones sonnent dans le vide à Bamako. Hommes politiques, intellectuels ou relais d'opinion en désaccord avec la ligne du gouvernement se font discrets. « *Je ne peux plus prendre le risque de parler. Comprenez-moi* », s'excuse, après une énième relance, un universitaire en poste dans la capitale malienne.

« *Tous sont unanimes : il est de plus en plus difficile d'exprimer une opinion dissidente sans courir le risque d'être emprisonné ou lynché sur les réseaux sociaux*, déplorait, mardi 22 février, l'expert indépendant des Nations unies pour les droits humains au Mali, le Sénégalais Alioune Tine, de retour d'une mission de douze jours dans le pays. *Ce climat délétère a conduit plusieurs acteurs à l'autocensure par crainte de représailles des autorités maliennes de la transition et/ou de leurs sympathisants.* »

De plus en plus tangible ces derniers mois, le « *rétrécissement de l'espace civique* » s'est imposé progressivement. Au nom de la lutte contre la corruption et d'une certaine moralisation de la vie politique d'abord, pour préserver l'unité et la souveraineté nationales ensuite. La junte malienne, enferrée dans une crise multiforme nourrie par les tensions avec la France et les sanctions imposées par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), fédère désormais autour d'un récit unique : celui d'un régime œuvrant, envers et contre tout, à la refondation du Mali.

Coudées franches

Signe que les putschistes ont maintenant les coudées franches, le report des élections censées permettre le retour au pouvoir des civils a été entériné le 21 février par le Conseil national de transition tenant lieu d'organe législatif depuis le coup d'Etat. Cette révision adoptée à l'unanimité permet aux militaires de rester au pouvoir jusqu'en 2027. Une coalition de 8 partis opposés à la junte a tenté de riposter depuis Abidjan en annonçant former un gouvernement civil de transition pour organiser des élections dans « *un délai de 6 mois* ». Mais il est peu probable que ces voix portent jusqu'à la capitale malienne, où l'opposition craint de subir la colère des autorités et des représailles judiciaires.

Dérive autoritaire du régime des putschistes



Les autorités maliennes ont annoncé mi-mars la suspension de RFI et France 24. Cette mesure est intervenue après la publication, sur les ondes de RFI, d'une enquête sur des allégations d'exactions commises par des soldats maliens dans le centre du pays. Petit à petit, le pouvoir fait taire les voix critiques dans le pays, tandis

que l'armée est accusée de nombreuses exactions, pour l'heure impunies, contre les civils.

Voilà plusieurs semaines que les journalistes travaillant au Mali ont senti le vent tourner. Le 31 janvier, les correspondant-es de la presse dite « occidentale » (BBC, RFI, *Jeune Afrique*, AFP, *Le Monde*, entre autres) avaient été convoqué-es au ministère de la communication. Après ce coup de pression, la délivrance des accréditations avait été suspendue. Aujourd'hui, la plupart des journalistes étrangers (dont beaucoup sont français) installés à Bamako ne disposent plus de cette accréditation. Officiellement, ils ne peuvent donc plus exercer leur travail.

« *Ce gouvernement, qui est déjà très isolé sur le plan diplomatique, veut s'isoler encore plus en imposant un huis clos total pour faire ce qu'il veut dans le pays. Pour cela, il lui faut se débarrasser des journalistes étrangers* », déplore un responsable d'une ONG malienne qui, lui aussi – et comme toutes les personnes interrogées dans le cadre de cet article –, a requis l'anonymat.

Les journalistes maliens se disent également préoccupés. « *Depuis quelque temps, certains d'entre nous ont reçu des intimidations, des coups de pression. Et cela n'émane jamais d'une autorité officielle. Mais ce sont des amis, des sources ou des contacts qui nous glissent des mots : "Tu devrais faire attention", "Ton article n'a pas plu". Au sein des rédactions, on se pose plus de questions qu'avant dès lors que l'on traite de l'actualité politique ou sécuritaire. Il y a la peur des représailles, mais aussi de vraies tensions entre ceux qui, parmi nous, veulent continuer à faire leur travail correctement, et ceux qui pensent que l'on doit avant tout faire preuve de patriotisme et soutenir les autorités.* »

Mais la profession n'est pas la seule concernée. Les défenseurs des droits humains se trouvent dans la même situation. « *Il y a une telle dérive que l'on a peur de prendre position publiquement. Individuellement, mais aussi collectivement. Nos organisations sont désormais paralysées* ».

« Le débat au Mali ne doit pas se faire qu'avec les politiques »



Festival Africapitales

Bamako à Paris ». Plusieurs espaces du quartier de la Goutte d'or, l'un des berceaux de la diaspora, seront investis par des artistes et intellectuels pour créer une dynamique africaine à travers une série de spectacles (théâtre, cinéma, photographie...) et de tables rondes. Objectif : faire de cette manifestation une vitrine de la scène artistique et culturelle malienne et créer un éveil citoyen grâce aux industries créatives. Un vaste programme qui a nécessité plus de six mois de réflexion grâce à la ténacité d'un comité d'experts.

Entretien avec deux de ses membres, le Franco-Marocain Khalid Tamer, président de la compagnie Graines de soleil, et Adama Traoré, comédien et dramaturge malien, président de la Coalition malienne pour la diversité culturelle.

Vous avez constitué un important comité d'experts pour mettre ce projet sur pied. Quel était l'enjeu prioritaire ?

Adama Traoré : La problématique de la territorialité nous a fortement interpellés. Comment le spectacle vivant peut-il se développer sans accès aux espaces ? La Banque mondiale met en place des programmes pour des villes africaines données, en délimitant des espaces, des zones résidentielles pour l'économie, mais en oubliant parfois les écoles, les théâtres, etc. Il y a une réflexion à mener sur l'occupation de l'espace.

Khalid Tamer : L'idée est de mettre en place des relations euro-africaines. Il faut en finir avec la notion de « Françafrique ». La France n'est pas un continent et l'Afrique n'est pas un pays. Nous avons travaillé pendant six mois, avant même le sommet de Montpellier pour repenser le dialogue entre les espaces, en mettant volontairement des villes en avant. Le programme Afica2020 est à mon sens une insulte pour l'Afrique.

Nombreux sont ceux qui pointent du doigt l'offre pléthorique de festivals autour de l'Afrique à Paris...et en France

Khalid Tamer : Le festival a été pensé comme un aller-retour. La réflexion s'est articulée pour créer des espaces de liberté, de démocratie, de culture et d'infrastructures. Ce travail doit être fait par les Africains en coopération avec la France.

La crise politique et sécuritaire du Mali a-t-elle un impact sur la vie culturelle du pays ?

Khalid Tamer : Le Mali a donné naissance aux plus grands chanteurs africains, de Sali Keita à Oumou Sangaré, d'Amadou et Mariam à Toumani Diabaté... Il y a une frénésie culturelle dans ce pays. Mais en vingt ans, la situation s'est dégradée. Aujourd'hui, la guerre et le terrorisme ont envahi le débat public. On ne parle plus de cette richesse culturelle qui pourrait redonner une vision au Mali. On l'a vu avec Israël, la Chine ou le Japon, le salut vient de la diaspora. On espère interpeller cette dernière pour qu'elle participe à la construction de la démocratie avec les Maliens. Le 12 mars par exemple, nous accueillerons l'Union des ambassadeurs franco-maliens, qui sera à même d'apporter des outils et des pistes de réflexion sur la question de la coopération.

Adama Traoré : Cette édition arrive à un moment intéressant. Le débat ne doit pas se faire qu'avec les politiques. Il y a toute une frange de la population malienne, en interne ou issue de la diaspora, qui aimerait se faire entendre. Il faut donner la possibilité à la jeunesse de s'exprimer dans ces espaces de rencontres pour qu'elle puisse défendre sa culture et se réaliser. L'expression est un droit fondamental pour construire le vivre-ensemble. On a longtemps dit que Montreuil [en région parisienne] était la seconde ville du Mali après Bamako. On ne peut pas forger un destin commun si la diaspora n'apporte pas sa part dans le narratif du pays.

La question de la mobilité des artistes africains sur le continent est-elle encore un enjeu ?

Adama Traoré : Nombre de nos artistes sont connus à l'extérieur de l'Afrique et la majorité d'entre eux ont le regard tourné vers l'Europe. Les organisations sous-régionales réalisent un travail sur la libre circulation des personnes et des biens, mais la question des visas demeure un problème central. De nombreux jeunes Maliens découvrent les artistes de chez eux à la télévision et sur le tard. C'est un problème.

Quel sera l'après Africapitales ? Des projets seront-ils menés sur le continent ?

Khalid Tamer : Oui, nous organiserons Africapitales à Bamako courant octobre-novembre 2022 avec des artistes, des intellectuels et de nouveaux spectacles. La diaspora du quartier de la Goutte d'Or nous accompagnera. Petit à petit, nous parviendrons à créer une Afrique-monde.

Adama Traoré : C'est entre les éditions que la réflexion se poursuivra. Nous continuerons ce travail de structuration. Africapitales peut servir d'exemple pour lancer de bonnes pratiques, avant la deuxième édition qui se concentrera sur une autre ville africaine.

Maroc : plus de 800 migrants parviennent à rentrer dans l'enclave espagnole de Melilla



Pour le deuxième jour consécutif, jeudi 3 mars, des centaines de migrants ont réussi à pénétrer dans l'enclave espagnole de Melilla, sur la côte nord du Maroc, qui constitue avec celle de Ceuta la seule frontière terrestre de l'Union européenne (UE) avec l'Afrique.

Environ 1 200 migrants ont « *commencé, vers 7 h 25, à franchir la clôture [...] lançant des pierres et utilisant des crochets et des bâtons contre les forces de sécurité* » espagnoles « *après avoir débordé les forces de sécurité marocaines* », a indiqué la préfecture de Melilla. Selon la préfète, Sabrina Moh Abdelkader, 380 sont parvenus à entrer. Côté marocain, la situation était calme dans la nuit de jeudi à vendredi dans la petite localité de Beni Ansar, qui jouxte l'enclave de Melilla, ont constaté des journalistes de l'AFP. Aucune présence de migrants n'a été remarquée sur les quinze kilomètres de route le long de la barrière frontalière hérissée de barbelés, ni dans le centre de Beni Ansar. « *Ils s'éloignent d'habitude dans les forêts des collines avoisinantes* », a précisé à l'AFP un membre de la section locale de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH). Cette nouvelle arrivée intervient au lendemain d'une tentative de franchissement d'environ 2 500 migrants africains, la plus massive jamais enregistrée dans cette enclave : En 2 jours, plus de 800 migrants ont donc réussi à entrer dans cette enclave, contre 1 092 en 2021.

Caméras et miradors

« *L'agressivité à laquelle nous avons assisté, hier comme aujourd'hui n'avait pas été constatée en d'autres occasions. C'est très préoccupant. Cela fait des mois que ce type d'arrivée ne s'est pas produite. Et quand il y avait des tentatives, elles étaient repoussées, en collaboration avec les autorités marocaines, sans arriver à ce niveau de gravité* », s'est inquiété le ministre espagnol des affaires étrangères. A Rabat, le porte-parole du gouvernement marocain a assuré pour sa part que son pays effectuait « *un travail colossal pour surveiller ses frontières* ». Selon les autorités, 27 membres des forces de l'ordre espagnoles ont été blessés. L'AMDH a fait état mercredi d'une trentaine de migrants blessés, dont trois ou quatre grièvement et hospitalisés. « *Environ 250 migrants refoulés de Melilla ce matin ont été transférés à bord de bus au centre [de détention] d'Arkmane. Il est probable qu'ils sont revenus après l'échec de leur tentative hier* », a estimé jeudi un militant de l'AMDH.

Ceuta et Melilla, étrange héritage de l'histoire coloniale



Les enclaves espagnoles, non reconnues par le Maroc, sont au cœur des frictions entre Madrid et Rabat qui ont culminé avec l'arrivée, mi-mai, de plusieurs milliers de migrants.

Le calme est revenu à la frontière entre le Maroc et Ceuta. Les forces auxiliaires marocaines ont repris leur poste aux abords du long mur de barbelés tranchants qui sépare l'Afrique de l'Europe. A la lisière de l'enclave espagnole, les jeunes habitants de la ville marocaine toute proche, Fnideq, se sont remis à fixer les côtes de ce bout d'Europe étroitement gardé, chargés de frustration. « *Mais Ceuta n'est pas vraiment l'Europe. Il y a quelque temps encore, on y allait et venait comme on se rend dans une ville voisine* », rappelle la militante Chaimae Amachou, basée à Fnideq, alors que les frontières sont fermées depuis mars 2020 pour cause de Covid-19.

Etranges survivances de l'histoire coloniale, Ceuta comme sa voisine Melilla, plus à l'est, vivent enclavées en territoire marocain, à cheval sur la Méditerranée, en Europe sans vraiment l'être. Leurs frontières ont été mises à rude épreuve la semaine du 17 mai. Entre 8 000 et 9 000 Marocains et quelques dizaines de migrants subsahariens ont profité de la passivité des contrôles côté marocain, sur fond de crise diplomatique entre Rabat et Madrid, pour y entrer illégalement, avant d'être expulsés par les autorités espagnoles. « *Tout ce qu'ils voulaient, c'était pouvoir accéder à cette ville dont notre économie locale dépend. Certains voulaient tout simplement rendre visite à leur famille* », assure Chaimae Amachou. « *Ces personnes ne sont pas des migrants. Une fois arrivés, ils sont systématiquement renvoyés au Maroc et ça, tout le monde le sait* », précise le sociologue spécialiste des migrations Mehdi Alioua.

Depuis 1992, des accords signés par Rabat et Madrid permettent ainsi d'expulser les Marocains entrés illégalement et, dans une certaine mesure, les migrants subsahariens, sans aucune procédure ni délai, sauf dans le cas des mineurs. En 1993, une première barrière a été érigée à la frontière avec Ceuta. « *C'est le premier mur construit après la chute du mur de Berlin* ».

Les limites et les dérives de l'Europe-forteresse

Faute de politique commune, l'Europe ne semble avoir aucune prise sur le phénomène migratoire et s'émeut à chaque arrivée de migrants, même si les chiffres sont sans comparaison avec 2015. Une impuissance qui nourrit le discours des droites populistes.

TUNISIE : crise politique aggravée



Le chef de l'Etat a démis les députés de leurs fonctions, mercredi 30 mars, sans s'engager sur la tenue d'élections législatives anticipées d'ici à trois mois, comme le prévoit la Constitution. Pour le président tunisien, Kais Saïed, « *c'est une tentative de coup d'Etat qui a échoué* ». Défiant le gel du Parlement décrété par le chef de l'Etat en juillet, 120 députés ont organisé une

séance virtuelle sur la plate-forme Zoom, mercredi 30 mars, et voté pour annuler les mesures d'exception prises par M. Saïed ces huit derniers mois. Lorsqu'ils avaient annoncé leur projet, deux jours plus tôt, le président avait dénoncé une tentative « *illégal* » et invité ironiquement les parlementaires à se réunir « *dans un vaisseau spatial* ».

C'est un nouveau saut dans l'inconnu pour la Tunisie, berceau des « printemps arabes » de 2011, en proie, depuis des mois, à une interminable crise politique. Le président, qui s'est arrogé les pleins pouvoirs à l'été 2021, dit s'être basé sur la Constitution tunisienne pour dissoudre l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) et ainsi « *préserver l'Etat et ses institutions* ». Mais les juristes l'accusent d'avoir déjà dévié du texte constitutionnel, en s'octroyant le pouvoir législatif et exécutif et en ordonnant, en février, la dissolution du Conseil supérieur de la magistrature. Cette dernière mesure avait été qualifiée par ses détracteurs de dérive autoritaire menaçant l'indépendance de la justice.

Aujourd'hui, ce changement de voie laisse plusieurs questions ouvertes. S'agit-il d'un geste symbolique du chef de l'Etat pour réaffirmer son pouvoir face au reste des responsables politiques ? Après cette dissolution, va-t-il organiser des élections législatives anticipées dans un délai de trois mois, comme le stipule la Constitution, au risque de gêner ses ambitions de référendum sur la Constitution et la loi électorale ?

Le chef d'Etat est sur une ligne de crête, car il doit aussi rassurer ses partenaires étrangers qui regardent de près la situation en Tunisie. Plusieurs chancelleries ainsi que l'Union européenne ont exprimé à maintes reprises leurs « *inquiétudes* » sur la concentration des pouvoirs et le manque de dialogue politique, tout en plaidant pour un retour à la « *stabilité institutionnelle* ». Le 25 mars, la sous-secrétaire d'Etat américaine à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits de l'homme, Uzra Zeya, en visite à Tunis, a ainsi exprimé ses « *préoccupations* », notamment sur le respect des droits de l'homme, l'indépendance de la justice ou encore la liberté d'expression.

Nouvelle guerre régionale à l'est de la RDC ?



La MONUSCO patrouille

Dans un contexte de tensions entre l'Ouganda et le Rwanda, les anciens rebelles du Mouvement du 23-Mars (M23) sont repassés ces derniers jours à l'attaque contre l'armée congolaise. Kinshasa accuse Kigali d'être derrière ce retour en scène des insurgés – ce que le Rwanda dément –, alors que l'armée

ougandaise intervient depuis novembre 2021 à ses côtés dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Comment expliquer cette reprise du conflit entre le M23 et l'armée congolaise ?

Le premier facteur est que les combattants de l'ancienne rébellion du M23, défaits militairement en 2013, n'ont jamais été capturés ou réinsérés dans la société congolaise. A cette époque, ils avaient fui pour partie en Ouganda et pour partie au Rwanda. Le processus politique qui devait leur permettre de revenir n'a pas fonctionné pour tous les combattants. Dès 2017, une partie d'entre eux ont donc commencé à reprendre les armes et à retourner dans l'est de la RDC. En parallèle de combats sporadiques avec l'armée, ils ont en vain tenté de négocier avec le gouvernement congolais. A partir de novembre 2021, les affrontements ont repris avec de premières attaques contre les FARDC [*Forces armées de la RDC*] et les gardes du parc national des Virunga, une volonté de s'emparer de stocks d'armes et de ravitaillements, laissant penser à un projet d'installation de la rébellion dans la durée.

L'autre facteur explicatif se trouve dans les tensions entre l'Ouganda et le Rwanda. Les deux pays sont en compétition pour exercer une influence sur l'est de la RDC. Depuis 2021, le pouvoir congolais de Félix Tshisekedi s'est beaucoup rapproché du président ougandais, Yoweri Museveni, lui accordant notamment un droit d'intervention dans l'est du pays pour traquer un autre groupe rebelle, les islamistes des ADF [*Forces démocratiques alliées*].

Ce développement a certainement beaucoup irrité le gouvernement rwandais. En tout cas, une partie des autorités congolaises est convaincue que cette résurgence du M23 est poussée par Kigali. Mais il n'existe pas de preuves de ce soutien. Cependant, l'hypothèse de facilités offertes par le Rwanda au M23 ne peut être écartée, tant on connaît les liens forts qui ont pu exister entre eux par le passé.

Niger: un millier de «mendiants» rapatriés du Sénégal



Niamey entend rapatrier tous les Nigériens mendiant à l'étranger. Après concertation entre Dakar et Niamey, deux vols affrétés le 25 et 26 mars par le gouvernement nigérien ont ramené de Dakar 478 enfants, 413 femmes et 162 hommes, tous ressortissants «de Kantché et Magaria», deux départements proches du Nigeria.

L'annonce a été faite dans un communiqué diffusé vendredi soir à la télévision publique. Les autorités du Niger ont réagi après la diffusion par les médias dakarois d'un reportage sur la situation des mendiants dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. La séquence montrait la situation précaire des mendiants pour la majeure partie des sans-abris ou dormant dans des rues souterraines avec les risques d'insécurité.

De telles images ont alerté les autorités nigériennes qui ont aussitôt réagi. «Face au phénomène grandissant de la mendicité qui dégrade l'image de notre pays (...) et hypothèque l'avenir des enfants innocents, le gouvernement a décidé de prendre des dispositions fortes pour y mettre fin», indique le communiqué du gouvernement nigérien. Le Niger est frappé depuis quelques années par la sécheresse et les violences jihadistes. Certaines régions du pays font face à un exode des populations qui tentent de fuir la précarité.

Dans cette politique de rapatrier de ses ressortissants, Niamey compte «poursuivre devant les juridictions compétentes» tous « ceux qui entretiennent ce réseau criminel» et «d'autres opérations de rapatriement de Nigériens »qui pratiquent la mendicité à l'étranger» seront lancées , ajoute-t-il.

Dans la région de Zinder, les autorités locales ont pour leur part ouvert une enquête « en vue de démanteler » les réseaux « qui convoient les mendiants à l'étranger».

Derrière le phénomène de la mendicité qui ne serait qu'un prétexte, le gouvernement nigérien soupçonne « des réseaux mafieux organisés qui procèdent à la traite et au trafic de ces êtres humains».

En Haïti, un carnaval mémoire de l'esclavage et satire politique



Chaque année, en février, dans les rues de Jacmel, se déroule une fête singulière. Dans un travail au long cours, qui fait l'objet d'un ouvrage, la photographe britannique Leah Gordon présente des images en noir et blanc des participants.



Voici les Lansè Kòd, qui déboulent en février dans les rues de Jacmel, dans le sud-est d'Haïti. Les cordes qu'ils tiennent entre les mains rappellent les entraves de leurs ancêtres esclaves. Puisant dans les cultes vaudous, ces comédiens amateurs, figés par Leah Gordon, font résonner la fierté des origines – Haïti est devenue en 1804 la première république noire indépendante.

Avec leur peau luisante couverte d'un mélange de charbon écrasé et de sirop de canne, leurs têtes hérissées de cornes démoniaques, ces deux hommes nous toisent, implacables et altiers. Comme pour nous signifier que nous sommes aussi incongrus à leurs yeux qu'eux semblent exotiques aux nôtres. Depuis trente ans, la photographe britannique Leah Gordon a conjugué son destin avec ce pays en perpétuelle pénitence, ruiné par les séismes, dévasté par les tempêtes, accablé par la violence et rongé par la corruption, « *J'ai d'abord essayé d'analyser la politique, mais ça vous consume* », confie Leah Gordon, depuis Londres, où elle réside. Lorsque, en 1995, elle se rend pour la première fois au carnaval de Jacmel, l'exubérance la saisit aussitôt, l'entraîne dans la mémoire ancestrale et l'invite à décoder la satire politique proche du surréalisme. « **Bien plus qu'une simple parade, raconte-t-elle, c'est un théâtre communautaire, proche des carnivals du Moyen Âge.** » Avant de s'attaquer à ce projet au long cours, mené jusqu'en 2009, puis à nouveau de 2017 à 2019, Leah Gordon a bien sûr passé en revue tous les risques : le voyeurisme, la fétichisation des corps noirs dans l'objectif d'une Blanche, le pittoresque. Quand l'écrasante majorité des Haïtiens se débattent pour leur survie, est-il possible d'exposer ces tirages dans des galeries climatisées et des musées occidentaux ? Elle s'est astreinte au noir et blanc. « *Sur Internet, on voit beaucoup d'images chamarrées du carnaval, confie-t-elle, mais la couleur rend les choses prosaïques et on oublie le fond de l'histoire.* »

Des femmes engagées dans la vulgarisation des lettres africaines par Liss KIHINDOU



La littérature africaine demeure un secteur qui a un besoin d'être développé, d'être mis en lumière. Parmi les secteurs qui l'empêchent de se déployer comme il se devrait, l'on peut citer la difficile circulation du livre en Afrique, la carence au niveau des structures qui participa d'ordinaire au rayonnement du livre auprès du public. Face à cette situation, des femmes d'Afrique ont décidé de se lancer dans l'action. "

Grâce Bailhache, Carmen Toudonou, Flore Zoa sont quelques-unes de ces femmes d'action dont l'impact se fait ressentir de manière concrète et pérenne sur le terrain. Elles font bouger les lignes et elles suscitent l'enthousiasme d'autant plus qu'elles sont filles du continent. Mongo Beti et Odile Tobner ont bien raison d'affirmer que "Rien de durablement heureux ne peut advenir aux Africains sans leur initiative et leur enthousiasme



Grâce Bailhache, promotrice culturelle, se propose de faire découvrir la richesse et la diversité des lettres d'Afrique, notamment les plumes féminines, avec sa plateforme « JIFA Bookclub », un club de lecture qui fait une belle campagne de promotion des œuvres d'écrivaines africaines ou originaires d'Afrique. Au départ, elle avait commencé par valoriser les talents féminins d'Afrique en célébrant, d'une manière particulière, depuis 2015, la Journée Internationale de la Femme Africaine (JIFA), qui a lieu le 31 juillet. Elle met à profit l'outil numérique pour toucher le plus large public. Grâce Bailhache possède l'art et la manière de redonner du lustre à des œuvres qui restent parfois en dehors du champ de vision de certains lecteurs qui ne demandent qu'à les découvrir ou les redécouvrir.



Carmen Toudonou, écrivaine et journaliste – elle anime entre autres l'émission littéraire « Voyage littéraire » – a créé, depuis 2016, le concours « Miss littérature ». Concours d'abord organisé au Bénin, puis, le succès de cette initiative ayant traversé les frontières béninoises, le concours connaît aujourd'hui la participation de plusieurs pays d'Afrique noire francophone et fonctionne un peu comme le concours de miss auquel nous sommes habitués, avec

une présélection dans chaque pays participant, puis une finale qui met en compétition les finalistes de chaque pays. Bien évidemment les épreuves sont toutes liées à la culture littéraire africaine et à l'écriture.

Les jeunes filles sont ainsi encouragées à lire un maximum d'auteurs africains et à mettre en valeur leur intelligence, leurs compétences intellectuelles.



Flore Agnès Nda Zoa, avocate de profession et férue de littérature, a pris conscience que si la littérature africaine obtient des lauriers, c'est essentiellement grâce à des initiatives portées par des Occidentaux. Il est temps que les Africains aussi s'investissent dans ce domaine. Elle a créé, en 2015, une association dénommée « La CENE littéraire », qui a pour objectif d'être au service de la promotion des lettres

d'Afrique. Par le biais de cette association, Flore Agnès Nda Zoa lance de nombreuses actions dont les répercussions sont aujourd'hui d'ordre international. Tout d'abord l'association récompense chaque année un roman écrit par un auteur africain ou afro-descendant : le « Prix Les Afriques ». Ensuite l'association organise des cafés littéraires dans différents pays d'Afrique, mettant à disposition des exemplaires du roman primé, qu'elle offre gracieusement aux jeunes devant participer à ces cafés littéraires.

L'association La CENE littéraire travaille ainsi avec des enseignants, des universitaires, écrivains, des acteurs culturels résidant en Afrique. Depuis sa création, ce sont des centaines, bien plus des milliers de jeunes résidant en Afrique qui ont eu l'opportunité de lire et d'exprimer leurs impressions sur les livres lus. L'association organise aussi, entre autres, des concours d'écriture. Mais là où Flore Agnès Nda Zoa se fait particulièrement remarquer par sa volonté de mettre le livre à disposition de la jeunesse africaine, c'est qu'elle a créé une maison d'édition pour pouvoir rééditer des classiques africains pour une circulation en Afrique à un prix qui tient compte du pouvoir d'achat local, autrement dit proposer de grands classiques africains à un prix accessible à tous. Elle a par exemple obtenu des Editions Julliard le droit d'exploitation en Afrique du roman de Cheikh Hamidou Kane, *L'aventure ambiguë*, et des œuvres de Ferdinand Oyono : *Une vie de boy*, *Le Vieux nègre et la médaille* et *Chemin d'Europe*. Une première ! Le tout dernier classique à être mis sur le marché africain, grâce aux Editions Flore Zoa, est le roman de Boubacar Boris Diop *Murambi, le livre des ossements*.

L'Afrique a des talents, L'Afrique a un patrimoine littéraire qui ne cesse de s'enrichir et il ne dépend que des filles et des fils d'Afrique de mettre en valeur ce patrimoine

FORUM EUROPAFRIQUE - Métropoles européennes et africaines : actrices de la relance mondiale



Dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, la France va faire du "renforcement du partenariat euro-africain" une de ses priorités du premier semestre 2022. En sa qualité de plus grand partenaire commercial de l'Afrique, ces liens doivent être renforcés pour créer de la valeur ajoutée et de l'emploi.

Cet évènement – qui s'est tenu à Marseille le 17 mars - a été marqué par la participation active d'un millier de décideurs publics et privés issus de 14 pays des deux continents, dont 9 ministres, des représentants d'organisations internationales, des chefs d'entreprise et des forces vives de la société civile et de la jeunesse des deux continents. Les débats ont abordé aussi bien l'impact de la crise sanitaire sur les sociétés que l'épineuse question de la vaccination, l'urgence climatique, les investissements et infrastructures nécessaires pour une relance durable, ou encore les questions de formation et d'innovation. Ce programme dense a donc permis de se pencher sur un ensemble d'aspects prioritaires de la coopération Afrique-Europe. Au cours des treize panels, le besoin d'intensifier et accélérer la mise en œuvre de projets communs et à des échelles de proximité a été souligné à plusieurs reprises.

Lorsqu'interrogée sur la refonte d'un New Deal entre les deux continents, Aminata Touré, ancienne Premier Ministre de la République du Sénégal, a appelé à « *développer une nouvelle manière de faire des affaires* » où il ne s'agisse plus « *d'investir dans des industries extractives, où l'on prend pour transformer ailleurs* » mais bel et bien de « *créer des chaînes de valeur en Afrique et partager le profit* ».

Aix-Marseille-Provence, hub de la coopération Afrique-Europe

La Métropole Aix-Marseille-Provence peut tenir une place fondamentale dans ce changement d'après le banquier privé : « *C'est le moment de révéler Marseille comme un lieu d'échange, d'économie d'échelle et d'investissement* ». Avec des évènements comme le Forum Europe-Afrique, a poursuivi l'intervenant, « *il offre une plateforme d'échange aux personnes issues du monde des affaires* ».

Selon l'économiste Khaled Igué, a précisé : « *Il y a deux enjeux aujourd'hui : d'une part montrer que Marseille est un partenaire des territoires africains, que d'autres villes que Paris sont capables de développer les échanges ; d'autre part il s'agit de montrer qu'il y a une autre manière de penser le développement plus adapté aux enjeux contemporains comme le climat, les épidémies, les conflits, qui ont un impact sur le pouvoir d'achat et l'accès aux matières premières* »

En Afrique, le sport voit de plus en plus grand



Les Rencontres internationales des grands événements sportifs (RIGES) s'exportent en Afrique. Après 8 éditions en France, la manifestation organisée par Business France sera les 17 et 18 mai 2022 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Pourquoi organiser cette année les premières RIGES en Afrique ?

Le point de départ des RIGES Afrique a été une rencontre, celle du ministre des Sports de Côte d'Ivoire, Claude Paulin Danho. grand habitué de notre manifestation, il nous a rendu visite à Business France et exprimé sa volonté et celle du Premier ministre d'organiser une édition prochaine à Abidjan, avec 10 pays africains invités (Algérie, Bénin, Cameroun, Congo Brazzaville, Gabon, Maroc, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie).

Quels seront les temps forts de cette édition en Côte d'Ivoire ?

Les RIGES Afrique se dérouleront sur deux journées d'échanges, de rencontres, de tables rondes... Nous attendons 300 à 400 participants, représentants des institutions, fédérations sportives, ligues professionnelles, comités d'organisation. Elles seront également marquées par des discussions sur l'héritage des grands événements sportifs, sur les Jeux de la Jeunesse 2026 à Dakar, mais aussi sur la question cruciale du financement.

L'Afrique a obtenu l'organisation de grands événements à venir, dont les JOJ 2026 à Dakar et les Mondiaux de cyclisme sur route 2025 au Rwanda. Elle est également candidate, avec le Kenya, aux Mondiaux d'athlétisme en 2025. Est-ce le signe d'une nouvelle volonté du continent de jouer un rôle majeur dans le mouvement sportif international ?

C'est une dynamique forte dans un nombre grandissant de pays africains. Le sport est ancré dans la culture, mais devient également devenu un outil de développement. Au Sénégal, par exemple, le gouvernement a continué à augmenter le budget des sports malgré la crise sanitaire. Le phénomène se mesure à l'échelle du continent, avec une volonté de recevoir des événements mondiaux. L'Afrique du Sud organisera les Mondiaux de tennis de table en 2023, puis associée à la Namibie et le Zimbabwe elle co-organisera la Coupe du Monde de cricket en 2027. Quant à l'Egypte, elle se porte candidate aux Jeux olympiques en 2036.

Le Grand Festival 2022
Du jeudi 24 au dimanche 27 mars 2022
Contre le racisme, l'antisémitisme
et la haine anti-LGBT

À l'occasion de la semaine d'éducation et d'actions contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, le Grand Festival revient pour sa 6^e édition du 24 au 27 mars 2022.

Débats, spectacles, rencontres, performances : les artistes prennent la parole et s'engagent contre les discriminations à travers une programmation ouverte à tous !

Le Grand Festival est organisé avec le soutien de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH).



Pourvu que la mastication ne soit pas longue

Le 4 février 1999, Amadou Diallo, un jeune guinéen est abattu de quarante et une balles dans le Bronx par quatre officiers de police new-yorkais. **Hakim Bah**, auteur de théâtre, s'associe à **Juan Ignacio Tula**, artiste circassien et danseur, virtuose de la roue **Cyr et Arthur B. Gillette**, fondateur du groupe Moriarty, guitariste et compositeur. Croisant leurs pratiques, ils s'emparent du sujet des violences policières pour offrir une fiction documentée dense et poétique. Représentation suivie d'une rencontre sur les violences policières aux Etats-Unis.

On ne s'excuse de rien !

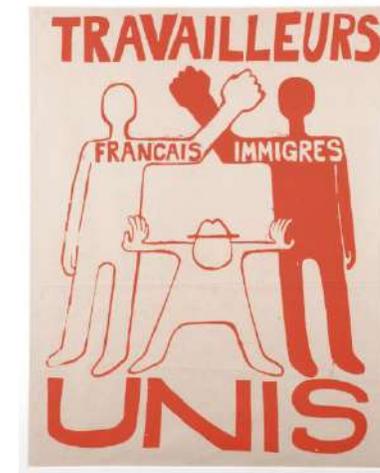
Langues de feu contre langues de bois ! Les performeuses du collectif **L-SLAM** s'emparent du micro pour une proposition inédite et organique, mêlant slam, danse et chant. L-SLAM est un collectif de poétesses, multiculturel et intergénérationnel, basé en Belgique, qui organise des ateliers et des podiums de slam, selon le principe du marrainage. Il offre aux femmes un espace d'expression métissé, qui croise des vécus, des origines, des rapports à la langue et à l'espace public très variés.

Nébuleuses est le dernier volet de la trilogie de la **Compagnie du Chat Foin** sur l'orientation... amoureuse. Cette petite forme théâtrale raconte l'histoire intime de deux adolescentes. À travers leurs remous intérieurs, leurs questions existentielles et amours naissants, le texte aborde les thèmes de l'orientation amoureuse, de l'homophobie, du sexisme et des discriminations. Il décortique les étapes du sentiment amoureux et questionne les difficultés à s'affranchir des injonctions sociales à l'adolescence.



Conférence dessinée avec Rakidd Auteur, illustrateur, Youtubeur... qui avec son blog *Les Gribouillages de Rakidd*, dénonce régulièrement le racisme et s'est construit une petite notoriété sur les réseaux sociaux. Enfant, Rakidd a été victime de racisme...et l'est encore aujourd'hui. C'est pourquoi il a décidé de publier un petit manuel antiraciste à destination des enfants (paru en septembre 2021 aux éditions Lapin). Avec cet ouvrage, son but est d'expliquer ce qu'est vraiment le racisme et le fait de le vivre au quotidien. Cet album jeunesse, drôle et pédagogique, aborde par le biais de bandes dessinées, de dessins, de schémas et d'exemples concrets, les notions de racisme, de blackface, d'islamophobie, de sinophobie, de discrimination, de racisme anti-noir... Il est aussi l'auteur de trois livres : *Le monde de Rakidd* (2016), *Gribouillages* (2018) et *Le petit manuel antiraciste pour les enfants (mais pas que !!!)* (2021).

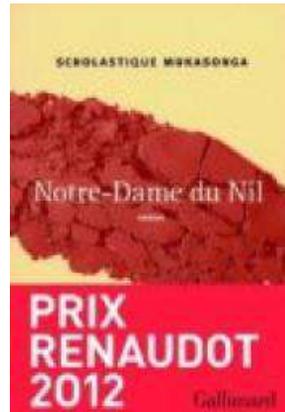
Éloge de la Fraternité



Elle trône sur les frontons des mairies, parmi les valeurs qui fondent notre vivre-ensemble. Troisième terme de la devise de la République française, la fraternité semble quelque peu abstraite. Cantonnée aux déclamations inspirées, elle reste peu visible parmi les leviers de l'action publique.



Notre-Dame du Nil de Scholastique MUKASANGA



Au Rwanda, un lycée de jeunes filles perché sur la crête Congo-Nil, à 2 500 mètres d'altitude, près des sources du grand fleuve égyptien. Les familles espèrent que dans ce havre religieusement baptisé Notre-Dame du Nil, isolé, d'accès difficile, loin des tentations de la capitale, leurs filles parviendront vierges au mariage négocié pour elles dans l'intérêt du lignage.

Les transgressions menacent au cœur de cette puissante et belle nature où par ailleurs un rigoureux quota « ethnique » limite à 10 % le nombre des élèves tutsi.

Sur le même sommet montagneux, dans une plantation à demi abandonnée, un « vieux Blanc », peintre et anthropologue excentrique, assure que les Tutsi descendent des pharaons noirs de Méroé. Avec passion, il peint à fresque les lycéennes dont les traits rappellent ceux de la déesse Isis et d'insoumises reines Candace sculptées sur les stèles, au bord du Nil, il y a trois millénaires. Non sans risques pour sa jeune vie, et pour bien d'autres filles du lycée, la déesse est intronisée dans le temple qu'il a bâti pour elle. Le huis clos où doivent vivre ces lycéennes bientôt encerclées par les nervis du pouvoir hutu, les amitiés, les désirs et les haines qui traversent ces vies en fleur, les luttes politiques, les complots, les incitations aux meurtres raciaux, les persécutions sournoises puis ouvertes, les rêves et les désillusions, les espoirs de survie, c'est, dans ce microcosme existentiel, un prélude exemplaire au génocide rwandais, fascinant de vérité, d'une écriture directe et sans faille.

Ce pourrait être un récit sur la vie quotidienne de jeunes filles dans un pensionnat mais les tensions entre Tutsis et Hutus qui sous-tendent celle-ci en font un huis clos poignant et qui nous tient en haleine jusqu'au bout, ce conflit fratricide étant le sujet principal du roman

Ce roman, par le biais de cette micro société représentée par ce pensionnat nous amène à entrevoir comment ce génocide a pu avoir lieu, comment la division des classes, la disparité économique et ne l'oublions pas le colonialisme ont créé un terreau toxique propice au ressentiment, et sur lequel la haine ethnique a pu se développer et se renforcer.

Je vivrai d'amour pour toi d'Evains Wêche



Evains Wêche
Je vivrai d'amour pour toi



Un émouvant chant d'amour à une mère disparue, une plongée dans l'intimité d'une famille haïtienne en plein conflit Lorsque Evains Wêche, jeune médecin de Port-au-Prince, reçoit la redoutable nouvelle du décès de sa mère, Man Laveau, le choc est terrible : elle, qui n'a pourtant jamais bu ou fumé, aurait succombé des suites d'un cancer des poumons. Pour les proches de cette femme aimée de tous, pleurée par tout un quartier, c'est une vérité impossible à accepter : la famille maternelle accuse de meurtre la famille paternelle, et soudain la vie de l'un des cousins d'Evains, désigné coupable, est mise en danger. Tandis que les langues se délient, des histoires enfouies depuis l'enfance remontent.

Evain Wêche détaille sa stupéfiante enquête pour connaître la vérité, tout en rendant un hommage à la " grande dameaux petits gestes ", qui changeait le monde autour d'elle en silence. Arrivera-t-il à retisser les liens entre ses deux familles comme jadis le faisait sa mère ? Chant d'amour émouvant, ce récit raconte les dix jours qui ont suivi le décès de la mère de l'auteur jusqu'à son enterrement. Le lecteur pénètre dans la vie quotidienne de gens ordinaires, rencontre des personnages attachants dans leur sincérité comme les tantes, la servante, et surtout le père, unique amour de Man Laveau. Ce petit livre n'est pas " simple ", comme on dit à Port-au-Prince. Au-delà de sa critique des superstitions qui créent des scissions catastrophiques dans les familles haïtiennes, il nous questionne : comment laisser partir quelqu'un qu'on aime ? Qu'est-ce que mourir quand le disparu vit encore en nous ? Comment enterrer sa source d'inspiration ?

Avoir le courage de rompre avec ceux qui veulent notre mort ?



Le 27 août 2019, quand Emmanuel Macron disait aux ambassadeurs français réunis à l'Élysée que "l'on assiste à la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde et à l'émergence de nouvelles puissances dont nous avons longtemps sous-estimé l'impact" - constat lucide, juste et objectif, car la Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, l'Afrique du Sud, le Nigéria, etc.

sont devenues des puissances qui "viennent bousculer notre ordre international et peser dans l'ordre économique".

Que le déclin de l'Occident ait commencé est un fait indiscutable, chose que très peu d'Africains regretteraient d'ailleurs. L'arrogance des Occidentaux, leur volonté d'imposer leurs vues aux autres, leur brutalité, leur manie de donner toujours aux autres des leçons qu'eux-mêmes ne pratiquent pas, voilà ce qui va causer leur chute comme l'empire romain. Celui-ci avait dominé le monde pendant plus de 600 ans. S'il s'est effondré en 476 après J.-C., c'est, entre autres, parce que les autorités romaines se croyaient supérieures aux "Barbares" habitant aux frontières de l'Empire (<https://www.futura-sciences.com/.../histoire-chute.../>)

On peut ne pas approuver l'invasion de l'Ukraine par la Russie car ce sont les pauvres et les faibles qui souffriront le plus de cette invasion mais que sait-on des antécédents (**le bombardement de Belgrade et la destruction de la Serbie par l'Otan en 1999, la guerre du Kosovo**) qui l'ont rendue possible ? Sait-on que Poutine proposa son aide aux États-Unis après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, que George Bush opposa une fin de non-recevoir à sa demande d'adhérer à l'Otan et qu'il perçut l'assassinat de Kadhafi et la destruction de la Libye comme la volonté des Occidentaux d'imposer leur vision du monde au reste de la planète ?

L'hégémonie occidentale a atteint ses limites. Lentement mais sûrement, un nouveau monde se met en place. Le multilatéralisme est en train de succéder à l'unilatéralisme. La preuve en est que tout le monde n'a pas voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale de l'Onu du 2 mars 2022 condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Parmi les pays qui se sont abstenus, il y avait la Chine, l'Inde, les Émirats arabes unis, le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, mais aussi l'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Burundi, le Congo-Brazzaville, l'Éthiopie, la République Centrafricaine, le Mali, Madagascar, le Sénégal, le Soudan, la Guinée, le Burkina Faso, le Togo, le Cameroun et le Maroc.

L'abstention d'un pays comme le Sénégal est une agréable surprise quand on connaît les liens très étroits qu'entretiennent Paris et Dakar. Le Sénégal aurait-il découvert enfin que l'amitié avec la France est un leurre ?

L'Afrique francophone serait-elle fatiguée de cheminer avec un partenaire dont l'arrogance, la duplicité et l'ingratitude sont de plus en plus dénoncées par la jeunesse africaine ? En tout état de cause, j'aurais souhaité que les pays africains fassent comme l'Erythrée, autrement dit qu'ils soutiennent ouvertement la Russie.

Pourquoi ? Parce que les Soviétiques ont aidé de façon significative les mouvements de libération nationale de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée-Bissau, du Cap-Vert, de l'Afrique du Sud, de la Namibie à chasser le colonisateur portugais ou anglais. Combien de pays de l'Afrique subsaharienne l'Europe a-t-elle industrialisés depuis 1960, année des pseudo-indépendances ? Combien d'universités, d'usines et de routes bitumées a-t-elle laissées sur le continent ?

N'est-elle pas impliquée dans la mort des Patrice Lumumba, Ruben Um Nyobè, Félix Moumié, Sylvanus Olympio, Amilcar Cabral, Thomas Sankara et Mouammar Kadhafi ? N'est-ce pas la France de Sarkozy qui faillit tuer Laurent et Simone Gbagbo en avril 2011 ?

Grâce à la Russie, la République centrafricaine et le Mali s'éloignent peu à peu de la violence et de l'instabilité. Voici une puissance qui, en plus de ne pas affectionner les discours creux, sait se faire respecter et milite pour que l'Afrique puisse se gérer elle-même. À moins d'être maudit, peut-on raisonnablement se passer d'une telle puissance ?

Si l'Afrique continue de tergiverser, si elle est incapable de voir avec qui elle peut mieux défendre ses intérêts, elle risque de finir comme l'âne de Buridan qui, incapable de choisir entre une botte de foin et un seau d'eau, mourut et de faim et de soif.

Jean-Claude DJEREKE



DIVERSITY IN CHILDREN'S BOOKS 2018

Percentage of books depicting characters from diverse backgrounds based on the 2018 publishing statistics compiled by the Cooperative Children's Book Center, School of Education, University of Wisconsin-Madison: cbbc.education.wisc.edu/books/pct/atp.asp

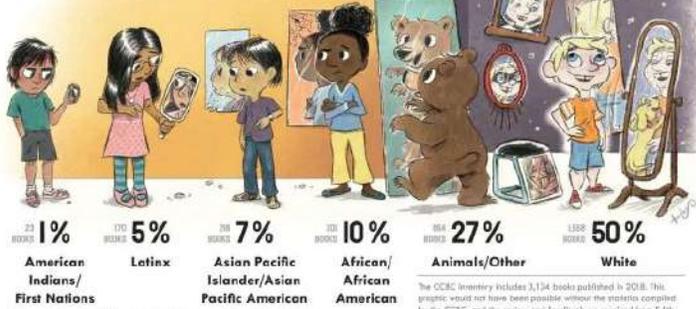


Illustration by David Huyck, in consultation with Sarah Park Dahlen. Released under a Creative Commons BY-SA license: <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

Créée en 2016, l'association Diveka propose de mettre en avant, de promouvoir et valoriser les livres faisant la part belle à la diversité : qu'elle soit mélangée, culturelle, de genre,

d'identifications sexuelles mais aussi le handicap. Notre but est la libération des imaginaires pour des livres mais aussi des dessins animés, des séries, des magazines, des films, des jouets, plus inclusifs des populations minoritaires. L'association a aussi pour objet la sensibilisation à la lutte contre les préjugés et les discriminations. Aujourd'hui, nous vous présentons une infographie mise à jour, « La diversité dans les livres pour enfants 2018. »

En 2050, le français 3^{ème} langue la plus parlée au monde ?



L'image la plus mal venue pour illustrer la place de la langue française au monde puisque 85% des francophones seront africains en 2050 et c'est bien, une fois de plus, la façon de s'approprier cette langue qui, si elle fut d'abord celle de la France, a largement dépassé nos frontières pour appartenir à d'autres peuples et pays.

Selon une projection de l'Institut national d'études démographiques (Ined), en 2050, le français pourrait faire partie des trois langues les plus utilisées au monde dans un avenir pas si lointain. Dans 30 ans, l'Afrique sera le continent le plus peuplé du monde, et abritera 90 % de la jeunesse francophone. D'après l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), le nombre de francophones pourrait tripler en 30 ans, et devenir par la même occasion, la langue parlée par près de 8 % de la population mondiale (contre 3 % aujourd'hui). En 2050, l'Afrique sera le continent le plus peuplé du monde avec plus de 2,5 milliards d'habitants, selon la récente projection de Ined. Ainsi, un être humain sur quatre vivra sur ce continent et le Nigeria deviendra le troisième pays le plus peuplé au monde, derrière la Chine et l'Inde. Une évolution qui selon ces chiffres bouleversera le classement établi des langues qui dominent actuellement le monde.

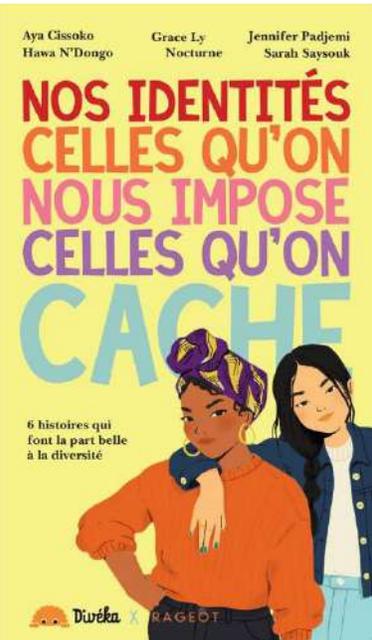
Aujourd'hui, plus de 7 000 langues vivantes sont recensées dans le monde. Mais combien de personnes les parlent ? C'est ce que tente de faire chaque année la base Ethnologue, la référence en termes de données statistiques concernant les langues du monde entier. En 2020, a ainsi été établi un classement des langues les plus parlées dans le monde.

En première position arrive l'anglais avec 1,268 milliard de personnes. Cette langue est considérée comme officielle dans plus d'une cinquantaine de pays : Royaume-Uni, Australie, États-Unis ou encore au Canada. S'y ajoutent de nombreux États du Commonwealth comme l'Afrique du Sud, le Sri Lanka, l'Inde ou le Kenya. En deuxième position, on retrouve le chinois mandarin et son 1,012 milliard de personnes qui pratiquent cette langue; Surtout parlé dans le nord-est de la Chine, c'est l'une des six langues officielles de l'Onu. L'hindi, langue officielle de l'Inde (avec l'anglais) est parlée par environ 637 millions de locuteurs. L'espagnol et ses 538 millions d'hispanophones occupent la 4^e place, essentiellement répartis en Amérique latine et en Guinée équatoriale.

6 autrices, 6 voix de la diversité, réunies par l'association Diveka et Rageot. Voici mon identité ! Elle était gommée, bafouée ou méprisée. On m'avait rendu.e invisible, inaudible. Ma voix éclate ici. À votre tour, faites-entendre la vôtre pour que les diversités jaillissent !

Issues d'un concours d'écriture organisé par les éditions Rageot en 2021, six nouvelles abordant divers aspects et visages de la diversité. Ce recueil de nouvelles présente de courts récits centrés sur des personnages de différentes origines, avec des identités diverses et variées. C'est une lecture plaisante et rapide. Les histoires sont peut-être un peu trop courtes et ne permettent pas un développement toujours suffisant. Mais cela reste un livre utile pour donner une voix à ceux qui sont mis de côté. On apprend des choses tout en se divertissant, que demander de plus ?

Ce livre est également présenté dans l'événement : Rokhaya Diallo et Grâce Ly au Comptoir des Mots.



Prix Pritzker d'architecture au burkinabè Diébédo Francis Kéré



Le prix Pritzker 2022, plus haute distinction du monde de l'architecture, a été décerné mardi à l'architecte burkinabè basé à Berlin, Diébédo Francis Kéré, le premier d'un pays africain à recevoir la distinction, a annoncé l'organisation, qui a salué son « *engagement pour la justice sociale* ».

« Grâce à son engagement pour la justice sociale et à l'utilisation intelligente de matériaux locaux pour s'adapter et répondre au climat naturel, il travaille dans des pays marginalisés, où les contraintes et les difficultés sont nombreuses et où l'architecture et les infrastructures sont absentes », ont expliqué son **Prix Pritzker**. C'est la première fois qu'un architecte d'un pays africain reçoit la distinction qui a déjà couronné les plus grands noms de l'architecture comme Frank Gehry, Tadao Ando, Renzo Piano, Zaha Hadid ou Jean Nouvel;

Un parcours exemplaire et significatif

Diébédo Francis Kéré naît à Gando, un village du Burkina Faso. Fils aîné du chef du village, faute d'école à Gando, il part à 7 ans faire ses études à Ouagadougou. Après sa scolarité, il devient charpentier. Puis part en stage en Allemagne avec une bourse et étudie l'architecture à Berlin, où il obtient son diplôme à l'Université technique en 2004.

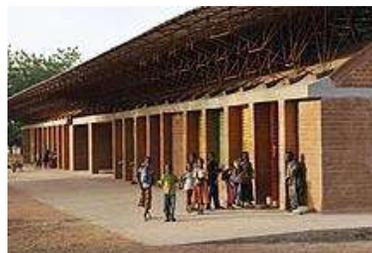
Pendant ses études, en 1998, il crée l'association Schulbausteine für Gando (« Des briques pour l'école de Gando ») pour financer son premier projet, une école primaire dans son village. Sa première école, faite de terre, est terminée en 2001 et il a obtenu le Prix d'architecture Aga Khan. Dans les années suivantes, il travaille sur d'autres projets en Gando et dehors.

Dans chaque projet la communauté entière participe à son développement. De cette façon, ils apprennent les techniques de construction et comment l'entretenir. C'est son approche collaborative, *in situ*, favorisant le réemploi et le recyclage et génératrice de structures économiques locales qui vaut à Kéré de recevoir un Global Award for Sustainable Architecture en 2009

Principales réalisations à Gando



La majorité des écoles au Burkina Faso sont construites en ciment, ce qui augmente les coûts de construction et le gaspillage d'énergie électrique. La construction de l'école primaire de Gando, commencée en octobre 2000, réalisée en grande partie par la population et terminée en juillet 2001. Le projet est basé sur des concepts garantissant sa durabilité : confort climatique assuré, coûts limités, matériaux locaux utilisés. La communauté est consultée et participe au projet.



Extension de l'école primaire

Les travaux d'extension double la capacité de l'école primaire, pour accueillir jusqu'à 700 élèves. Un large toit en tôle protège les murs d'argile du soleil et de la pluie. Le système de ventilation, complètement naturel, exploite la combinaison d'énergie solaire et thermique pour permettre à l'air de circuler, en garantissant à la fois le refroidissement des classes.



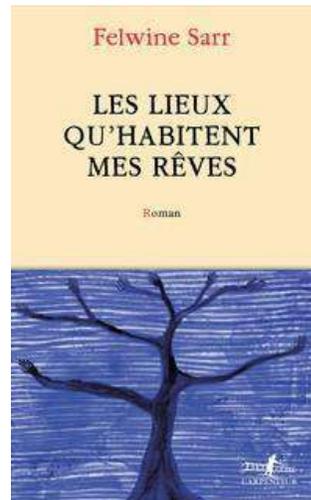
Au Burkina Faso il y a beaucoup d'agriculteurs de subsistance et à Gando, ils sont une majorité. Il est donc fondamental de donner aux enfants une connaissance pratique de l'agriculture, et en même temps s'assurer qu'ils ne s'éloignent pas de l'école. Ainsi des parterres à l'école de Gando - un puits a été creusé pour fournir de l'eau à l'école et au village. Parallèlement aux cours, les élèves apprennent comment prendre soin des plantes sans utiliser de pesticides ou des engrais. Ces cours les encouragent à utiliser des méthodes durables et écologiques, le jardin de l'école est une importante contribution à la sécurité alimentaire⁹.



Logements pour enseignants : La configuration courbe rappelle l'architecture typique des édifices burkinabés. Chaque logement se compose de trois murs parallèles de briques de terre stabilisée. Ces murs soutiennent des voûtes en berceau réalisées avec des blocs de terre stabilisée. Pour protéger l'édifice de l'humidité du sol, les épais murs de briques crues reposent sur des fondations de ciment et de granit. Les toits sont réalisés à différentes hauteurs.

Ces décalages permettent de créer des ouvertures (en forme de faux). Ces ouvertures assurent la bonne ventilation et l'illumination intérieure. Un dispositif de gouttière a été inventé pour permettre le reflux des eaux: des canaux sont creusés sur la tranche des murs porteurs, ils se prolongent jusqu'au sol¹

Felwine Sarr, *Les lieux qu'habitent mes rêves*



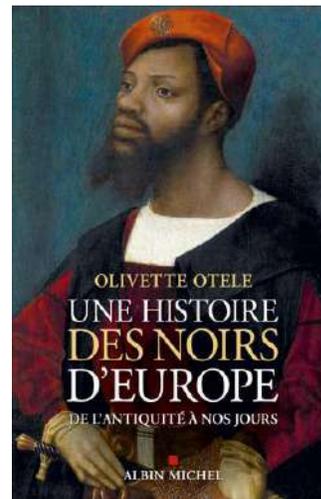
Fodé et Bouhel sont des frères jumeaux sénégalais que la vie a mis sur des chemins initiatiques différents. Fodé doit reprendre la charge spirituelle de veiller sur le Ndut du pays sérère après la mort de Ngof, le maître des initiations. Pour cela, il devra apprendre à transcender toutes les limites physiques. Sortir de son corps et devenir souffle. Bouhel part étudier en Europe. Il se retrouve à Orléans et y rencontre Ulga, une jeune étudiante polonaise. Une histoire d'amour le mène en Pologne où sa vie bascule. Il sera occupé à une lente remontée à la surface. Du pays sans fin, les ancêtres suivent du regard les tribulations de Fodé et de Bouhel sur leur chemin d'apprentissage.

"Après l'éruption, elle me tourna le dos et se lova contre moi. (...) le désir monta à nouveau. Torrent, cavalcade, lave incandescente. Nous repartîmes à la découverte de ce pays que nous formions et que nous ne connaissions pas."

Cet extrait résume plusieurs enjeux du livre : l'amour, la quête de soi, l'évasion. La métaphore illustre bien les évolutions de Bouhel et Fodé, des frères sénégalais amenés à emprunter des parcours de vie différents, par des questionnements intérieurs, sur leur terre ou hors de leur patrie. Un vrai dédale de situations et de personnages qui se télescopent, alimentant ainsi les choix des deux principaux protagonistes d'où la multiplicité des chapitres. Le verbe est riche et l'auteur use de figures de style, à mon sens un peu trop au détriment de l'histoire.

Principalement connu en France pour son essai **Afrotopia** (Philippe Rey 2016) et le rapport qu'il a corédigé avec Bénédicte Savoy, **Restituer le patrimoine africain** (Philippe Rey: seuil 2018) Felwine Sarr creuse depuis 2009 un sillon plus littéraire en explorant, loin de tout égotisme, différents modes d'écriture de soi, entre forge spirituelle (**Dahij, L'Arpenteur, 2009. Méditations africaines**, Mémoires d'encrier 2012), **La saveur des derniers mètres**, Philippe Rey 2021). Avec **Les lieux qui habitent mes rêves**, il livre cette fois une œuvre d'imagination relatant les chemins de vie au pays ou en Europe de deux jumeaux sénégalais. Cette œuvre, sans renoncer à une propension méditative, s'inscrit dans l'entreprise de décolonisation des représentations et des savoirs menée par le penseur.

Une histoire des noirs en Europe, de l'Antiquité à nos jours



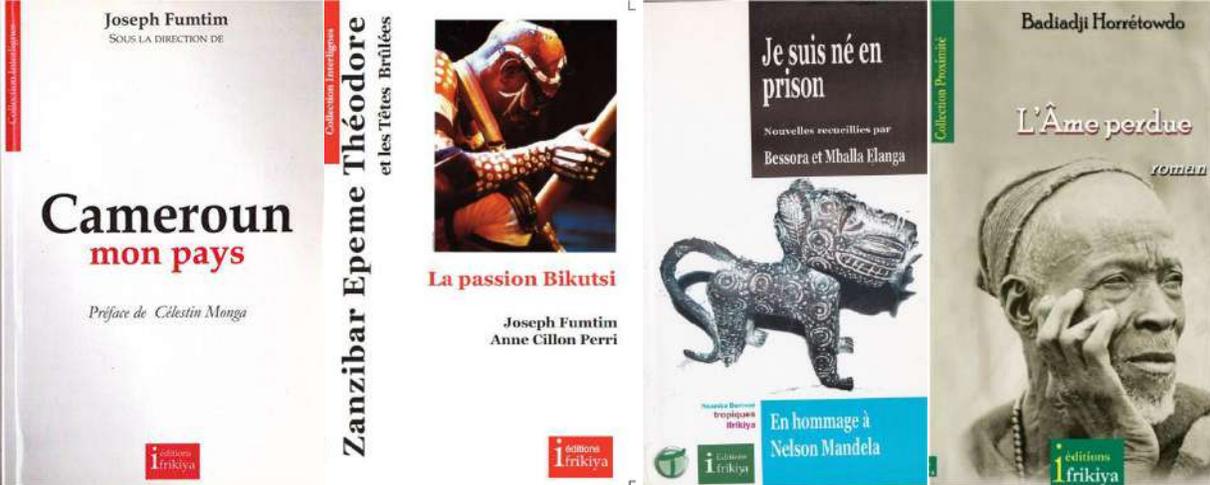
Paru le 3 mars 2022 aux éditions Albin Michel, l'ouvrage *Une histoire des noirs d'Europe* d'Olivette Otele revient sur les liens, plus anciens qu'on ne le croit, qui unissent Africains et Européens. Elle fait dialoguer passé et présent en exposant les faits et parcours de personnages marquants, pour montrer que ces deux identités ne sont pas si éloignées et rappelle au passage que la distance entre la Sicile et Tunis est équivalente à celle qui sépare Londres de Paris. Première femme noire à obtenir une chaire d'histoire au Royaume-Uni, Olivette Otele est professeure à l'Université de Bristol. Elle travaille sur l'histoire coloniale et postcoloniale ainsi que sur les processus mémoriels.

Son ouvrage, finaliste du George Orwell Prize for Political Writing, a été élu **Meilleur livre de l'année 2020** par *The Guardian* et *History Today*. À la suite de cette tribune inédite, elle interviendra notamment lors de la table ronde **Africains-Européens, une si longue histoire ?** organisée au **Musée national de l'histoire de l'immigration (Paris) le jeudi 10 mars 2022**.

Le livre retrace les multiples trajectoires des Afro-descendants en Europe du III^e au XXI^e siècle. Il commence avec la légende de Saint Maurice, soldat né à Thèbes (aujourd'hui Louxor) et analyse la manière dont l'histoire du personnage traverse les frontières et les différentes époques pour finalement faire du soldat un saint dont la statue est érigée à Magdebourg en Allemagne au XIII^e siècle.

Le livre porte un regard sur les identités religieuses et comment elles limitent ou donnent accès à des formes d'affranchissement ou permettent de gravir les échelons sociaux du Moyen Âge au XVIII^e siècle pour nombre d'Africain-Européens. Le commerce de captifs africains déportés vers les Amériques (XVI^e-XIX^e siècle), redéfinit la manière dont la plupart des Européens perçoivent les personnes de descendance africaine les siècles qui suivent.

Le livre se penche sur la question du préjugé de couleur, la construction de la race, la place des femmes noires et les mouvements de résistance des Afro-descendants de l'Antiquité à nos jours. L'art européen permet de comprendre la manière dont les corps noirs sont représentés. La construction des identités africaines et européennes reste au cœur de cette analyse qui lie questions mémorielles et lois discriminatoires au rôle de l'éducation au sein et à l'extérieur des systèmes scolaires.



Les Editions Ifrikiya détruites par un incendie le 25 février

Dans la nuit du 25 février 2022, à 22 h 27 min exactement, alors que je suis hors de Yaoundé, un appel téléphonique venant du siège des Editions Ifrikiya m'informe d'un incendie en train d'attaquer le bâtiment. Quelques minutes après des images de l'édifice en feu commencent à déferler dans les réseaux sociaux. Nous vivons ainsi par appels téléphoniques et par images watshapp et facebook, malgré l'intervention des populations puis des sapeurs-pompiers et des forces de maintien de l'ordre, l'embrassement total des Editions Ifrikiya installées non loin de l'université de Yaoundé I. Une fois rendu à Yaoundé dans la matinée du 26 février, nous faisons le constat de la totale dévastation par les flammes des cinq pièces qui constituaient le siège des Editions Ifrikiya. Plus de 15 000 livres appartenant à plus d'une centaine d'auteurs partis en fumées, et une perte sèche de plus de cent millions de francs CFA. A cela, il faut ajouter toute une inestimable documentation variée, imprimées et numérique accumulée depuis 2007 dont il faudra évaluer le coût, ainsi qu'un matériel de bureau considérable.

Le feu à l'origine de cette tragédie est partie de décombres brûlés et mal éteints à la suite de l'opération de nettoyage hebdomadaire d'un site de commercialisation de bois en plein Yaoundé. Il a parcouru près de 150 mètres avant d'atteindre Ifrikiya.

Fondées en 2007 à la suite de la fusion de 3 petites maisons d'édition camerounaises. Bien connues à l'étranger comme au pays, les Editions Ifrikiya offrent un emploi direct à sept personnes. L'édition générale est le domaine d'action dans lequel elles sont très actives à travers des collections bien déterminées dont un catalogue d'œuvres qui viennent de paraître et d'autres en voie de l'être.

Yaoundé, le 28 février 2022 - Le Directeur Général

Aux auteurs, lecteurs, partenaires, amis des Editions Ifrikiya ; aux médias et au grand public.

Objet : incendie du 25 février ayant rasé les Editions Ifrikiya

Quelques minutes après des images de l'édifice en feu commencent à déferler dans les réseaux sociaux. Nous vivons ainsi par appels téléphoniques et par images watshapp et facebook, malgré l'intervention des populations puis des sapeurs-pompiers et des forces de maintien de l'ordre, l'embrassement total des Editions Ifrikiya installées en cette rue du quartier Melen appelée « Montée du Parc national », non loin de l'université de Yaoundé I.

Une fois rendu à Yaoundé dans la matinée du 26 février, nous faisons le constat de la totale dévastation par les flammes des cinq pièces qui constituaient le siège des Editions Ifrikiya. Plus de quinze mille (15 000) livres appartenant à plus d'une centaine d'auteurs partis en fumées, et une perte sèche de plus de cent millions de francs CFA. A cela, il faut ajouter toute une inestimable documentation variée, imprimées et numérique accumulée depuis 2007 dont il faudra évaluer le coût, ainsi qu'un matériel de bureau considérable.

Le feu à l'origine de cette tragédie est partie du dépôt de bois bien connu de la Montée du Parc national. Il a parcouru près de 150 mètres avant d'atteindre le bâtiment. Il aurait été causé par les restes de décombres brûlés et mal éteints en journée, à la suite de l'opération de nettoyage hebdomadaire de ce site de commercialisation de bois situé en plein quartier populaire de Yaoundé.

Fondées en 2007 à la suite de la fusion de trois petites maisons d'édition camerounaises et bien connues à l'étranger comme au pays, les Editions Ifrikiya offrent un emploi direct à sept personnes. L'édition générale est le domaine d'action dans lequel elles sont très actives à travers des collections bien déterminées.

Lorsque survient l'incendie, son actualité est dominée par un catalogue d'œuvres qui viennent de paraître et d'autres en voie de l'être.

L'équipe des Editions Ifrikiya et moi-même, tenons à exprimer notre gratitude et notre reconnaissance à toutes celles et à tous ceux qui, des quatre coins du monde, ne cessent de nous apporter des paroles de réconfort à la suite du drame de la nuit du 25 février.

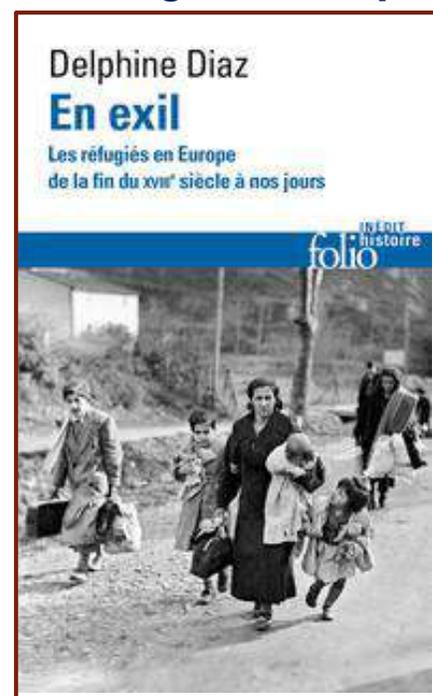
Malgré ce drame, les Editions Ifrikiya restent déterminées, avec le soutien que nous n'hésiterons pas bientôt à solliciter auprès de vous, à poursuivre l'œuvre de production et de diffusion de la littérature et de la pensée africaine contemporaine. Une première réunion de crise aura lieu demain 1er mars 2022 à Yaoundé qui jettera les bases des mesures de relèvement des Editions Ifrikiya.

Entre temps, nous rassurons les auteurs qui venaient de signer des contrats avec Ifrikiya ou qui étaient en voie de le faire, de continuer de nous faire confiance. Nos services continuent de fonctionner.

Veillez recevoir, mesdames et messieurs, nos salutations les meilleures.

(é) Jean-Claude Awono

Les réfugiés en Europe du XVIIIème siècle à nos jours



À l'heure où la « crise migratoire », parfois qualifiée de « crise de l'asile », n'en finit pas de diviser les États et les sociétés en Europe, cet ouvrage entend redonner une profondeur historique à une question d'actualité. Il interroge les multiples dénominations et représentations relatives aux « migrants » partis sous la contrainte, en allant de l'« exilé », du « proscrit », au « demandeur d'asile » et au « réfugié ». On y entend résonner les discours prononcés par des proscrits qui ont marqué leur temps, les échos des œuvres littéraires que les exilés nous ont laissées en héritage, depuis *Les Châtiments* de Victor Hugo jusqu'à *Persépolis* de Marjane Satrapi, mais on distingue aussi le murmure anonyme des « sans-État », souvent dénigrés et rejetés. Le livre donne enfin la part belle aux oubliés de la migration pourtant largement impliqués dans cette histoire en mouvement.

Grâce à un parcours chronologique qui commence avec les insurrections et révolutions de la fin du XVIII^e siècle et s'achève avec le temps présent de la migration contrainte, ce récit transnational de l'histoire des réfugiés donne vie et corps aux exilés d'hier et d'aujourd'hui : il restitue leur expérience collective mais aussi la singularité de leurs parcours européens.

Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là ! L'on connaît cette belle formule de Victor Hugo exilé dans les îles anglo-normandes durant le Second Empire. Delphine DIAZ fait ici une histoire européenne de l'exil, même si d'autres espaces géographique peuvent être ponctuellement convoqués. L'on part de l'Ancien régime pour arriver à notre situation actuelle. La mise en perspective est particulièrement passionnante et féconde. On découvre souvent que certaines problématiques que, nous croyons nouvelles, ne le sont pas. Ainsi accueillir des exilés provenant de tel ou tel pays soit, mais n'y a-t-il pas un risque terroriste ? La question se posait dès le 19^{ème} siècle avec en particulier le cas des anarchistes russes ou italiens.

Avec plus de 40 éditeurs jeunesse : EUX C'EST NOUS



Agissons ensemble pour les réfugiés ! Avec ce livre portons ensemble un message de bienvenue et de solidarité. Daniel Pennac, voix majeure de la littérature, nous invite d'abord à réfléchir et à ouvrir grand notre esprit et notre cœur. Puis Jessie Magana et Carole Saturna, à partir des 8 lettres du mot RÉFUGIÉS, proposent 8 courts textes pour aider les plus jeunes à comprendre. Serge Bloch apporte l'humanité de son trait à ce petit livre solidaire, à partager le plus largement possible !

Les revenus de la vente de cet ouvrage seront intégralement versés à la Cimade.

L'étranger qui fuit son pays, à cause de la guerre, des persécutions, de la faim, de la violence, nous ressemble. Mettons-NOUS un instant à sa place et alors, nous devenons EUX. Quel homme ne chercherait pas à fuir pour sauver sa peau, pour permettre à sa famille de ne pas trembler sous les bombes, de pouvoir penser librement, de manger à sa faim ... de vivre dignement.

C'est un instinct naturel, l'instinct de survie.

:« C'est pas parce qu'on est né dans un pays qu'on n'a pas le droit d'aller dans un autre, parce que la terre elle appartient à tout le monde. C'est pas parce qu'on est né à un endroit que cet endroit nous appartient à nous et pas aux autres. » (Lila. le racisme vu par les enfants de Mantes-la-Jolie, Enfants de tous les temps de tous les mondes.)

Et puis, selon la Déclaration universelle des droits de l'homme : " Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. «

Un texte de Daniel Pennac pour réfléchir sur nos peurs, les balayer, éliminer leur ombre, afin de raisonner avec plus de clarté.

Huit petits textes de Jessie Magana et Carole Saturno, comme les huit lettres du mot Réfugié, pour comprendre la notion de Réfugié, Étranger, Frontière, Urgence, Guerre, Immigration, Économie, Solidarité.

Un petit livre simple et efficace qui devrait être lu par le plus grand nombre, surtout les plus jeunes, pour se faire une idée des Réfugiés, d'Eux, autre que celle véhiculée dans les médias. Pour comprendre qu'Eux c'est nous.

Crise ukrainienne : l'ambassadeur kényan établit un parallèle avec le colonialisme en Afrique



Alors que le Conseil de sécurité des Nations unies débattait, ce 22 février, de la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de deux régions séparatistes en Ukraine, un discours à l'ONU de l'ambassadeur du Kenya Martin Kimani a attiré l'attention. La reconnaissance par la Russie de l'indépendance de deux régions

sécessionnistes prorusses en Ukraine a été condamnée par l'ambassadeur d Kenya dans des termes particuliers, rapporte CNN. Pour avertir que la position russe pouvait créer *“de nouvelles formes de domination et d'oppression”*, Martin Kimani a en effet établi un lien entre l'actuelle crise ukraïno-russe et le passé de l'Afrique

Colonialisme et impérialisme

Dans une allusion directe au colonialisme européen, Martin Kimani a déclaré que cette situation *“fait écho”* à l'histoire de l'Afrique :

Le Kenya et presque tous les pays africains sont nés de la fin de l'empire. Nos frontières n'ont pas été tracées de notre propre chef. Elles ont été tracées dans les lointaines métropoles coloniales de Londres, Paris et Lisbonne, sans aucun égard pour les anciennes nations qu'elles ont séparées. Au moment de l'indépendance, si nous avions choisi de poursuivre des États sur la base de l'homogénéité ethnique, raciale ou religieuse, nous serions encore en train de mener des guerres sanglantes ces nombreuses décennies plus tard. Plutôt que des nations qui regardent toujours en arrière dans l'histoire avec une dangereuse nostalgie. Nous avons choisi de suivre les règles de l'Organisation de l'unité africaine et de la Charte des Nations unies. Non pas parce que nos frontières nous satisfaisaient, mais parce que nous voulions quelque chose de plus grand, forgé dans la paix.

Selon l'expérience africaine, telle qu'elle a été retracée par l'ambassadeur du Kenya, tous les États formés à partir d'empires qui se sont effondrés ou se sont retirés du continent comptent de *“nombreux peuples qui aspirent à l'intégration avec les peuples des États voisins”*. Pourtant, un tel désir ne doit pas être poursuivi par la force, a prévenu le diplomate kényan. *“Nous devons achever notre rétablissement hors des cendres des empires défunts d'une manière qui ne nous replonge pas dans de nouvelles formes de domination et d'oppression”*, a-t-il conclu.

Le pape François en RDC et au Soudan du Sud en juillet



Le pape François se rendra du 2 au 7 juillet, dans ces 2 pays africains en proie aux violences et auxquels il manifeste une attention particulière. Le souverain pontife, 85 ans, se rendra d'abord en RDC du 2 au 5 juillet, dans les villes de Kinshasa et Goma, avant de visiter Juba, capitale du Soudan du Sud, du 5 au 7 juillet, en réponse à l'invitation des chefs d'Etat et des évêques des deux pays, a-t-il été annoncé le jeudi 3 mars.

« Le pape vient raviver l'espérance du peuple congolais, qui a besoin de la paix, de la sécurité et du bien-être », a réagi M^{gr} Marcel Utambi Tapa, président de la Conférence épiscopale nationale.. Selon l'archevêque de Kinshasa, cette visite est *« un don inestimable à notre pays, à notre peuple qui passe aujourd'hui des moments difficiles »*.

La RDC, pays de quelque 90 millions d'habitants en proie à des conflits armés persistants, compterait 40 % de catholiques, 35 % de protestants ou affiliés aux églises du réveil, 9 % de musulmans et 10 % de kimbanguistes (une église chrétienne née au Congo), selon des estimations. C'est un Etat laïque, mais la religion est omniprésente dans le quotidien des Congolais. L'Eglise catholique, en particulier, a parfois joué un rôle de premier plan dans la politique locale. Goma, la ville principale de la province du Nord-Kivu, dans l'est du pays, est le théâtre de violences de groupes armés depuis plus de 25 ans. La dernière visite d'un pape à Kinshasa remonte à août 1985, quand Jean-Paul II avait passé deux jours dans le pays, qui s'appelait alors Zaïre.

Instabilité chronique

La visite au Soudan du Sud sera la première d'un pape depuis la création du pays, en 2011. Epruvé par une instabilité chronique, ce pays pauvre de 11 millions d'habitants a sombré dans une sanglante guerre civile, entre 2013 et 2018, opposant les ennemis jurés Riek Machar et Salva Kiir coûtant la vie à près de 400 000 personnes et forçant des millions d'autres à fuir leur foyer. Malgré un accord de paix signé en 2018 pour un partage du pouvoir au sein d'un gouvernement d'union nationale, des querelles persistent entre les rivaux au sommet de l'Etat et les violences se poursuivent. Selon l'ONU, au moins 440 civils ont été tués entre juin et septembre 2021 dans des affrontements entre factions des deux camps.

Le Saint-Siège s'était directement impliqué dans les négociations en tenant un rôle de médiateur. En 2019, François avait même convié au Vatican Salva Kiir et Riek Machar pour une retraite spirituelle à l'issue de laquelle il s'était agenouillé devant eux en leur implorant de faire la paix, un geste symboliquement fort qui avait marqué les esprits.

En Afrique, la peur de la Russie

Les différentes déclarations du président sénégalais, Macky Sall, au sujet de la guerre en Ukraine couvrent, à elles seules, une bonne partie de la gamme des positionnements des pays africains vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine, dont la puissance brutale attire certains mais

effraie d'autres encore davantage. Il y eut, d'une part l'expression d'un chef d'Etat soucieux de ménager une opinion publique au sein de laquelle monte sensiblement le discours antifrançais en particulier et antioccidental d'une manière générale.

Et, sur un autre ton, Macky Sall assure, en 2022, la présidence tournante de l'Union africaine, forte de 55 membres, qui appelle au « *respect impératif de la souveraineté nationale de l'Ukraine* ».

Ces variations se sont exprimées, mercredi 2 mars, dans l'enceinte des Nations unies, à New York. L'assemblée générale y a adopté à une écrasante majorité une résolution à l'intitulé sans équivoque : « Agression contre l'Ukraine ». Sur les 193 pays membres de l'ONU, 141 ont approuvé le texte. Cinq s'y sont opposés. Trente-cinq se sont abstenus, parmi lesquels 17 pays africains, dont le Sénégal. Le texte dénonçait pourtant dans des termes très comparables à ceux de l'Union africaine l'offensive russe. La Cedeao, l'organisation sous-régionale ouest-africaine, et le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, avaient, eux aussi, « *condamné l'invasion militaire* » et « *exhorté* » les deux parties à « *un cessez-le-feu* ».

A Paris, un diplomate concède, sous le couvert de l'anonymat, que l'abstention sénégalaise jointe à celle d'autres pays d'Afrique francophone est problématique ».

Elle s'expliquerait par la « *peur* » que la Russie instille. « *Non pas la peur d'une offensive militaire de type Wagner [la société privée de sécurité liée au Kremlin très active au Soudan, au Mali et en Centrafrique], mais d'être l'objet d'une offensive de désinformation manipulant l'opinion qui a atteint un tel point qu'elle provoque une forme de tétanisation chez certains de nos partenaires.* »

En Ouganda, une partie de l'élite dirigeante affiche ses penchants prorusses

Si le président Yoweri Museveni n'a pas pris position sur la guerre en Ukraine, son fils, commandant de l'armée de terre, estime que « Poutine a entièrement raison ». Si le président, l'un des alliés historiques des Etats-Unis en Afrique de l'Est, n'a donc pas pris de position publique officielle depuis le début des combats, d'autres figures parmi les autorités ont exprimé sans détour leurs penchants prorusses sur différentes plates-formes.



« La poutinophilie d'une partie des Africains

relève d'abord d'un rejet de l'Occident »



Le chercheur camerounais Paul-Simon Handy décrypte le positionnement des Etats africains et des opinions publiques vis-à-vis de Moscou et de sa guerre en Ukraine.

Alors que l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) a adopté, mercredi 2 mars, à une écrasante majorité (141 Etats sur 193), une résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, dix-sept Etats africains se sont abstenus et sept autres, absents, n'ont pas pris part au vote.

Cette abstention de 17 pays africains constitue-t-elle une surprise ?

Non, on pouvait même s'attendre à un nombre plus important d'abstentionnistes africains, pour deux raisons. En premier lieu, l'éloignement géographique du conflit crée une certaine distance émotionnelle. Ensuite, cette guerre met aux prises de grandes puissances, ce qui, comme souvent en Afrique, provoque un réflexe de non-alignement. Plus que ces abstentions ou que le vote isolé de l'Eythrée contre la résolution, ce qu'il faut retenir, c'est plutôt la condamnation massive par des pays africains de l'invasion russe. Ils sont en effet 28 sur 55 dans ce cas ce qui montre qu'une majorité de pays africains tiennent au principe d'intangibilité des frontières et au respect, par les grands pays, de l'intégrité territoriale des petits Etats – des principes non négociables, selon eux. A Moscou, ces abstentions ont pourtant été perçues comme un geste amical, voire une victoire.

Parmi les pays qui n'ont pas pris part au vote, la Guinée et le Burkina Faso sont aux mains de juntas militaires. Cela a-t-il joué un rôle ?

En Guinée comme au Burkina Faso, les mécanismes de transition peinent à se mettre en place. Leurs dirigeants n'attendent pas de clémence de la part de la France et de l'Union européenne. Et les putschistes à la tête de ces deux pays ont récemment été approchés par des mercenaires russes : il s'agit de ne pas irriter un allié potentiel.

Des faits réels, au temps des colonies et des « zoos humains »



Annelise Heurtier est auteure d'ouvrage pour la jeunesse. Originnaire de la région lyonnaise mais vivant actuellement en Martinique, elle écrit pour les très jeunes jusqu'aux romans pour adolescents. Souvent inspirés de faits réels, ses textes sont autant de prétextes au voyage et à la découverte de cultures et de parcours de vie singuliers. Dans son roman **Des sauvages et des Hommes à paraître le 6 avril 2022 aux éditions Casterman, elle plonge le jeune public dans l'histoire des expositions coloniales et des zoos humains à travers le parcours du jeune kanak Edou, qui choisit de suivre sa tribu pour une « mission spéciale » à Paris.**

Pascal Blanchard signe la préface de l'ouvrage

Quand j'habitais à Tahiti, je ne manquais jamais d'aller au FIFO (Festival International du Film documentaire Océanien), où l'on pouvait voir des films époustouflants en provenance de toute l'Océanie. A l'occasion j'ai découvert l'histoire des Kanaks exhibés au Jardin d'acclimatation en 1931, dans un documentaire consacré à Christian Karembou, dont le grand-père avait fait partie des engagés recrutés pour montrer leur culture aux parisiens. Cette histoire m'a bouleversée. Pendant longtemps, je l'ai gardée sans savoir comment m'en emparer, cherchant un lien avec le présent, une histoire de non-dits, d'humiliation refoulée, de violence contenue et sédimentée, sur plusieurs générations.

À la fin de l'année 2020, cette histoire a ressurgi. Et j'ai songé que je pouvais peut-être tout simplement raconter l'histoire de ces engagés, un peu comme je l'ai fait pour celle des Neuf de Little Rock dans Sweet Sixteen (Casterman, 2013), c'est-à-dire en restant le plus fidèle possible au contexte historique mais en y mêlant des éléments de fiction... Si tant est qu'une documentation suffisante puisse exister. Je me suis donc embarquée des recherches dépassant la seule histoire des 111 océaniens (dans l'étude de Joël Dauphiné, De la case au zoo (L'Harmattan, 1998). Construction du racisme et évolution des théories entre monogénisme et polygénisme, conquêtes coloniales, « zoos humains », France de l'après-Grande guerre, modes de pensée, courants artistiques et littéraires, architecture... Mais aussi, bien sûr et surtout, l'histoire particulière de la Nouvelle-Calédonie –comme le pendant négatif de l'Éden tahitien – entre acculturation occidentale forcée et défense des cultures traditionnelles, et des impacts économiques, sociétaux, psychologiques engendrés par la présence française.

« Femmes et science en Afrique : une révolution silencieuse »



Dans le cadre de la clôture des activités du mois dédié à la lutte pour les droits de femme, la Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM) a projeté, le 30 mars à l'Institut français du Congo, le documentaire « **Femmes et science en Afrique, une révolution silencieuse** ».

C'est en présence de Kate Thompson-Gorry, Michel Welterlin et de Francine Ntoumi, respectivement réalisatrice, producteur et l'une des héroïnes du film, que s'est faite la projection de « *Femmes et science en Afrique : une révolution silencieuse* » - documentaire inédit au cœur d'une communauté bouillonnante de femmes du continent, réservoir unique de talents pour la science et l'innovation. Des femmes qui, par leur dynamisme, leur travail acharné et leur implication pour l'égalité des droits, ont réussi à briser les stéréotypes dans le milieu de la recherche, tout en participant aujourd'hui au développement de l'Afrique. Pre Tebello Nyokong (Chimiste) de l'Afrique du Sud, Pre Francine Ntoumi (Biologiste moléculaire) de la République du Congo et enfin, Zara Randriamanakoto (Astrophysicienne) de Madagascar, sont les trois protagonistes du film. En 51 min, l'œuvre les met en lumière et apporte des réponses aux questions ayant un lien direct avec leurs parcours et leurs exploits : qui sont ces femmes ? Quels obstacles ont-elles dû surmonter pour arriver au sommet de leur art ? Quel impact ont-elles sur leur communauté ? Sauront-elles trouver des solutions concrètes aux défis majeurs du XXI^e siècle ? Et si le Einstein de demain était une femme africaine ?

La projection du film s'est suivie d'une causerie-débat avec l'assistance composée, entre autres, des cadres ministériels, scientifiques, enseignants et chercheurs, étudiants, élèves, communicants, cinéastes, etc. « *Mon métier de réalisatrice est avant tout de raconter des histoires qui peuvent porter, inspirer et faire découvrir des choses et des personnes qu'on ne connaît pas forcément. En étudiant le sujet de la science, j'ai découvert ces trois femmes exceptionnelles que je ne connaissais pas. Et d'ailleurs, le titre révolution silencieuse, c'est parce qu'il y a des femmes scientifiques en Afrique, mais peu d'entre elles sont connues. A travers ce film, j'ai voulu donner une voix à ces femmes et faire connaître cette révolution* », a fait savoir Kate Thompson-Gorry, réalisatrice du documentaire sorti en 2019.

« *Femmes et science en Afrique : une révolution silencieuse* » a été produit par Michel Welterlin et la compagnie Taxi-Brousse, avec le soutien de Canal + international et de la fondation L'Oréal.

Des intempéries tuent à Brazzaville et à Kinshasa



De fortes pluies se sont abattues cette semaine aussi bien sur Brazzaville que sur Kinshasa, deux capitales riveraines du fleuve Congo, causant des dégâts humains et matériels.

Au moins 3 personnes sont mortes, mardi à Brazzaville, dans les inondations provoquées par les fortes précipitations sur la capitale congolaise, Brazzaville et ses environs.

Les 3 morts ont été rapportés au quartier Manianga de la capitale Brazzaville où des avenues entières ont été submergées par la crue.

Les victimes ont été ensevelies dans les décombres d'un mur qui s'était effondré pendant la pluie. Des dégâts similaires, mais dont le bilan n'a pas encore été communiqué par les autorités, ont été rapportés au quartier Intendance.

Le viaduc de la corniche de Brazzaville, infrastructure emblématique du Congo s'est également effondré, selon des images diffusées par la presse congolaise. L'effondrement d'une partie de cette infrastructure inaugurée en 2016 après des travaux qui ont coûté 72 milliards de francs CFA, a suscité la consternation.

De l'autre côté du fleuve Congo qui sépare les deux capitales, les mêmes pluies ont provoqué des inondations à Kinshasa où 4 personnes d'une même famille sont mortes électrocutées dans leur maison inondée par de grandes quantités d'eau.

Inondations fréquentes

Le Congo Brazza a été frappé par de fortes inondations en septembre 2021. Au moins 15 personnes sont mortes, 9 ont été portées disparues et des milliers ont été déplacées après des semaines d'inondations. Selon les autorités gouvernementales, 71 690 personnes ont été affectées par les inondations en octobre et novembre 2021 dans les départements de la Likouala, Cuvette, Plateaux et Sangha. Le gouvernement du Congo a déclaré l'état de catastrophe humanitaire le 29 novembre 2021. La Chine a annoncé une assistance de 500 000 dollars pour venir en aide aux populations victimes des inondations dans la partie septentrionale de la République du Congo.

Quant à la République démocratique du Congo, 7 fois plus grande que sa voisine, elle est régulièrement frappée par des inondations dont les plus meurtrières ayant frappé sa capitale remontent à fin 2019 où 54 personnes avaient péri dans des éboulements de terre.

Congo-Brazza: dix ans après l'explosion de Mpila, de nombreux sinistrés attendent toujours l'aide promise



Le 4 mars 2012, le quartier Mpila à l'est de Brazzaville était soufflé par des explosions qui ont fait près de 300 morts, plus de 3 000 blessés dont 114 invalides, et 17 000 sans-abris dont la plupart n'ont toujours pas trouvé un logement décent

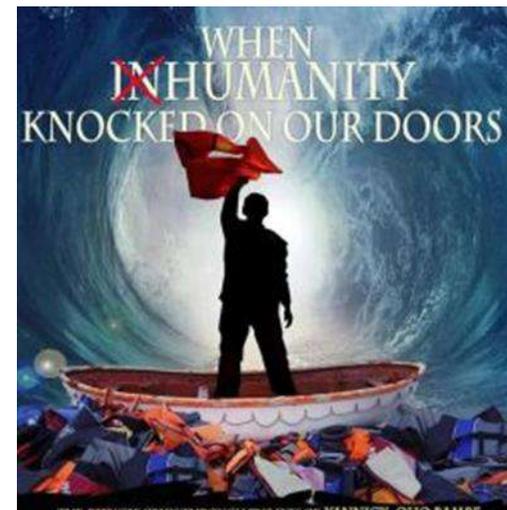
Une marche des sinistrés de Mpila dispersée par la police

Plusieurs dizaines de victimes de Mpila qui réclament la reconstruction de leurs maisons, ont été dispersées par la police à coups de gaz lacrymogènes. Pris de colère, ils ont brûlé les pneus et répondu par des jets de pierres. La plupart des sinistrés, qui dorment essentiellement dans des baraques, réclament la reconstruction de leurs maisons détruites. « *Nous sommes descendus dans la rue dans le seul but de marcher et réclamer nos droits, s'indigne une femme en colère. Nous demandons à l'Etat de reconstruire nos maisons ou de nous donner l'argent pour qu'on le fasse nous-mêmes !* ».

Des rescapés de Mpila se font déloger

Près d'une quarantaine de familles victimes de Mpila, relogées au site de mille logements de Kintélé au nord de la ville ont du quitter les lieux en début de semaine sur demande de la municipalité, alors qu'elles y étaient installées depuis cette catastrophe. « *Vraiment, on ne sait même pas quoi dire. On est fatigués* », hurle une sinistrée rouge de colère. Elle a été chassée de chez elle et la serrure de sa maison changée pour qu'elle n'y ait plus accès. « *Nous sommes un collectif de 39 familles sinistrées. La mairie de Kintélé veut nous faire passer du statut de sinistrés à celui de locataires et nous demande de régulariser notre situation à ce niveau-là. Nous pensons que la meilleure régularisation serait la reconstruction de nos maisons par l'État* ».

Quand l'humanité frappe à nos portes, à quoi pensons-nous? à quoi rêvons-nous?



« *Qu'est-ce que la crise humanitaire et de réfugiés mondiale, qui s'est produite à l'été 2015 dans des proportions inégalables, peut me révéler par rapport au modèle de société que nous sommes en train de construire et que nous laisserons aux générations futures ?* » C'est par cette question que s'ouvre le film documentaire *Quand l'humanité a frappé à nos portes*, réalisé par Yannick Oho Bambe, poète et activiste social, installé à Londres depuis 20 ans. Une question ardente, urgente, criante qui court aussi bien dans les ruelles de Calais (France), que celles de Samos (Grèce), Bidibidi (Ouganda) ou Zaatari (Jordanie).

Car oui, 1% de l'humanité est aujourd'hui déplacée¹, et ce chiffre, au regard des dernières actualités ne cessera d'augmenter. Mais peut-on regarder un chiffre en face ? Aux statistiques Yannick Oho Bambe préfère les hommes et femmes de plein vent et le *radical love*. Il décide donc en 2015 de rejoindre le cœur battant du Camp de Calais pour faire bouger les lignes, interroger ce qu'il nomme une « crise civilisationnelle », à travers l'angle pudique et délicat de sa caméra.

Yannick, en tant que réalisateur, tu œuvres depuis de longues années pour l'inclusion sociale et l'éducation populaire en Angleterre, quel a été ton déclic pour la réalisation de ce documentaire ?

Yannick Oho Bambe : Mon déclic est né d'un choc : celui que j'ai eu en voyant la photo du petit Aylan sur une plage turque à l'été indien 2015 faisant le tour des réseaux sociaux. C'était l'image de trop. Je me suis dit « *cette crise migratoire, c'est de la folie* » et j'ai spontanément décidé de me rendre, avec ma caméra, à Calais. Tout ce que je savais c'était que je voulais apporter un autre regard sur la situation et susciter des questions que l'on doit se poser en tant que société. Lorsque je suis arrivé, j'ai d'abord arpenté les rues de cette cité et je suis tombé sur des bénévoles qui avaient fait naître la première école du Camp : *L'école laïque du chemin des Dunes*. C'était le jour de l'anniversaire de Zimako Mel Jone, un des fondateurs de ce lieu magique ; et au milieu de la boue et des conditions inhumaines dans lesquelles les gens se trouvaient, ils fêtaient gaiement ce jour spécial. J'ai trinqué avec eux et j'ai tout de suite su quelle allait être la direction de mon documentaire.



Tu montres le cœur battant de « *la jungle de Calais* » sans parler de nationalités, de conflits, de papiers... où la cohésion sociale et l'entraide semblent dominer.

La « *jungle* » de Calais est un endroit surmédiatisé. De nombreux journalistes y viennent avec leurs caméras

et sont assez offensifs, voyeuristes. Les exilés sont souvent approchés, interrogés, observés et développent presque une phobie des médias. Mon idée n'était pas de filmer les exilés mais plutôt de discuter avec eux, de les écouter, de prêter attention aux liens et à la dynamique sociale qui existaient là-bas. Ce qui m'a fasciné c'est que ce lieu regorge d'initiatives et de bâtisseurs. Toutes les personnes en présence contribuent à la création d'un monde nouveau. Chaque initiative individuelle compte – peu importe la qualification ou les compétences des uns et des autres -, chacun « fait sa part » pour reprendre une expression des autres. Ce que j'ai vu là-bas est un aperçu de ce qu'une société est capable de créer comme vivre-ensemble.

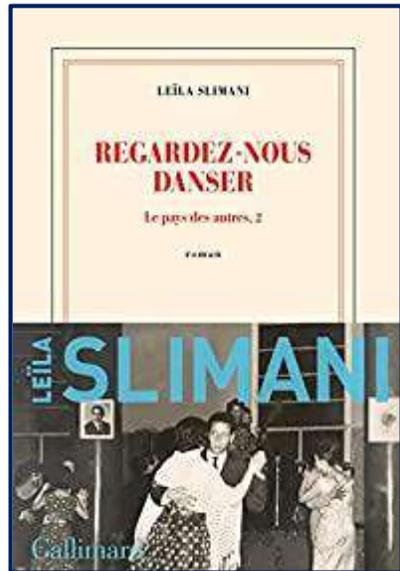
Tu donnes la parole aux bénévoles sur place dont des témoignages de professeurs de français et d'anglais ou le rapport d'un exilé avec la langue du pays.

Je crois que la maîtrise de la langue est effectivement une arme pour quiconque arrive dans un espace nouveau. « s'ils parlent français ou anglais, les réfugiés sont plus susceptibles de défendre leurs décisions, leurs choix, ce pourquoi ils sont ici et d'être entendus, compris d'égal à égal. Je viens du Cameroun où la langue et le verbe sont culturellement ancrés, ils se transmettent par les griots, j'y suis donc sensible. Passer du temps dans les classes avec les apprenants et les professeurs était aussi ce qui me semble précieux : l'apprentissage et la transmission mutuelle.

Tu filmes également le démantèlement du 22 février 2016, ordonné par Bernard Cazeneuve, alors Premier Ministre du Gouvernement Hollande.

Dans ce genre de situation les sentiments sont très mêlés. Je crois que j'ai d'abord ressenti une forme d'espoir. J'espérais que les personnes réfugiées trouvent, suite à cette action, de meilleures conditions de vie, un meilleur accompagnement...car nous n'étions pas forcément pour le maintien du camp. Mais avons-nous loupé l'apprentissage d'une meilleure société à *penser, rêver, oser, créer*² ? Dans ces lieux, il y avait une graine d'humanité nouvelle à faire germer. Enfin, je ressentais de l'anxiété liée au manque de sécurité et à l'hostilité d'une partie du corps de la police envers les migrants.

Regardez-nous danser de Lëila Slimani



« Année après année, Mathilde revint à la charge. Chaque été, quand soufflait le chergui et que la chaleur, écrasante, lui portait sur les nerfs, elle lançait cette idée de piscine qui révulsait son époux. Ils ne faisaient aucun mal, ils avaient bien le droit de profiter de la vie, eux qui avaient sacrifié leurs plus belles années à la guerre puis à l'exploitation de cette ferme. Elle voulait cette piscine, elle la voulait en compensation de ses sacrifices, de sa solitude, de sa jeunesse perdue. »

1968 : à force de ténacité, Amine a fait de son domaine aride une entreprise florissante. Il appartient désormais à une nouvelle bourgeoisie qui prospère, fait la fête et croit en des lendemains heureux. Mais le Maroc indépendant peine à fonder

son identité nouvelle, déchiré entre les archaïsmes et les tentations illusoire de la modernité occidentale, entre l'obsession de l'image et les plaies de la honte.

C'est dans cette période trouble, entre hédonisme et répression, qu'une nouvelle génération va devoir faire des choix.

Regardez-nous danser poursuit et enrichit une fresque familiale vibrante d'émotions, incarnée dans des figures inoubliables.

Dans ce Maroc, très loin d'un simple décor sans profondeur ni densité, l'auteure montre parfaitement comment la société pénètre dans le microcosme familial, s'insinue dans les trajectoires individuelles, notamment celles des jeunes. Aïcha, Selim et Medhi (le futur mari d'Aïcha) aspirent à l'ascenseur social par les études, ou à l'hédonisme, tiraillés en permanence. Comment s'arranger avec soi-même pour arracher son droit à être heureux sans trahir ses rêves dans une société aussi complexe et étouffante ?

Passionnante, cette vaste fresque se vit de l'intérieur, au travers d'une famille inspirée de celle de l'auteur. Histoire intime et évocation historique se mêlent ainsi étroitement pour donner à la narration intensité et profondeur, dans une reconstitution sensible et habitée dont le souffle n'a d'égal que sa subtilité. Ce deuxième tome que l'on pourra lire de préférence, mais pas nécessairement, après le premier, est une nouvelle réussite qui fait attendre impatiemment l'ultime volet de la trilogie.

Vivre ensemble ou séparés à Sarcelles



9782204129930 200 pages

LE CERF (03/03/2022)

Sarcelles 1990 ou la cité des diversités et des communautés heureuses. Sarcelles 2020 ou la cité des divisions et des rivalités identitaires.

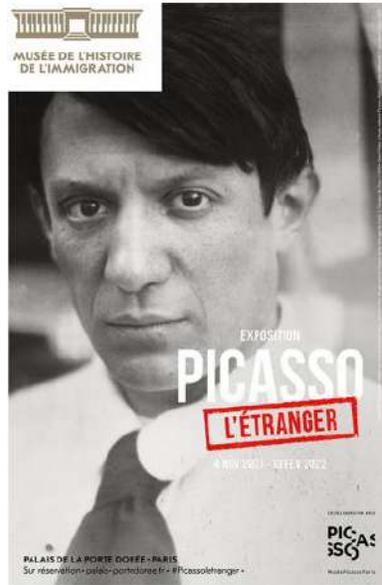
Revenant dans cette ville-symbole dont elle est originaire, la journaliste Noémie Halioua découvre une réalité bien différente. La cité-dortoir, qui s'était si longtemps voulue rebelle à la malédiction de la banlieue, n'est plus ce qu'elle était. Juifs, chrétiens et musulmans qui la peuplaient et rêvaient d'une société nouvelle, brassant les cultes et les cultures, dépassant les barrières des langues et des coutumes, sont rattrapés par la guerre des identités. Ainsi débute le règne de l'hostilité.

Chronique d'une enfance douce, récit initiatique, enquête sociologique de terrain, mais aussi essai politique sur la faillite du multiculturalisme, miroir nostalgique et émouvant d'un monde en train de disparaître, ce livre fort et aigu décrit les fractures de la France d'aujourd'hui. Un livre décisif, incarné, au féminin, superbement écrit, sur le grand malaise français.



Après une inauguration tardive par François Hollande le musée était pris en tenaille entre sa mission historique et l'actualité, son considérable retard pédagogique et l'indifférence des pouvoirs publics. Bien que national, il n'a jamais obtenu de réel soutien politique, ni financier. La France demeure incapable de voir l'immigration autrement que comme la part maudite de son histoire dénonçait Benjamin Stora.

Et pourtant alors que l'immigration monopolise les débats, le Musée national de l'Histoire de l'immigration, construit dans la douleur au Palais de la Porte-Dorée, à Paris, tente de remplir sa mission historique. Et politique.

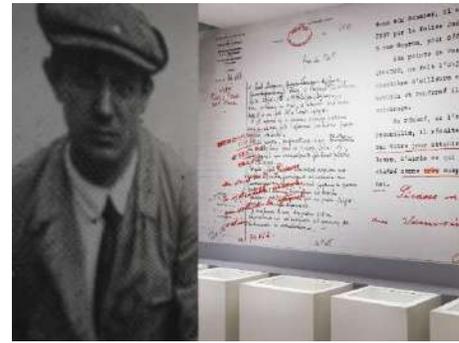


Surveillé, fiché, soupçonné, Pablo Picasso n'est jamais devenu français. Si fier aujourd'hui de son héritage, le pays qu'il avait choisi dès 1900 lui a pourtant, en avril 1940, refusé la naturalisation. C'est l'histoire fascinante révélée par *Picasso l'étranger*, au Musée national de l'Histoire de l'immigration (MNHI) jusqu'au 13 février : une exposition prestigieuse et populaire, et un aboutissement pour cette institution née péniblement en 2007, qui affichait dans son projet scientifique et culturel l'ambitieux objectif, en sauvegardant l'histoire de l'immigration, de « faire évoluer les regards et les mentalités ».

On a l'impression que tout a été dit sur Picasso, l'artiste mythique du XX^e siècle. Aucune œuvre n'a provoqué autant de passions, de débats, de polémiques que la sienne. Mais qui a conscience aujourd'hui des obstacles qui pavèrent la route du jeune artiste, convaincu de son

génie, qui débarque à Paris en 1900 sans parler un mot de français ? Comment Picasso se repère-t-il dans cette métropole moderne, encore secouée par les séquelles de l'Affaire Dreyfus ? Comment organise-t-il ses premières amitiés, ses premiers succès ? Pourquoi, en 1940, alors qu'il est célébré dans le monde entier, sa demande de naturalisation française est-elle refusée ? Pourquoi son œuvre reste-t-elle invisible dans les musées de son pays d'accueil jusqu'en 1947 ?

Prenant appui sur une enquête stupéfiante menée par l'historienne Annie Cohen-Solal, cette exposition porte un regard radicalement nouveau sur l'un des plus grands artistes de notre temps : Pablo Picasso.



Telles sont quelques-unes des questions soulevées par l'exposition *Picasso l'étranger*. Tel est l'angle inédit adopté par sa commissaire, l'historienne Annie Cohen-Solal. La situation existentielle de Picasso étranger en France, insiste-t-elle, a conditionné sa démarche de création artistique. Six années de recherches dans des fonds d'archives inexploités ont permis de dévoiler les anomalies, les décalages, les scandales même parfois qui attendaient Picasso

dans un pays aux institutions obsolètes, secoué par des vagues de xénophobie jusqu'en 1945. C'est dès juin 1901, au moment de sa première exposition à la galerie Vollard, que la police constitue un dossier contre lui, le décrivant comme anarchiste. Pendant 40 ans, dans les administrations françaises, Picasso sera perçu comme un intrus, un étranger, un homme d'extrême gauche, un artiste d'avant-garde - autant de stigmates dont il ne parla jamais à personne, mais qui marquèrent indéniablement son quotidien.

De fait, au-delà de sa production artistique considérable, Picasso va aussi révéler des talents politiques hors pair, devenant un puissant vecteur de modernisation de la France. En 1955, en artiste global et étranger illustre, il s'installe pour toujours dans le Midi, choisissant le Sud contre le Nord, les artisans contre les beaux-arts, la région contre la capitale. Aujourd'hui, son expérience d'exclusion ne rejoint-elle pas l'expérience de tous ceux qui se sont heurtés au rejet de l'autre ? L'habileté de ses réactions ne constitue-t-elle pas un modèle à contempler et même à suivre ?

Sa demande de naturalisation, soigneusement dactylographiée, est ornée d'une spectaculaire signature manuscrite. À la fin du parcours, on apprend qu'en 1958 le gouvernement de Gaulle lui a offert la nationalité française. Pablo Picasso l'a refusée.

L'exposition est accompagnée d'un catalogue, réunissant un panel inédit de 25 écrivains et intellectuels de toutes disciplines et de tous pays qui se penchent à leur tour sur la question de l'étranger et de l'autre.



2 personnages, issus de la diaspora maghrébine mais très différents, commencent à se rapprocher grâce à la poésie érotique arabe du Moyen-Âge. Brillant ! Après *À peine j'ouvre les yeux* (2015), qui se passait en Tunisie, la réalisatrice Leyla Bouzid nous fait à présent découvrir son deuxième long-métrage, *Une histoire d'amour et de désir*, légitimement distingué par l'Étalon de bronze au Fespaco 2021 et le Valois d'Or ainsi que le Valois du meilleur acteur au Festival du film francophone d'Angoulême 2021. Comme dans *À peine j'ouvre les yeux*, on retrouve dans ce deuxième film un personnage dénommé Farah, ici aussi une étudiante tunisienne éprise de liberté.

On retrouve également les thèmes de la jeunesse, de la construction identitaire, du rêve d'un avenir qui reste à écrire et d'un présent qui se résume à une longue suite de points de suspension et de points d'interrogation interminable. Cette fois, en revanche, l'histoire ne se déroule plus à Tunis, mais dans la capitale hexagonale, à l'Université de la Sorbonne où Leyla Bouzid avait d'ailleurs également suivi des cours de lettres, à l'image des personnages du film.

Farah y rencontre Ahmed, un jeune français d'origine algérienne, qui n'a cependant jamais posé les pieds en Algérie et ne parle pas arabe. Le jeune homme est fils d'un journaliste qui a dû s'exiler, il se montre taciturne et inhibé, travaille à côté des cours comme déménageur, mais caresse en secret le rêve de devenir écrivain. Les deux jeunes gens se retrouvent dans un cours de poésie érotique arabe, dont la professeure est interprétée par Aurélia Petit, notamment mémorable en caissière de station-essence dans une fameuse scène de "Tournée" de Mathieu Amalric (2010). Assez rapidement, Farah et Ahmed se rapprochent. Ils se rendent ensemble dans une librairie pour acheter des livres qu'ils ont besoin de consulter pour leurs cours, dont **Le Jardin Parfumé**, un manuel d'érotologie, rédigé par l'érudite Cheik Nefzaoui au XVème siècle. Décomplexée et amusée, Farah trouve une liste de périphrases utilisées pour désigner l'organe sexuel masculin, et déclare en riant à Ahmed qu'on peut notamment dire "le frappeur" et "le frotteur". Ahmed reste de marbre, et juge, péremptoire, que "ce n'est pas de la littérature, ça".



"L'Empire du silence" dénonce plus de deux décennies d'impunité en RDC



Pour « L'Empire du silence », Thierry Michel a puisé dans les archives des images d'exodes et de déplacements de population au Congo

« L'Empire du silence » : une ode aux souffrances du Congo, pays au conflit inextinguible

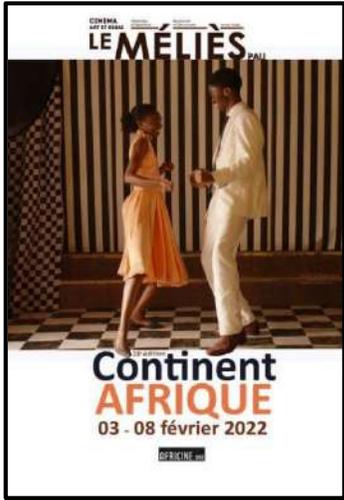
Le réalisateur Thierry Michel fait la synthèse de son travail mené pendant trente ans autour du pays blessé par presque autant d'années de guerre.



Ses quelque treize films, réalisés entre 1992 et 2022, qui constituent une incomparable radiographie politique, sociale et anthropologique de la RDC, et des affres historiques qui l'ont tour à tour façonné et défiguré depuis la colonisation.

Aussi bien, l'interrogation fondamentale : pourquoi ce pays grand comme l'Europe, aux ressources exceptionnelles en minerais, est-il l'un des plus pauvres du monde ? Et pourquoi l'état de guerre avérée ou larvée qui y sévit depuis près de trente ans et qui a fait des millions de morts ne fait-il l'objet d'aucune sanction internationale ? Il est à redouter que la réponse soit la plus cruelle que l'on puisse imaginer : parce que cela, directement ou indirectement, arrange tout le monde. Le pouvoir en place. Les rebelles. Les pays environnants. L'Occident. Tous les acteurs de ce conflit inextinguible, tels des charognards autour d'un animal blessé, n'ont de cesse de profiter de ses ressources vitales. Exodes et déplacements de population, massacres aveugles, charniers, enfants dévorés par les insectes, famine, maladie, enfants-soldats... « *Les corbeaux avaient mangé tellement de cadavres qu'ils ne pouvaient plus voler.* » Un mot qui fait image et se passe de plus longs commentaires.

Encore faut-il tenter de comprendre de quoi il retourne, tâche rendue malaisée par la longueur inaccoutumée des conflits, la complexité des motivations (cycle des vengeances, désir d'expansion territoriale, pillage des richesses, logiques tortueuses de l'impunité...), la multiplication des belligérants, l'absurdité de ce qui tourne rapidement à une guerre de tous contre tous.



Continent Afrique (Pau) a proposé une carte blanche à Africiné Magazine (Dakar), partenaire fidèle et soutien indispensable depuis de nombreuses années. Son rédacteur en chef Thierno Dia et son équipe ont choisi 7 films qui reflètent la diversité et la vitalité de la production cinématographique africaine.

Si ces films sont différents à la fois par leur thématique, leur traitement, leur propos, un fil rouge les lit : la figure de la femme ou des femmes émancipatrices.

Ces regards multiples portés racontent tous une histoire, celle de l'Afrique d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Il est question d'émancipation, de résistance, de résilience, il est question de vie, de compassion, de

poésie, de questionnements et d'amour.

Vive le cinéma et celles et ceux qui le font !

Cette 28ème édition a lieu du 03 / 08 février, toujours au Cinéma Le Méliès de Pau.

SOIRÉE D'OUVERTURE - Le Jeudi 03 février à 20h30

– **LA FEMME DU FOSSEUR (The Gravedigger's Wife)**, de Khadar AHMED, Somalie – Finlande, 2021 Rencontre avec Thierno DIA, Rédacteur en chef – Africiné Magazine Les FILMS

– **PARTIR ?**, de Mary-Noël NIBA (Cameroun)

– **RÊVE (ARGU)**, de Omar BELKACEMI (Algérie)

– **L'INDOMPTABLE FEU DU PRINTEMPS (This Is Not a Burial, It's a Resurrection)**, de Lemohang Jeremiah MOSESE (Lesotho)

– **LES ANONYMES (Nameless)**, de Mutiganda WA NKUNDA (Rwanda)

– **JOM**, de Ababacar SAMB Makharam (Sénégal)

– **LES TROIS LASCARS**, de Boubakar DIALLO (Burkina Faso)

+ de nombreuses reprises de films anciens

[PROGRAMME COMPLET À TÉLÉCHARGER ICI](#)

www.lemelies.net/images/pdf/continentafrique2022.pdf



Retour sur la manifestation pour le climat et la justice sociale du 12 mars 2022

Retrouvez en images la manifestation où nous étions plus de 32 000 à Paris et 80 000 dans toute la France à nous mobiliser pour la justice climatique et sociale.

À moins d'un mois de l'élection présidentielle, nous devons continuer de rappeler l'ordre des priorités, amplifier la mobilisation et faire de 2022 l'année où la France a enfin pris le chemin d'un avenir juste et soutenable pour toutes et tous.

Plusieurs candidats à l'élection présidentielle seront d'ailleurs présents dans le cortège : Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon ou encore Anne Hidalgo. "*Le climat est jusque-là un grand absent de cette campagne électorale*", constate le journaliste, qui précise que "*pourant, le dernier rapport du GIEC se montre particulièrement alarmiste*". De plus, l'environnement est le troisième sujet principal de préoccupation des Français, après le pouvoir d'achat et la guerre en Ukraine. La guerre a d'ailleurs permis de relancer les discussions sur la dépendance énergétique de l'Europe.

Que cela soit à Besançon (Doubs), Rouen (Seine-Maritime), Pau (Pyrénées-Atlantiques) ou Lille (Nord), des manifestants se sont réunis dans la rue, samedi 12 mars, avec une volonté : faire passer le climat e priorité dans le débat présidentiel. "*Je pense qu'il y a le feu. Si on n'éteint pas le feu très rapidement, ce sera vraiment très, très dommage pour nos petits-enfants notamment*", alerte une manifestante à Lille.

Contre le G7 et son monde

Du 24 au 26 août, les 7 chefs des États les plus riches de la planète se retrouvent à Biarritz. Avec un cynisme à toute épreuve, ils déclarent se donner comme objectif la lutte contre les inégalités. Il est temps d'éteindre le grand incendie du capitalisme et ses 7 plus grands pyromanes. Nous appelons toutes et tous à participer au contre-G7, au Pays basque du 21 au 26 août.

CONFLITS

Histoire • Géopolitique • Relations internationales

Lectures sur la guerre d'Algérie – Ferhat Mehenni



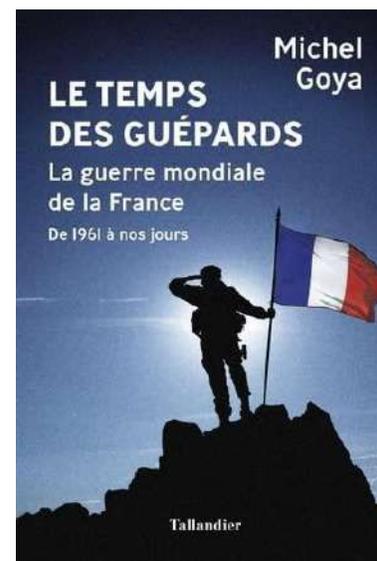
Cet ouvrage ne traite pas de la guerre d'Algérie pas davantage que de la guerre civile des années 1990, bien qu'il s'y réfère. Il pourrait néanmoins prendre place dans cette veille bibliographique parce qu'il soulève la question qui s'est imposée à la plupart des États devenus indépendants, question qui n'a pas épargné l'Algérie.

Sur quelles bases fonder l'unité et l'identité de sociétés pluri-ethniques ?

Le volume est une sélection des écrits de Ferhat Mehenni, textes de circonstance et d'autres d'analyses, qui retracent l'évolution politique d'un courant kabyle dont il est, depuis des décennies, l'un des porte-parole. Comment, pourquoi, les revendications identitaires qui étaient celles du Mouvement culturel berbère (MCB) à partir des années 1980 se sont-elles orientées en faveur de l'autonomie puis de l'autodétermination et maintenant aspirent à l'indépendance ? Le propos de l'auteur n'était pas de bâtir l'histoire de sa mouvance, mais d'illustrer les différentes facettes de son cheminement politique.

Ferhat Mehenni a commencé sa vie publique comme musicien d'expression kabyle. Il appartient à la génération des chanteurs engagés apparue dans les années 1970, illustrée par Idir, Aït-Menguellat, Matoub Lounès et quelques autres. L'assassinat de Matoub Lounès en 1998 a fait du protestataire un martyr et donné aux artistes kabyles une dimension plus grave et militante. Ferhat dirige le Mouvement culturel berbère depuis 1980, puis, en réponse aux violences de 200, il fonde le MAK (Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie). Les revendications kabyles n'étant pas satisfaites, le mouvement se radicalise et tente d'accéder à des tribunes internationales. Ferhat voyage, répond aux invitations de mouvements autonomistes, en Europe et au Québec. L'assassinat de son fils, en 2005, scelle son exil et il fonde à Paris, en 2010, l'Anavad, un gouvernement provisoire kabyle dont il avait annoncé la gestation, à Montréal, peu de temps avant. Tel est le parcours reconstitué par ces textes qui proposent une autre écriture de l'histoire et une redéfinition de l'identité kabyle.

La guerre mondiale de la France : le temps des Guépards



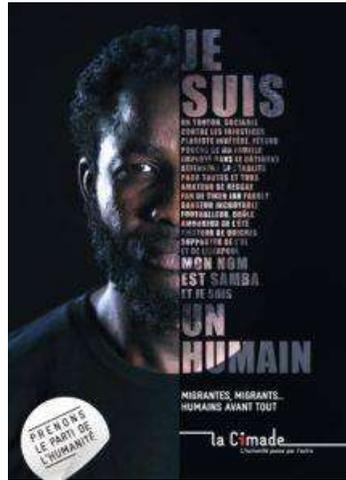
La période qui commence avec la fin de la guerre d'Algérie est considérée en France comme un retour à la paix. L'ouvrage de Michel Goya décrit pourtant soixante années durant lesquelles l'armée française n'a cessé d'intervenir à travers le monde et de se confronter aux nouvelles modalités de la guerre, plus caméléon que jamais.

Le Temps des Guépards rappelle que la guerre peut prendre bien des formes et que la France en a expérimenté un grand nombre. De façon tantôt claironnante et tantôt discrète, le pays n'a cessé de faire la guerre et, somme toute, depuis 1939, cet état n'aurait jamais pris fin, de conflits faussement gagnés en d'autres, perdus, que l'on croit achevés.

Dès les années 1960, alors que le gouvernement croyant en avoir fini avec les conflits coloniaux se félicite d'être enfin passé à la guerre dernier modèle — celle de la dissuasion nucléaire —, des conflits périphériques montrent qu'il lui faut non seulement continuer d'affronter des États, mais aussi lutter contre des organisations privées, religieuses, partisans ou ethniques. Organisations moins faciles à comprendre et, surtout, à réduire...En soixante ans, nos soldats ont été ainsi engagés dans 32 grandes expéditions, guerres, confrontations et opérations de police internationale et une centaine d'opérations de plus petite ampleur. En valeur absolue, ce nombre est seulement inférieur à celui des forces armées américaines durant la même époque. Mais, appliqué à un volume de forces bien moindre, il fait des soldats français les plus sollicités au monde.

Le bilan de ces années de guerre dressé par Michel Goya est donc critique. Beaucoup d'interventions ont été motivées davantage par le souci de satisfaire ou d'impressionner l'opinion que de répondre à un objectif militaire. À l'extérieur, la guerre est devenue asymétrique : en a-t-on tiré toutes les leçons ? Elle existe aussi désormais sur le territoire national, « l'organisation djihadiste comprenant désormais des milliers de recrues européennes, dont beaucoup de Français, un phénomène inédit, et certains sont prêts à porter le combat dans leur pays d'origine. » Contre ce danger, une partie des effectifs de l'armée se sont usés aux patrouilles de « Sentinelle », un modèle « d'opération anxiolytique ».

« Migrantes, migrants...Humains avant tout »



Alors que la guerre en Ukraine a suscité tout à la fois un fort élan de solidarité en direction des réfugié-e-s fuyant l'Ukraine, et des positions inacceptables autour de distinctions entre « bons » et « mauvais » migrants ; La Cimade lance une campagne nationale de mobilisation autour d'un slogan porteur d'espoir : « Migrants, migrants...Humains avant tout ». Prenons le parti de l'humanité ! pour inviter chacune et chacun à changer de regard, à considérer l'autre à travers notre appartenance commune à l'humanité, et à construire ensemble une société inclusive, solidaire et égalitaire, fondée sur l'accueil et l'hospitalité.

Une campagne nécessaire et importante car les discours de diabolisation des migrations et des personnes étrangères sont de plus en plus omniprésents dans le débat public. Et si la guerre en Ukraine est l'occasion d'un fort élan de solidarité en direction des personnes qui fuient, les différences de traitement et de considération avec d'autres personnes migrantes n'en ont été que plus visibles, et fondamentalement inacceptables. .

Derrière les clichés, derrière les chiffres : des combattantes et combattants du quotidien.

On parle beaucoup des personnes migrantes dans le débat public mais celles-ci sont trop souvent (re)présentées comme un ensemble uniforme et impersonnel ou encore réduites à des chiffres et statistiques.

Les personnes migrantes ont connu des trajectoires souvent marquées par de nombreux drames et déchirements auxquels s'ajoutent des blocages administratifs et politiques tels que des conditions restrictives d'octroi d'un droit au séjour, un arsenal de mesures d'expulsion et de bannissement qui ne sont en réalité pas mises en œuvre, des procédures administratives absurdes, arbitraires voire illégales, l'impossibilité de prendre un rendez-vous en préfecture (...) etc.

Samba, comme vous et moi

SAMBA, 32 ANS DE NATIONALITÉ MALIENNE

Samba a quitté l'école en raison de la situation très précaire dans laquelle vivait sa famille. Il est parti du Mali quand il avait 21 ans pour aller au Gabon.

« Je suis resté 4 ans au Gabon, mais malgré mon espoir d'un avenir meilleur la situation était la même... beaucoup de galères pour survivre », c'est pour cela qu'il a pris la décision de venir en Europe. Du Gabon il est passé par le Bénin, après par le Niger où il a traversé le désert pour arriver en Libye, « en Libye c'est l'enfer sur terre ». Après trois tentatives il a réussi à traverser la Méditerranée pour arriver à Lampedusa en Italie. « Pendant tout mon parcours j'ai payé énormément d'argent, mais il fallait faire ça pour venir ».

« Je suis resté en Italie pendant 4 ans, mais je n'ai pas réussi à avoir mes papiers. Malgré le fait que j'ai payé un avocat pour mes 4 demandes de régularisation la réponse a été toujours non. C'est pour cela j'ai décidé de venir en France, car j'y ai de la famille ».

Bchira, comme vous et moi

42 ANS, ORIGINAIRE DE TUNISIE

Bchira est une femme cultivée, courageuse et militante. Depuis son enfance, elle dévore les livres. « Quand j'étais adolescente, j'ai lu "Madame Bovary" et c'est resté comme une référence pour moi, un modèle de femme coincée dans sa vie... J'aime aussi beaucoup "Le pain nu", de Mohamed Choukri, un auteur marocain qui décrit son enfance après la décolonisation. » Bchira a d'autres passions : la natation, l'astrologie et le cinéma, surtout les films d'auteurs.

Ses souvenirs, Bchira les évoque tantôt avec nostalgie, tantôt avec tristesse. « Je me souviens des vacances avec ma grand-mère et du bleu de la mer. Nous étions au bord de la plage à La Marsa, en Tunisie. J'avais 3 ou 4 ans, j'étais gâtée. Elle me préparait de la bonne nourriture, me peignait les mains avec du henné et on allait se baigner tous les jours. » Bchira la tristesse fait partie de sa vie. Elle est passée par des moments difficiles quand elle a perdu son père, quand elle a dû quitter son pays. Encore aujourd'hui, elle se bat tous les jours pour surmonter la peur de perdre un travail, un logement, de survivre dans une ville et un pays étrangers. Aujourd'hui, ce qui la désespère, c'est de voir les enfants à la rue, dans les pires situations qui soient. Mais elle s'engage pour les autres. « J'ai rejoint un collectif de sans-papiers quand j'étais moi-même dans cette situation en 2020 et maintenant que je suis régularisée, je continue à m'investir pour d'eux. »

Merlie, comme vous et moi

39 ANS, SANS PAPIERS ET BÉNÉVOLE À LA CIMADE

Merlie ne se sent pas étrangère. Elle se définit comme une personne altruiste, persévérante et optimiste. Elle aime regarder des films policiers pour en résoudre les énigmes, mais aussi les documentaires et les histoires réelles. Merlie adore la décoration et la cuisine. « Mon grand plaisir, c'est de partager des recettes. C'est un voyage de pouvoir découvrir d'autres cultures à travers des plats différents. ».

Merlie tient beaucoup à son indépendance et à sa liberté. Les injustices l'indignent et elle est très engagée pour aider les autres. Bénévole à la Croix Rouge dans des maraudes et dans des maisons de retraite, elle est aussi secouriste. « Mon rêve le plus cher est de devenir française. ».

« Pour moi, 'Etranger' n'est pas un mot qui veut juste dire 'se déplacer', c'est un état d'esprit. Peut-être que je me sens plus chez moi ici que certaines personnes nées en France. Je me sens chez moi, à ma place. Malgré ma situation je ne suis pas découragée, je vais continuer à me battre. Dans ma tête je n'ai pas d'autre option. »



Après 5 séances de sensibilisation et d'échange dédiés à l'histoire de l'esclavage avec un groupe de collégiens en Seine-Saint-Denis, l'équipe de D'Ailleurs & D'Ici a encadré des ateliers de productions journalistiques rythmés par l'interview du juriste et historien Doudou Diène.

Après 5 séances de sensibilisation autour de notre ouvrage *L'histoire de l'esclavage et de la traite négrière*

10 nouvelles approches (Editions Libro), le réalisateur Albérick Tode et le journaliste Florian Dacheux ont retrouvé le 18 novembre 2021 les jeunes de la Maison de quartier Esperanto de Montreuil pour une préformation en techniques d'interview et cadrage vidéo, de la recherche d'informations en passant par l'écoute, le rebond et la méthodologie autour de Doudou Diène.

Qui est Doudou Diène ?

Juriste et haut fonctionnaire sénégalais, Doudou Diène entre à l'Unesco en 1969. De 1977 à 1985 il est nommé Directeur du bureau de l'Unesco auprès de l'ONU. A son retour à Paris, il lance en 1994 *La route de l'esclave*, pour retracer les contacts de civilisation entre tous les peuples. Il élabore *la Route de la Soie*, un vaste programme visant à approfondir les connaissances scientifiques et à promouvoir la compréhension internationale entre Orient et Occident. Ce projet devient décennal de l'Unesco. En 2001, il participe à la conférence mondiale contre le racisme à Durban en Afrique du Sud. Il est nommé, en 2002, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme et de xénophobie et jusqu'en 2008, il coordonne une série enquêtes sur 20 Etats.

Doudou Diène compte parmi les plus grands experts mondiaux en matière de droits de l'homme

- rapporteur du Conseil d'orientation de la FME
- vice-président du Comité international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH)
- membre du conseil consultatif international de la cité d'Auroville (Inde)
- vice-Président du Comité du Prix Niwano pour la Paix au Japon
- vice-Président du Conseil scientifique international de l'Institut international de recherche d'Edgar Morin.
- membre du Conseil de Fondation de la Fondation Hommes de Parole
- membre du projet des Nations Unies « Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine 2015-2024 ».

Des étudiants congolais d'Ukraine dénoncent leur différence de traitement en Belgique



Le mois dernier, Axel était un jeune homme normal de 20 ans, étudiant en informatique à l'université de Kiev. Aujourd'hui, il est à Bruxelles, apatride et marqué par son pénible voyage depuis l'Ukraine. Il raconte comment, pendant des heures, lui et d'autres amis ont été empêchés de monter dans un train, simplement à

cause de la couleur de leur peau. Une fois arrivés à la frontière, ils ont été agressés par les gardes-frontières. "Quand ils nous disaient d'attendre, ils le faisaient de manière brutale et agressive. Nous sommes des humains quand même, nos vies comptent aussi » témoigne-t-il.

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux ont montré des personnes noires poussées hors des trains et des animaux priorisés avant les personnes de couleur. Cette discrimination ne s'arrête pas à la Belgique. Car bien que fuyant la même guerre, ces étudiants ne bénéficient pas des mêmes avantages que les Ukrainiens dans le cadre de la directive européenne sur la protection temporaire. *"Les Ukrainiens sont maintenant privilégiés alors que nous venons tous d'Ukraine. Nous voulons donc bénéficier des mêmes droits, car nous venons tous de la guerre, nous étions tous en Ukraine. Nous voulons aussi pouvoir terminer nos études comme les Ukrainiens"*, se plaint Ruth, étudiante en médecine.

L'association locale afro-belge Change défend la cause de Ruth, Axel et 46 autres étudiants dans cette situation floue. Ils les ont récupérés à la frontière polonaise et leur fournissent des vêtements, un abri et des cours de langue. Ils leur offrent également un soutien psychologique. *"Quand ces jeunes montrent leur situation, je suis très triste et je me dis "OK", mais cela me motive aussi à continuer ce combat que nous essayons de mener"*, explique Dido Lakama de l'asbl Change.



État des lieux des droits des femmes guadeloupéennes

Journée Internationale de la femme

« Vers l'égalité réelle entre les hommes et les femmes »

Par Claudine Blasco, membre de la Ligue des Droits de l'Homme en Guadeloupe
Aujourd'hui les femmes guadeloupéennes représentent 52,8% de la population de la Guadeloupe. et 40% d'entre elles ont plus de 50 ans d'après le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

Droits politiques et économiques et sociaux

Elles sont donc majoritaires sur nos îles et pourtant d'après le dernier rapport du ministère français chargé de l'égalité entre les hommes et les femmes, dans les Outre-mer, le taux d'emploi des femmes est partout inférieur à celui des hommes. Elles sont minoritaires en tant que mairies, mais majoritaires en tant que mères seules, deux fois plus qu'en métropole. Et qui dit mère isolée dit précarité, chômage, temps partiel, difficultés dans la vie quotidienne.

Aux hommes le pouvoir politique et économique aux femmes le silence et la pauvreté .

Droit à la santé

Le recours à l'IVG est plus fréquent chez nous qu'en métropole. A peu près 40 pour mille guadeloupéennes avortent contre 15 pour mille au niveau de toute la France.

En outre elles ont deux fois plus de probabilité de déclarer un état de santé intermédiaire, mauvais ou très mauvais que les femmes vivant en métropole.

L'accès à l'eau et à l'assainissement déficient sur nos îles ainsi que la pollution par le chlordécone en sont une des raisons, associé à un manque cruel de personnel soignant et d'infrastructures de soins de proximité. La suspension du personnel soignant non vacciné, majoritairement féminin, a aggravé la pauvreté des femmes mais aussi l'offre de soins pour la totalité de la population locale.

Violences

99 % des femmes françaises ont déjà été victimes d'un acte ou commentaire sexiste au moins une fois dans leur vie en France (Source : HCE, Rapport « état des lieux du sexisme en France », 2019) Les violences sexistes et sexuelles dans le milieu du travail, du sport, de la migration, de la famille à l'égard des femmes, sont le fait de plus de 90% d'hommes. Les femmes habitantes des Outre-mer sont plus souvent victimes de violences dans les lieux publics (sifflements, attouchements, violences physiques et psychiques, harcèlement, cybersexisme...) que les femmes habitantes de France métropolitaine. Elles paient aussi un lourd tribut aux violences conjugales. (voir Focus outremer page 77 du rapport)

L'effet de la pandémie sur l'égalité femmes hommes en France

Le partage des tâches domestiques ne s'est pas amélioré. Les tâches ménagères ont été assurées aux 2/3 par les femmes, l'école à la maison a été presque entièrement à leur charge. Elles ont été deux fois plus nombreuses que les hommes à cesser leur travail rémunéré pour garder leurs enfants, les conditions de télétravail leur ont été deux fois moins favorables qu'aux hommes (plus isolées, moins de lieu dédié au télétravail, plus d'enfants à charge pendant le télétravail, moins d'équipements adaptés). Plus de femmes que d'hommes ont perdu leur emploi durant cette pandémie. Elles ont donc vu leurs revenus baisser plus vite que ceux des hommes. Le renoncement aux soins et la détresse psychologique ont été plus accentués chez les femmes, de même les signalements de violences faites aux femmes ont été multipliés par 10 durant la pandémie. L'accès à la contraception et à la santé reproductive a été fragilisé par la crise. Et pourtant ce sont elles qui ont été en première ligne pour prendre soin de la population durant la pandémie. Elles sont 99% des aides à domicile, 87% des infirmiers, 78% du personnel soignant et des travailleurs sociaux, 70% des personnels d'entretien. Elles se sont épuisées à prendre soin de nous. Mais les médias les ont oubliées pour les faire parler de cette crise en tant qu'expertes ou débattrices (16% de femmes contre 85% d'hommes interviewés).

Les dégâts occasionnés par le patriarcat, les stéréotypes sexistes, la pandémie sur les droits des femmes et particulièrement des guadeloupéennes sont très importants, il est temps de penser une vraie politique publique de soutien et d'amélioration des conditions de vie et des droits des femmes partout en France et spécialement en Guadeloupe. **Dans ces temps incertains de pandémie et de guerre, les guadeloupéennes sauront prendre toute leur part dans la construction de l'égalité femme homme dans notre pays.**



Celui ou celle qui remportera l'élection présidentielle devra prendre des décisions importantes pour limiter le réchauffement climatique. Cet article fait partie d'une opération spéciale, en collaboration avec Les Shifters, une association de bénévoles qui accompagne le groupe de réflexion The Shift Project, spécialiste de la transition énergétique.

Face au réchauffement climatique la prochaine ou le prochain président de la République devra prendre des décisions importantes. Son mandat prendra fin en 2027, trois ans avant 2030, date à laquelle la France devra avoir réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 40% pour respecter l'accord de Paris sur le climat.

Pour ce faire, il ou elle trouvera sur son bureau la Stratégie nationale bas carbone (SNBC), un document officiel qui décrit, secteur par secteur – transports, bâtiments, agriculture, industrie, etc. – les efforts importants à réaliser. Une feuille de route que les gouvernements successifs peinent à respecter depuis sa mise en place en 2015.

Les programmes des candidats sont-ils compatibles avec ces objectifs ? C'est la question à laquelle a voulu répondre franceinfo, à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle 2022. Cet article présente une vue d'ensemble de l'évaluation des programmes et, pour chaque candidat, un résumé de l'analyse des Shifters. Vous pouvez retrouver leur évaluation complète sur leur site.

Les programmes des candidats par rapport aux objectifs climatiques de la France



L'amour pas la guerre

Ce monde va de pire en pire quand coulent du sang les rivières pour la soif de tous ces vampires qui, exprès, suscitent des guerres...

Marchands de canons sans scrupules dans l'ombre tirant les ficelles de ces politiques crapules tous corrompus jusqu'à la moelle !

Le peuple d'esclaves crédules se laisse prendre à leurs mensonges, les absorbant telle une éponge même lorsqu'ils sont ridicules !

“La faute incombe à l'étranger qui désire nous envahir !”

Dieu et patrie servent à cacher la cupidité des vampires...

C'est si gros qu'on pourrait en rire si des hommes n'allaient mourir au nom de telles conneries : rien ne vaut qu'on perde la vie !

Seule attitude salutaire en ce qui concerne la guerre : c'est de refuser de la faire !
À ce jeu, tout le monde perd...

Nous ne sommes pas sur la terre pour y vivre un horrible enfer car nul pour ça n'est volontaire : faisons l'amour et pas la guerre !



Sarkozy, Ouattara et Bouygues au chevet des petits africains!

L'épouse du président ivoirien, Dominique Ouattara, a organisé à Abidjan, comme elle le fait volontiers, le grand gala annuel de sa fondation « Children of Africa », sous un déluge de luxe et de stars défraichies. Et en présence de l'incontournable Nicolas Sarkozy, l'ami fidèle du clan présidentiel. Aux côtés de quelques musiciens africains à la mode, comme Toumani Diabaté et Fally Ipupa, se tenait le rasta Alpha Blondy dans une tenue blanche haute couture, les comédiens Samuel Le Bihan et Emmanuelle Béart.

La Françafrique de retour

Comme à son habitude, Paris Match publie les clichés de l'argent qui coule à flot pour venir aux secours des petits africains qui n'ont rien. Mais l'hebdomadaire du poids des mots et du choc des photos s'est bien gardé de diffuser celle où Nicolas Sarkozy, Alassane Ouattara et Martin Bouygues posent ensemble la main dans la main pour ce gala en faveur des enfants pauvres!

C'est l'image qu'on ne devrait pas voir, celle solidarité entre un ancien Président français qui a initié une guerre civile en Cote d'Ivoire en 2011 pour porter au pouvoir son ami, Alassane Ouattara. Au plus grand bénéficiaire du numéro un du BTP français, Martin Bouygues. Ce qui renvoie l'image cruelle de la Françafrique.

Les Panafricanistes vont adorer... Ou comment se tirer une balle dans le pied, à l'heure où une partie du Continent est vent debout contre la France ?

Foot, Youcef Belaïli, une fièvre algérienne en Bretagne



Le club des Fennec populaire en Algérie

L'arrivée de l'international algérien Youssef Belaïli au Stade Brestois provoque une ferveur pour l'Algérie jamais vu sous les latitudes bretonnes. Pour le meilleur ou pour le pire. La raison de cet accès de fièvre pro-algérien totalement inédit dans la ville bretonne ? Une nouvelle qui fait l'effet d'une bombe autour du petit club finistérien qui n'avait jamais eu jusqu'ici vocation à attirer les stars du ballon rond.

Or Belaïli en est une, tout du moins en Afrique. Son palmarès le prouve : titulaire de quatre titres de champions de Tunisie et d'un titre de champion d'Algérie, deux fois vainqueur de la Ligue des Champions africaine et avec la sélection DZ champion de la CAN en 2019 et de la Coupe Arabe en 2021, « C'est une superstar en Afrique, pas seulement en Algérie, explique l'ancien joueur Anthar Yahia au *Télégramme de Brest*. Ce statut de star, il ne l'a pas décroché comme ça. Ce garçon a du mérite ».

Troisième meilleur buteur du championnat qatari où il jouait la saison dernière au QatarFC, Youssef Belaïli est le deuxième grand joueur algérien à se fixer dans le Finistère, après Ryad Mahrez, le joueur le plus titré de la sélection algérienne, formé, lui, à Quimper, avant d'évoluer maintenant Manchester City, un club gotha mondial. Le néo-Brestois rejoint également, Youssef Atal (Nice), Farid Boulaya (Metz) et Haris Belkebla (Brest), les trois autres joueurs de la sélection algérienne présents à la dernière coupe d'Afrique des Nations qui évoluent en Ligue.

Lundi 31 janvier, le *community manager* du Stade Brestois 29 (SB29), actuel 13^{ème} du classement de Ligue 1 est tombé des nues en voyant exploser les réseaux sociaux du petit club du football de la pointe du Finistère : en 24 heures, plus 368 000 abonnés à la page Facebook du SB29, quelque 132 000 nouveaux accrocs à son compte Instagram, 50 000 de plus sur le réseau Tiktok et 7 000 sur Twitter, tous ou presque venus de l'autre côté de la Méditerranée. En une seule journée, le club brestois dépassait le million de fans sur les réseaux. Pas mal pour l'équipe d'une ville de 200 000 habitants ! Les supporters historiques du club eux aussi semblaient perdre la tête : « *Cherche traducteur pour créer un deuxième compte Twitter en version arabe. Important de satisfaire ma nouvelle communauté* » postait un des leaders des ultras brestois sur son compte Twitter, changeant même sa bannière sur le réseau en se présentant pendant quelques jours comme « *Brestois et ami du peuple algérien* ». Sur les réseaux sociaux, certains se déclaraient prêts à abandonner les crêpes pour le couscous.



Utopie et afroféminisme : réflexions en temps de crise

13 Mars 2022

Les reportages sur la guerre en Ukraine, les compilations des discours xénophobes et négrophobes tenus par les journalistes et "experts", les débats désorganisés, l'approche imminente des élections, s'ajoutant aux faits divers violents quotidiens...

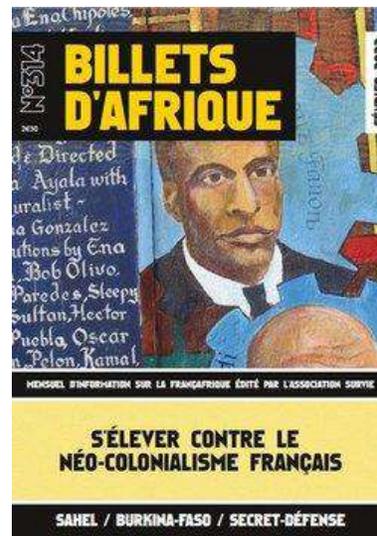
Cette cacophonie a amené plusieurs d'entre nous à ne pas se tenir au courant, à ne pas regarder les infos, à ne pas en parler avec l'entourage... Avec ça, il y a souvent cette même culpabilité : celle de ne pas prendre la parole, de ne pas faire/assez.... J'ai parfois l'impression que cette culpabilité résulte d'une image idéalisée de l'engagement : un engagement qui serait sans faille, immuable, peu importe le contexte ou l'état de nos ressources physiques et mentales. Cette focalisation sur la forme de l'engagement politique passerait forcément par des preuves performatives (montrer qu'on prend position sur les réseaux sociaux, poster le tweet au bon moment, relayer toutes les cagnottes...), avec tout ce que l'on sait de l'esthétisation de la prise de parole sur les réseaux sociaux.

Or, nos engagements ne gagneraient-ils pas à être pensés de manière plus réalistes ? Par exemple, je veux pouvoir donner mon temps et mon énergie le plus longtemps possible à telles causes, que dois-je mettre en place pour que ça arrive ? La réponse à cette question va dépendre de ma situation personnelle, de mon évolution et du contexte dans lequel je me trouve.

Toutefois, cet exercice est plus compliqué, voir impossible, quand on ne s'entend même plus penser.

Loin de moi l'envie de prétendre qu'il est inutile de se questionner sur sa manière de soutenir des causes ou de militer, je pense juste qu'il est facile de tomber dans l'écueil de s'en vouloir, au lieu de pointer les différents éléments ayant contribué à ce que notre cerveau fume et à ce que notre sensibilité soit vidée ou trop éprouvée. Et ça, ça passe par le fait de nommer les circonstances environnantes.

LA « STRATÉGIE SAHEL » DE LA FRANCE BAT DE L'AILE



Au lendemain du premier coup d'État d'août 2020, les autorités françaises n'étaient pas mécontentes d'être débarrassées du président Ibrahim Boubakar Keita. Les choses ont commencé à se gâter lorsque les Maliens ont réaffirmé leur intention de dialoguer avec les groupes djihadistes, une « ligne rouge » à ne pas franchir maintes fois rappelée par Macron, puis quand la junte a débarqué le président de transition Bah Ndaw, que Macron considérait comme le garant de cette stratégie. Depuis, 2 autres « lignes rouges » franchies : l'arrivée des Russes dans le pays (coopération militaire officielle ou mercenaires de la société militaire privée Wagner, de toute façon très proche du Kremlin).

Un échafaudage qui menace de s'effondrer

Par ailleurs, tout l'échafaudage impulsé par la France pour accompagner et en partie suppléer la force Barkhane menace de s'effondrer. La belle architecture institutionnelle et militaire du G5 Sahel, portée à bout de bras par la France, se trouve de fait remise en cause : 3 des 5 pays qui le composent viennent de connaître des coups d'État (comme au Tchad) et les sanctions contre le Mali (et demain le Burkina ?) rendent caduques ses principes de fonctionnement. La présidence du G5 a, sous la plume du fils Déby, condamné « énergiquement » la « tentative d'interruption de l'ordre constitutionnel » au Burkina « de nature à mettre en péril les acquis démocratiques de ce pays ». De quoi faire rire jaune les démocrates tchadiens qui essuient les tirs de l'armée de Mahamat Déby. Des interrogations s'élèvent également sur certaines participations à la Minusma. Enfin, la force Takuba des forces spéciales européennes paraît aussi compromise. Le Mali a exigé le retrait immédiat du contingent danois, pour avoir débarqué sans accord, entraînant la défection de la Norvège et la fureur des autorités françaises.

Dictionnaire enjoué des cultures africaines

Alain Mabanckou et Abdourahman Waberi



« Indépendance CHA – CHA »

Dans les années 1960, alors que la plupart des pays d'Afrique noire francophone entraient dans l'ère des « soleils des indépendances », on ne cessait d'entendre les paroles d'une chanson intitulée « Indépendance Cha Cha » de Joseph Kabasele alias « Grand Kallé », un des fondateurs de la rumba congolaise. Composée et écrite donc par Grand Kallé, chantée par Vicky Longomba, avec à la guitare solo le prodige Nico Kassandra, alias « Docteur Nico », Brazzaville à la guitare basse, Izeidy Mokoy alias « Petit Prince » aux maracas, Pierre Yantula Bobina aux percussions, cette chanson est vite devenue l'hymne de l'émancipation des nations du continent noir.

C'est en 1960 qu'« Indépendance Cha Cha » naît d'un souffle, alors que Grand Kallé et son groupe l'African Jazz se trouvaient à Bruxelles, à l'occasion de la fameuse « Table ronde » qui devait réunir les leaders politiques congolais et les autorités belges, pour négocier l'indépendance du Congo belge. Entièrement improvisée, dictée par l'enthousiasme et la liesse des populations africaines, la chanson s'impose aussitôt à tous. « Indépendance Cha Cha » narre cet événement historique et devient vite un chant de ralliement, le premier tube panafricain.



Joseph Kabasele

Chantée en lingala, langue parlée dans les deux Congo, la chanson joue la victoire de l'indépendance et la réussite de la Table ronde, grâce à un « front commun », l'union de la plupart des partis politiques congolais de l'époque et de leaders charismatiques comme Patrice Lumumba, Moïse Tshombé ou encore Joseph Kasavubu.

Les premières paroles immortalisent ainsi l'émancipation congolaise, et ce moment historique :

Nous avons obtenu l'indépendance
Nous voici enfin libres
À la Table ronde nous avons gagné
Vive l'indépendance que nous avons gagnée

« Indépendance Cha Cha » inspire encore notre époque et il est réjouissant de constater qu'en 2000 un documentaire belge de soixante minutes, réalisé par Isabelle Christiaens et Jean-François Bastin, revenait sur l'histoire de ce titre, soit plus de quarante ans après l'émancipation du Congo belge.

À travers ce lexique irrévérencieux, véritable guide de survie dans une société dite post-coloniale, Piment, collectif formé de quatre passionnés de cultures afrodiasporiques animant depuis 2017 une émission culturelle diffusée sur Radio Nova, propose de nouvelles définitions pour des mots et des expressions anciens ou modernes, nécessaires ou superflus, politiques ou humoristiques.

Fort-de-France - Douala - Paris

Quelle est la différence entre ces 3 paragraphes?

Déjà tout est là, il n'y a rien de plus à dire sur ce sujet. Le français est une langue héritée de la colonisation. Dans les pays considérés comme appartenant à « la francophonie », cette langue s'est imposée comme dominant au détriment des langues locales, au point que son enseignement est devenu une façon de mesurer le niveau d'éducation des habitants des anciennes colonies. Pour les ressortissants de ces pays habitant en France, l'écrit est une manière d'être s'exprimant parfaitement en français, le fait d'avoir un accent autre que le français n'est pas leur fait mais de même des moqueries, des sous-entendus à la télévision française et une discrimination certaine. On ne peut donc pas se plaindre aux Antilles et aux Caraïbes de parler « mal » français : qu'on fasse ce qu'on veut de cette langue mais on craint des langues passées à nos pays, c'est une façon de résister.

Fort-de-France

Mon frère, ici et chez les Antillais, le français, c'est la langue des blancs. Chez nous et dans tout les pays à côté là, de tout façon le way est aussi comme si c'était la même depuis au moins 1900 ans. Jusqu'à les gens sont la débilité et même comme si on n'a pas grand-chose au levain ensemble. Tu sache la tête, les gens vont jusqu'à nous le pose de demander à Mami Makala comment un être « l'oppression ». On mange ça ? Et dans tout ça, au milieu en Mbong, on va aller que tu es toi avec ton séchage, les gens par les sous-titres sur un tray. Alors, on se respecte. On ne peut jamais être une répétition de chose nos ways - le français est éternel, on va vivre ça jusqu'à ça va être.

En Afrique et dans les Caraïbes, le français est une langue héritée de la colonisation. Dans les pays considérés comme appartenant à « la francophonie », cette langue s'est imposée comme dominant au détriment des langues locales, au point que son enseignement est devenu une façon de mesurer le niveau d'éducation des habitants des anciennes colonies. Pour les ressortissants de ces pays habitant en France, l'écrit est une manière d'être s'exprimant parfaitement en français, le fait d'avoir un accent autre que le français n'est pas leur fait mais de même des moqueries, des sous-entendus à la télévision française et une discrimination certaine. On ne peut donc pas se plaindre aux Antilles et aux Caraïbes de parler « mal » français : qu'on fasse ce qu'on veut de cette langue mais on craint des langues passées à nos pays, c'est une façon de résister.

Paris

Il n'y en a pas, le contenu est le même. La forme n'importe que si on considère le français comme une langue qui ne se parle que d'une seule façon, en oubliant qu'en l'imposant à des populations, cette même langue est amenée à évoluer. Les argots, les créoles, etc., sont nés de cette rencontre du français avec des peuples qui n'en avaient pas besoin mais qui se sont retrouvés à devoir le parler en y intégrant des mots de langues locales et en le faisant constamment évoluer. Que ces formes soient à peine compréhensibles par certains Français eux-mêmes est peut-être un défaut de réputation.

